

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## DÉBATS PARLEMENTAIRES SÉNAT

SECONDE SESSION ORDINAIRE DE 1979-1980

COMPTE RENDU INTEGRAL — 18<sup>e</sup> SEANCE

Séance du Mercredi 7 Mai 1980.

### SOMMAIRE

PRÉSIDENTICE DE M. ANDRÉ MÉRIC

1. — Procès-verbal (p. 1760).
2. — Conférence des présidents (p. 1760).
3. — Autorisation de missions d'information (p. 1761).
4. — Protection sociale des Français à l'étranger. — Adoption d'une proposition de loi (p. 1761).  
Discussion générale: MM. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.  
Art. 1<sup>er</sup>. — Adoption (p. 1764).  
Art. 2 (p. 1764).  
Amendement n° 2 rectifié du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.  
Adoption de l'article modifié.  
Art. 3 (p. 1765).  
Amendement n° 1 du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.  
Amendement n° 3 rectifié du Gouvernement. — MM. le ministre, le rapporteur. — Adoption.  
Adoption de l'article modifié.  
Art. 4 et 6. — Adoption (p. 1766).  
Modification de l'intitulé.

Vote sur l'ensemble (p. 1766).

- MM. Paul d'Ornano, le ministre.  
Adoption de la proposition de loi.
5. — Droit de vivre sa mort. — Rejet d'une proposition de loi (p. 1767).  
MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Jean-Paul Mouro, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice.  
Question préalable présentée par M. Charles Lederman. — MM. Charles Lederman, Henri Caillavet, le secrétaire d'Etat, le rapporteur. — Rejet.  
Sur les conclusions de la commission: MM. le rapporteur, le rapporteur pour avis, Charles Lederman, le secrétaire d'Etat, Henri Caillavet. — Adoption.  
Rejet de la proposition de loi.
- PRÉSIDENTICE DE M. ALAIN POHER
6. — Prolongation artificielle de la vie d'un malade. — Rejet d'une proposition de loi (p. 1784).  
Discussion générale: MM. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois; Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Henri Caillavet, Michel Darras, Charles Lederman, Paul Pillet, Jean-Paul Mouro, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la justice; Marcel Rudloff.  
Adoption des conclusions de la commission.  
Rejet de la proposition de loi.
  7. — Renvoi pour avis (p. 1787).
  8. — Ordre du jour (p. 1787).

**PRESIDENCE DE M. ANDRE MERIC,**  
**vice-président.**

La séance est ouverte à quinze heures dix minutes.

**M. le président.** La séance est ouverte.

— 1 —

**PROCES-VERBAL**

**M. le président.** Le compte rendu analytique de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté sous les réserves d'usage.

— 2 —

**CONFERENCE DES PRESIDENTS**

**M. le président.** La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat :

**A. — Vendredi 9 mai 1980, à neuf heures trente :**

Seize questions orales sans débat :

N° 2671 de M. Louis Perrein à M. le ministre du travail et de la participation (Fonctionnement des antennes de l'agence nationale pour l'emploi dans le Val-d'Oise) ;

N° 2666 de M. Jean-Pierre Fourcade à M. le ministre de la culture et de la communication (Coût et utilité de la revue « Culture et Communication ») ;

N° 2752 de M. Louis Brives à M. le ministre de l'industrie (Maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux) ;

N° 2772 de M. Georges Spénale à M. le ministre de l'industrie (Maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux) ;

N° 2612 de M. Paul Séramy à Mme le ministre des universités (Crédits pour la recherche dans les grandes écoles) ;

N° 2731 rectifié de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Dangers provoqués par des revêtements d'amiante au centre universitaire de Jussieu, à Paris) ;

N° 2743 de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Transfert à Lyon des sections scientifiques de l'Ecole normale supérieure) ;

N° 2744 de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Situation des étudiants étrangers) ;

N° 2754 de M. Edouard Bonnefous à M. le ministre de la justice (Répression des sévices infligés à l'enfance) ;

N° 2710 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard à M. le ministre de l'intérieur (Situation des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte) ;

N° 2673 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard transmise à M. le ministre de l'intérieur (Taxe sur les espaces publicitaires) ;

N° 2651 de M. Jean Cauchon à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie (Accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction) ;

N° 2658 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Revendications des pilotes de ligne) ;

N° 2689 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Revendications des contrôleurs aériens) ;

N° 2753 de Mme Hélène Luc à M. le ministre des transports (Mutations disciplinaires d'ingénieurs de la navigation aérienne) ;

N° 2729 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Développement de l'aviation légère et sportive).

**B. — Mardi 13 mai 1980 :**

A dix heures :

1° Question orale avec débat n° 356 de M. Serge Boucheny, transmise à M. le ministre de la défense, sur la construction aéronautique ;

2° Question orale avec débat n° 279 de M. Serge Mathieu à M. le ministre du budget sur la chaptalisation des vins.

A quinze heures et le soir :

*Ordre du jour prioritaire :*

3° Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

La conférence des présidents a reporté au vendredi 9 mai 1980, à seize heures, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.

**C. — Mercredi 14 mai 1980 :**

A neuf heures trente :

*Ordre du jour prioritaire :*

1° Suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

A quinze heures :

*Ordre du jour prioritaire :*

2° Conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature ;

3° Suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

**D. — Mardi 20 mai 1980, à dix heures, à quinze heures et le soir :**

1° Trois questions orales avec débat, jointes, à M. le ministre de l'économie :

N° 359 de M. Josy-Auguste Moinet sur les difficultés des entreprises françaises ;

N° 222 de M. Hubert Martin sur l'attitude générale des banques en France ;

N° 326 de M. Anicet Le Pors sur les aides publiques à l'industrie.

2° Question orale avec débat n° 174 de M. Louis Perrein à M. le ministre de l'industrie sur l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine ;

3° Deux questions orales avec débat à M. le ministre de l'industrie sur la politique énergétique de la France :

N° 224 de M. Jean Périquier ;

N° 323 de M. Raymond Dumont.

La conférence des présidents propose au Sénat de joindre ces questions, ainsi que celles qui pourraient ultérieurement être déposées sur le même sujet.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

La jonction est ordonnée.

4° Question orale avec débat n° 308 de M. Jean Cauchon à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) sur les industries agricoles et alimentaires ;

5° Six questions orales avec débat, jointes, à M. le ministre de l'agriculture relatives à divers problèmes concernant l'agriculture et la viticulture :

N° 12 de M. Raymond Courrière ;

N° 109 de M. Félix Ciccolini ;

N° 197 de M. Jean Cluzel ;

N° 238 de M. René Tinant ;

N° 340 de M. Louis Minetti ;

N° 341 de M. Paul Guillard.

*Ordre du jour prioritaire :*

6° Eventuellement, suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

**E. — Mercredi 21 mai 1980, à quinze heures et le soir :**

*Ordre du jour prioritaire :*

1° Eventuellement, suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980) ;

2° Deuxième lecture de la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs (n° 208, 1979-1980).

F. — **Jeudi 22 mai 1980**, à neuf heures trente, à quinze heures et, éventuellement, le soir :

*Ordre du jour prioritaire :*

1° Projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 203, 1979-1980).

La conférence des présidents a fixé au mercredi 21 mai 1980, à seize heures, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.

2° Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles (n° 437, 1978-1979).

*Ordre du jour complémentaire :*

3° Conclusions de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif social et fiscal (n° 142, 1979-1980).

G. — **Vendredi 23 mai 1980**, à neuf heures trente :

Seize questions orales sans débat :

N° 2691 de M. Hector Viron à M. le ministre du travail et de la participation (Situation de l'emploi dans la métallurgie lilloise) ;

N° 2663 de M. Serge Boucheny à M. le ministre du travail et de la participation (Respect des libertés syndicales dans une entreprise) ;

N° 2721 de M. Serge Boucheny à M. le ministre du travail et de la participation (Mesures contre les licenciements abusifs) ;

N° 2640 de M. Henri Caillavet, transmise à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion (Changement de tutelle de Télédiffusion de France) ;

N° 2637 de M. Francis Palmero à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Réglementation de la profession d'herboriste) ;

N° 2694 de M. Edouard Le Jeune et n° 2722 de Mme Cécile Goldet à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Aide ménagère aux personnes âgées) ;

N° 2665 de M. Henri Caillavet et n° 2709 de M. Francis Palmero à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Abrogation du décret du 15 janvier 1980 réduisant les remboursements d'assurance maladie versés aux mutualistes) ;

N° 2690 de M. Serge Boucheny à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Plan hospitalier de l'assistance publique à Paris) ;

N° 2718 de M. Pierre Gamboa à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Négociations pour le renouvellement de la convention médicale) ;

N° 2747 de Mme Rolande Perlican à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Vente de terrains par l'assistance publique à Paris) ;

N° 2664 de M. Henri Caillavet, transmise à M. le ministre des affaires étrangères (Caractère raciste du boycottage économique imposé par certains Etats de la Ligue arabe) ;

N° 2719 de M. Guy Schmaus à M. le ministre des affaires étrangères (Participation aux Jeux olympiques de Moscou) ;

N° 2728 de M. Serge Boucheny à M. le ministre de la défense (Situation des personnels de la gendarmerie) ;

N° 2592 de M. Edouard Le Jeune, transmise à M. le ministre de l'économie (Aides de l'Etat à l'industrie).

Il n'y a pas d'observation en ce qui concerne les propositions d'ordre du jour complémentaire et de discussion des questions orales avec débat ?...

Ces propositions sont adoptées.

— 3 —

#### AUTORISATION DE MISSIONS D'INFORMATION

M. le président. L'ordre du jour appelle l'examen d'une demande présentée par la commission des affaires économiques et du Plan tendant à obtenir l'autorisation de désigner deux missions d'information ;

La première, chargée d'étudier le redéploiement industriel du Japon et ses relations commerciales avec la France ;

Le seconde, chargée de participer aux travaux de la 11<sup>e</sup> Conférence mondiale de l'énergie qui se tiendra à Munich.

Il a été donné connaissance de cette demande au Sénat au cours de la séance du 22 avril 1980.

Je vais consulter le Sénat sur cette demande.

Il n'y a pas d'opposition ?...

En conséquence, la commission des affaires économiques et du Plan est autorisée, en application de l'article 21 du règlement, à désigner les missions d'information qui faisaient l'objet de la demande dont j'ai donné lecture.

— 4 —

#### PROTECTION SOCIALE DES FRANÇAIS A L'ETRANGER

##### Adoption d'une proposition de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de M. Jean-Pierre Cantegrit fait au nom de la commission des affaires sociales sur les propositions de loi : 1° de MM. Jean-Pierre Cantegrit, Pierre Croze, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Paul d'Ornano et Frédéric Wirth relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger ; 2° de M. Jean-Pierre Cantegrit accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'accéder au régime de l'assurance volontaire maladie-maternité. [N° 133, 182 et 199 (1979-1980).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

M. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur de la commission des affaires sociales. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, lors de l'examen de la loi n° 76-1287, du 31 décembre 1976, qui a étendu à tous les salariés travaillant hors de France la possibilité d'adhérer au régime de la sécurité sociale, Louis Gros, alors rapporteur de la commission des affaires sociales, avait clairement indiqué que ce n'était qu'une étape de la protection sociale des Français de l'étranger. Depuis, le Président de la République, le Gouvernement ont exprimé leur volonté d'étendre cette protection à des catégories nouvelles.

Votre rapporteur, interrogeant Mme Veil au cours de l'examen de la loi de finances pour 1979, avait obtenu le principe de la couverture sociale des non-salariés français de l'étranger.

En ce qui concerne les retraités, lors du débat du 18 décembre 1979, sur amendement déposé par votre rapporteur au projet de loi portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, monsieur le ministre, vous vous étiez engagé à trouver une solution à ce problème.

Votre rapporteur avait donc pris l'initiative de déposer, avec ses collègues représentant les Français de l'étranger, une première proposition de loi sous le n° 133, pour la session de 1979-1980, relative à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs non salariés à l'étranger.

Il a, d'autre part, déposé à titre personnel une proposition de loi n° 182, accordant aux pensionnés des régimes français de retraite la faculté d'adhérer au régime d'assurance volontaire maladie-maternité.

La commission des affaires sociales de votre Haute Assemblée a examiné ces deux textes dans sa séance du 9 avril dernier. Elle a estimé souhaitable de les regrouper en un seul texte. Cela est d'ailleurs conforme à ce qu'avait exprimé M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale, le 18 décembre dernier.

Le présent rapport analyse successivement ces deux propositions de loi regroupées, qui constituent la dernière étape de la généralisation de la protection sociale à nos compatriotes résidant à l'étranger.

Cette protection apparaît essentielle à votre commission des affaires sociales au moment où, face à la compétition économique, la France doit développer ses échanges économiques avec l'extérieur.

L'importance numérique de la présence française à l'étranger au 1<sup>er</sup> janvier 1980, ressort ainsi des statistiques du ministère des affaires étrangères : 1 008 365 immatriculés dans nos consulats et 368 219 non immatriculés. On peut estimer sans se tromper que 1 500 000 Français vivent à l'étranger.

Il apparaît utile à votre rapporteur d'examiner brièvement avec vous le système actuel de protection sociale des Français de l'étranger pour mieux comprendre la nécessité du texte qui vous est proposé aujourd'hui.

L'assurance volontaire vieillesse instituée le 10 juillet 1965 a constitué la première étape de cette protection.

L'accord du 26 septembre 1978 et la loi du 16 janvier 1979 ont permis d'assurer une meilleure garantie du risque chômage des salariés.

La loi du 31 décembre 1976 a institué un régime d'assurance volontaire maladie, maternité, invalidité et accidents du travail, maladies professionnelles au bénéfice des salariés du secteur privé.

Enfin, l'augmentation substantielle des crédits mis à la disposition du ministère des affaires étrangères permettra de mieux aider nos compatriotes âgés, nécessiteux, ainsi que les handicapés français de l'étranger.

J'en viens à l'assurance volontaire vieillesse, instituée par la loi du 10 juillet 1965, dite « loi Armengaud », du nom de notre regretté collègue. Elle accorde aux Français exerçant ou ayant exercé à l'étranger une activité professionnelle la faculté d'adhérer au régime d'assurance volontaire vieillesse.

Cette faculté est ouverte aux salariés et aux non-salariés. Les statistiques des caisses de sécurité sociale vieillesse de France nous indiquent qu'au 31 décembre 1977, dernières statistiques parues, 180 567 Français de l'étranger étaient bénéficiaires de cette loi et l'on peut donc estimer qu'à la date d'aujourd'hui près de 200 000 Français de l'étranger sont concernés.

L'indemnisation du chômage des salariés à l'étranger a progressé dernièrement. La situation au regard du risque de privation d'emploi des salariés français travaillant à l'étranger a été modifiée et améliorée.

Tout d'abord, par l'accord du 26 septembre 1978, qui a modifié l'annexe XV au règlement du régime national interprofessionnel d'allocations spéciales aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce, relative aux personnels occupés hors du territoire de la France métropolitaine.

Jusqu'au 31 décembre 1978 n'étaient couverts que les salariés détachés au sens de la sécurité sociale, les salariés exerçant leur activité dans un pays de la Communauté économique européenne, les salariés appartenant à une entreprise exerçant son activité à l'étranger et ayant obtenu d'adhérer au groupement des Assedic de la région parisienne en application du chapitre B de l'annexe XV du régime de l'assurance chômage.

L'accord du 26 septembre 1978 permet aux salariés français expatriés dont l'employeur n'a pas voulu ou n'a pas pu demander son affiliation, de bénéficier à titre individuel du maintien de la couverture du risque de privation d'emploi.

La contribution à la charge du salarié est fixée par le conseil d'administration de l'U. N. E. D. I. C. — l'union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

Mais l'amélioration du risque de privation d'emploi vient aussi de la nouvelle situation des salariés français travaillant à l'étranger dans le cadre des dispositions de la loi-cadre du 16 janvier 1979.

Dans ce nouveau régime unique, géré par l'U. N. E. D. I. C., les salariés français exerçant leur activité à l'étranger soit en qualité de détachés soit en qualité de travailleurs expatriés sont mieux couverts par la loi du 16 janvier 1979 que vous avez votée, mes chers collègues, et qui marque non seulement le maintien des avantages déjà acquis, mais une amélioration de leur statut.

En effet, à la suite d'amendements présentés au Sénat par votre rapporteur, et adoptés, les employeurs entrant dans le champ d'application territorial de l'assurance chômage, devront obligatoirement assurer leurs salariés détachés à l'étranger, ainsi que leurs salariés expatriés contre le risque de chômage. C'est une avance considérable dans ce domaine, que nous avons enregistrée à l'occasion de cette loi du 16 janvier 1979.

J'en viens à l'assurance volontaire des salariés à l'étranger résultant de la loi du 31 décembre 1976.

Cette loi a étendu le bénéfice de l'assurance volontaire aux travailleurs de nationalité française exerçant leur activité hors de la Communauté économique européenne et qui, bien entendu, ne sont pas soumis à la législation française de sécurité sociale en vertu d'une convention internationale.

Cette assurance couvre, d'une part, les risques : maladie, maternité, invalidité ; d'autre part, les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Les travailleurs peuvent adhérer, au choix, aux deux branches ou à l'une d'entre elles seulement.

La couverture des charges résultant de l'application de cette disposition est intégralement assurée par des cotisations.

La gestion de ce régime a été confiée à la caisse d'assurance maladie de Seine-et-Marne, qui a constitué auprès d'elle une caisse qui a pris le nom de caisse des expatriés et qui est à Melun.

Dans une mission qu'il a effectuée pour le compte du conseil supérieur des Français de l'étranger, votre rapporteur a eu l'occasion d'examiner sur place les conditions de fonctionnement de cette caisse des expatriés. Il doit vous indiquer que cette gestion lui paraît particulièrement satisfaisante.

Il est bon de préciser au Sénat qu'après deux ans de gestion le régime est non seulement équilibré, mais très largement excédentaire. L'avenir de cette assurance volontaire paraît donc assuré et permet d'ouvrir à de nouvelles catégories d'assurés le bénéfice de prestations dont elle assure le service. Au 15 février 1980, les statistiques indiquaient 25 639 assurés pour 34 492 risques souscrits.

Nous terminerons ce bref examen de la protection sociale des Français de l'étranger en examinant le fonds d'assistance du ministère des affaires étrangères.

Lors de sa venue, en 1977, devant l'union des Français de l'étranger, le Premier ministre avait pris l'engagement que les crédits d'assistance du ministère des affaires étrangères seraient augmentés pour permettre qu'en 1982 l'équivalent du minimum vieillesse soit versé aux Français âgés nécessiteux.

L'engagement a été tenu à ce jour, et, de 11 millions de francs en 1977, les fonds d'assistance sont passés à 31,5 millions de francs cette année.

Le fonds d'assistance permet également d'aider les Français handicapés vivant à l'étranger. Un recensement effectué par le ministère des affaires étrangères a dénombré près de 2 000 Français handicapés pour qui rien n'avait été entrepris jusqu'à ces premières aides.

Mes chers collègues, j'en viens maintenant aux perspectives d'avenir dans ce système de protection sociale et aux quelques zones d'ombre qui subsistent.

Votre rapporteur ne saurait achever l'examen de la protection sociale des Français de l'étranger sans évoquer rapidement les quelques problèmes qui restent aujourd'hui sans solution, autant que les extensions qu'il considère comme prioritaires.

Nous attendons, tout d'abord, la publication des textes d'application de l'article L. 770 du code de la sécurité sociale.

Si la loi du 31 décembre 1976 a étendu aux salariés français travaillant hors de France le bénéfice de la sécurité sociale, les travailleurs assujettis à un régime spécial ainsi que les personnels titulaires d'un contrat de coopération ne sont toujours pas placés dans la même situation. Depuis plusieurs mois, la sortie de ces textes nous est annoncée. Le Gouvernement devra indiquer clairement au Sénat ses intentions.

S'agissant de la réouverture des délais de rachat prévus par la loi du 10 juillet 1965, un problème se pose.

Deux prorogations concernant les délais d'adhésion à l'assurance volontaire vieillesse définis par la loi du 10 juillet 1965 sont déjà intervenues.

Cependant, les difficultés d'information des Français de l'étranger n'ont pas permis à certain d'entre eux d'opérer encore ces rachats.

Vous avez bien voulu, monsieur le ministre, vous engager récemment à accorder un nouveau report de délai. Notre commission attend donc avec intérêt les mesures qui seront proposées aux Français de l'étranger dans ce domaine.

En ce qui concerne les perspectives d'avenir, les Français de l'étranger attendent beaucoup de l'engagement pris par M. le Premier ministre en 1977 — et je le rappelais tout à l'heure — qui prévoyait qu'après un délai de cinq ans les personnes âgées, nécessiteuses, résidant à l'étranger bénéficieraient d'une prestation comparable à celle qui est servie en France. L'année 1982 devrait voir la réalisation de cette généreuse entreprise.

J'en viens à la création d'un fonds d'action sanitaire et sociale auprès de la caisse des expatriés de Melun.

Dès 1978, votre rapporteur avait été amené à attirer l'attention de Mme Veil sur l'intérêt de la création d'un fonds d'action sanitaire et social près de la caisse des expatriés de Melun.

Une réponse de principe favorable avait été donnée par Mme Veil à cette proposition. Vous-même, monsieur le ministre, le 1<sup>er</sup> décembre dernier, vous vous êtes montré favorable à la création de ce fonds.

Alors que nous connaissons maintenant le bilan financier de deux années de gestion favorable de la caisse de Melun, il paraît opportun de réaliser concrètement cette création.

Le rapide tableau que nous venons de dresser de la protection sociale des Français de l'étranger va nous permettre, monsieur le ministre, de saisir l'impérieuse nécessité des deux propositions de loi qui font aujourd'hui l'objet de notre examen.

La première intéresse la sécurité sociale des travailleurs non salariés. Il est extrêmement difficile de connaître, même approximativement les effectifs des travailleurs français non salariés, les statistiques du ministère des affaires étrangères ne tenant pas compte du statut des travailleurs.

On estime généralement à 70 000 personnes l'effectif de ceux qui exercent une activité commerciale, artisanale, libérale ou agricole.

La proposition de loi n° 133, présentée par votre rapporteur et par MM. Pierre Croze, Charles de Cuttoli, Jacques Habert, Paul d'Ornano et Frédéric Wirth, sénateurs représentant les Français établis hors de France, tend à instituer un régime d'assurance volontaire maladie - maternité, dont les traits caractéristiques sont assez proches de ceux qui définissent actuellement le régime d'assurance volontaire offert aux salariés expatriés.

Les différences essentielles sont les suivantes : d'une part, l'assurance maladie-maternité exclut la couverture du risque invalidité dont les non-salariés bénéficient au titre de la loi du 10 juillet 1965 ; d'autre part, il n'est pas prévu d'ouvrir la branche accidents du travail, maladies professionnelles aux travailleurs non salariés.

Les services techniques du ministère de la santé considèrent que ce régime d'assurance volontaire accueillera dans un premier temps quelques centaines ou à peine un millier d'adhérents. Par conséquent, il était difficile de lui attribuer l'autonomie financière sans mettre en cause l'avenir de son équilibre. Le régime sera donc rattaché au régime des salariés institué par la loi de 1976.

La seconde proposition de loi intéresse la protection des retraités français résidant à l'étranger.

J'ai rappelé tout à l'heure que près de 200 000 Français de l'étranger étaient concernés par la loi du 10 juillet 1965, mais beaucoup sont rentrés en France jouir de leur retraite et il est permis de penser que l'effectif potentiel des retraités qui pourraient être concernés se chiffrerait à 15 000 personnes.

Examinons les caractéristiques du régime d'assurance volontaire institué par la présente loi.

Là encore, le régime institué en faveur des pensionnés français résidant à l'étranger est très proche de celui institué en faveur des salariés actifs par la loi de 1976.

Trois différences fondamentales conviennent cependant d'être notées : d'abord, et bien entendu, le régime ne prévoit pas la couverture des risques invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles ; ensuite — et c'est là un point qui distingue ce régime des deux autres, salariés et non salariés — certains retraités ne bénéficieront pas de la continuité de leur couverture sociale au moment de leur retour en France, étant remarqué, à cet égard, que ce sont les retraités issus des régimes des travailleurs non salariés qui devraient se trouver principalement, et provisoirement je l'espère, dans cette situation ; enfin, alors que le taux des cotisations des actifs sera modifié aussi souvent que l'équilibre financier du régime le

nécessitera, le taux des cotisations versées par les retraités pourra également être modifié selon la volonté du pouvoir réglementaire.

Cette disposition particulière institue une solidarité financière entre les actifs et les inactifs et respecte donc les principes généraux qui s'appliquent à notre organisation de sécurité sociale.

Tels sont ces deux textes que votre commission des affaires sociales a réunis en un seul et elle vous suggère de retenir l'intitulé suivant : « proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français de l'étranger ».

Avant de conclure, monsieur le ministre, je souhaiterais vous dire que j'ai particulièrement apprécié la très grande attention que vous avez portée à la protection sociale des Français de l'étranger depuis votre arrivée au ministère de la santé et de la sécurité sociale.

Un esprit de concertation règne avec les hauts fonctionnaires de votre ministère, en particulier avec ceux responsables en matière de conventions internationales.

Chargé par le conseil supérieur des Français de l'étranger de rapporter des questions sociales, je ne manquerai pas de les informer de cet état de fait.

Sous le bénéfice des observations contenues dans le présent rapport, la commission des affaires sociales vous demande d'adopter la proposition de loi qui vous est soumise. (*Applaudissements sur les travées de l'U. C. D. P., de la gauche démocratique, du R. P. R., de l'U. R. E. I. et du C. N. I. P.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, après l'exposé particulièrement clair et complet de votre rapporteur, M. Cantegrit, je serai bref. Je voudrais simplement rappeler les principales étapes de l'action entreprise sur le plan social en faveur des Français de l'étranger et dire également quelques mots sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a été amené à demander l'inscription à l'ordre du jour prioritaire du Sénat des deux propositions de loi qui vous sont soumises.

Pendant longtemps, la protection sociale des Français de l'étranger a reposé sur les seules conventions de sécurité sociale signées avec certains Etats étrangers.

La première loi élaborée en faveur de l'ensemble des travailleurs français salariés et non salariés exerçant leur activité à l'étranger a été celle du 10 juillet 1965, dite « loi Armengaud », mais elle était limitée à la seule assurance vieillesse.

Vous avez évoqué à ce sujet, monsieur Cantegrit, le problème de la prolongation du délai pendant lequel les intéressés ont la possibilité de racheter leurs cotisations à cette assurance. Je suis heureux de vous préciser que, afin de permettre à ceux qui ont été dans l'impossibilité de bénéficier de cette disposition de le faire, ce délai sera reporté une dernière fois jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1982.

**M. Jacques Habert.** Très bien !

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Des dispositions réglementaires avaient également été prises pour assurer aux personnels titulaires et non titulaires de l'Etat en poste dans certains pays — les Etats du Maghreb et la République fédérale d'Allemagne — une couverture sociale équivalente à celle dont ils auraient joui en métropole.

Enfin, des mesures purement administratives ont permis une certaine assimilation des travailleurs salariés détachés temporairement dans un pays n'ayant pas passé de convention avec la France aux travailleurs détachés à l'étranger dans le cadre d'une convention de sécurité sociale.

Ce dispositif que vous avez rappelé, monsieur le rapporteur, était incomplet, aussi bien sur le plan géographique qu'en ce qui concerne les personnes protégées, les risques couverts et le niveau des prestations offertes.

C'est pourquoi, dès le début de son septennat, le Président de la République a affirmé sa volonté de mettre les Français de l'étranger à égalité avec les Français résidant et travaillant dans l'Hexagone.

L'un de ses objectifs essentiels était d'offrir à nos compatriotes expatriés des avantages sociaux comparables à ceux dont bénéficient les assurés du régime français.

Une transposition pure et simple de la législation obligatoire de sécurité sociale française n'aurait pas permis de répondre aux situations spécifiques rencontrées par les Français à l'étranger.

Un effort d'imagination s'imposait donc pour atteindre l'objectif recherché.

C'est à l'occasion de l'élaboration de la loi du 31 décembre 1976 que le problème de la protection sociale des Français de l'étranger a été abordé pour la première fois d'une façon globale et systématique.

Cette loi a institué une couverture sociale quasi générale au profit des travailleurs salariés du secteur privé et de leurs familles. Elle a permis aux travailleurs détachés d'être maintenus au régime obligatoire français et aux salariés expatriés d'adhérer aux deux nouvelles assurances volontaires prévues par la loi de généralisation de la sécurité sociale : assurance maladie-maternité-invalidité, assurance accidents du travail et maladies professionnelles.

En outre, la loi de 1976 a prévu que des dispositions réglementaires seraient prises en vue d'étendre le bénéfice des assurances maladie et maternité aux personnels de l'Etat en service ou en mission à l'étranger et aux personnels servant en coopération.

A cet égard, monsieur le rapporteur, vous m'avez demandé où en était la question de la publication des quatre décrets concernant ces catégories de personnels.

Je suis heureux de vous annoncer que j'ai recueilli sur ces projets de textes réglementaires la signature de l'ensemble de mes collègues intéressés. Ils seront publiés dans les jours qui viennent et ils entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1980.

Ainsi l'adoption du projet de loi qui vous était soumis en 1976 a-t-elle permis d'atteindre, pour l'essentiel, les objectifs que le Gouvernement s'était assignés.

Néanmoins, le Gouvernement était conscient que le progrès décisif accompli de la sorte ne constituait qu'une première étape. L'effort entrepris devait être poursuivi en faveur de nouvelles catégories d'expatriés, qui sont sans doute numériquement moins importantes, mais qui sont tout aussi dignes d'intérêt et contribuent à l'expansion et au rayonnement de la France dans le monde.

Mon prédécesseur, Mme Simone Veil, avait accepté le principe de cette extension de la loi de 1976 aux travailleurs non salariés expatriés. Ce projet, que j'ai repris, rejoignait les préoccupations manifestées par les sénateurs représentant les Français à l'étranger, ainsi que par l'union des Français de l'étranger. Ainsi, alors qu'un projet de loi était en préparation au ministère de la santé et de la sécurité sociale, une proposition de loi allant dans le même sens était déposée le 31 mai dernier par les sénateurs représentant les Français établis hors de France.

Je remercie M. le rapporteur, ainsi que MM. les sénateurs représentant les Français établis hors de France, qui ont pu, avec la coopération de mes services, élaborer le texte de la présente proposition de loi, laquelle est précisément relative à la situation des travailleurs non salariés à l'étranger à l'égard de la sécurité sociale. Nous allons donc pouvoir régler le problème de ces Français de l'étranger non salariés.

Par ailleurs, vous avez rappelé, monsieur le rapporteur, que, lors du débat du 18 décembre 1979 qui a abouti à l'adoption de la loi du 28 décembre 1979 portant diverses mesures de financement de la sécurité sociale, je m'étais engagé, devant le Sénat, à trouver une solution au problème de la couverture maladie des retraités français résidant à l'étranger.

A cet effet, j'avais vivement souhaité qu'un travail de réflexion et de concertation puisse avoir lieu entre vous, monsieur le rapporteur, et mes propres services. On peut dire que vous n'avez pas perdu de temps et je me réjouis que cette collaboration exemplaire se soit traduite par le dépôt de la proposition de loi de M. Cantegrit à laquelle le Gouvernement peut pleinement souscrire, sous réserve d'un amendement de caractère technique sur lequel je m'expliquerai tout à l'heure.

En terminant, je voudrais encore rendre hommage aux sénateurs représentant les Français établis hors de France, ainsi qu'à la commission des affaires sociales du Sénat pour le travail constructif qu'ils ont effectué.

De mon côté, je puis vous assurer que le Gouvernement, animé du même souci de favoriser le progrès social de nos compatriotes installés à l'étranger, veillera à la publication aussi rapide que possible des textes d'application.

Enfin, un effort d'information particulier sera accompli auprès des intéressés pour donner leur plein effet aux importantes mesures qui sont aujourd'hui proposées à l'approbation du Sénat. (Applaudissements sur les travées de l'U. C. D. P., du R. P. R., de l'U. R. E. I. et du C. N. I. P. et sur certaines travées socialistes.)

**M. le président.** Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à la discussion des articles.

#### Article 1<sup>er</sup>.

**M. le président.** « Art. 1<sup>er</sup>. — I. — L'intitulé du livre XII du code de la sécurité sociale est ainsi rédigé :

« Livre XII. — Travailleurs détachés à l'étranger ou expatriés. »

« II. — L'intitulé du titre premier du livre XII du code précité est ainsi rédigé :

« Titre premier. — Travailleurs salariés. »

« III. — Avant l'article L. 768 du code précité, il est inséré l'intitulé suivant :

« Chapitre premier. — Travailleurs salariés détachés à l'étranger. »

« IV. — Dans l'intitulé figurant avant l'article L. 771 du code précité, les mots : « Titre II », sont remplacés par les mots : « Chapitre II ».

« V. — Dans le premier alinéa de l'article L. 777 et dans l'article L. 778 du code précité, le mot : « Titre », est remplacé par le mot : « Chapitre ».

« VI. — Dans l'intitulé figurant avant l'article L. 779 du code précité, les mots : « Titre III » sont remplacés par les mots : « Titre IV ».

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1<sup>er</sup>.

(L'article 1<sup>er</sup> est adopté.)

#### Article 2.

**M. le président.** « Art. 2. — Il est inséré, dans le livre XII du code de la sécurité sociale, un titre II ainsi rédigé :

« Titre II. — Travailleurs non salariés à l'étranger. »

« Art. L. 778-1. — Les travailleurs non salariés de nationalité française qui, dans un pays étranger n'appartenant pas à la Communauté économique européenne, exercent une activité artisanale, industrielle, commerciale, libérale ou agricole, ont la faculté de s'assurer volontairement contre les risques de maladie et les charges de la maternité.

« Ils conservent, en outre, la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire contre les risques vieillesse, invalidité et décès prévue à l'article L. 658.

« Art. L. 778-2. — La demande d'adhésion à l'assurance volontaire maladie-maternité doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites à la condition que le demandeur acquitte la ou les cotisations afférentes à la période écoulée depuis la date d'ouverture du droit au bénéfice de l'assurance volontaire en cause, dans la limite des cinq dernières années précédant la demande.

« Les prestations de l'assurance volontaire instituée par le présent titre ne sont dues que si les cotisations exigibles ont été versées avant la survenance du risque.

« Toutefois, l'adhésion prend effet et le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais fixés par voie réglementaire dans des conditions permettant d'assurer la continuité de la couverture des risques au regard de la législation française, notamment au moment du retour en France de l'assuré.

« Art. L. 778-3. — L'assurance volontaire maladie-maternité comporte l'octroi au travailleur non salarié lui-même et à ses ayants droit des mêmes prestations que celles prévues au premier alinéa de l'article L. 773.

« Pour la participation de l'assuré non salarié expatrié aux dépenses d'assurance maladie, il est fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 773 susvisé.

« Art. L. 778-4. — La couverture des charges résultant de l'application du présent titre est assurée par une cotisation calculée sur la base d'un revenu forfaitaire et unique fixé chaque année par décret.

« Cette cotisation est à la charge du travailleur ; le taux en est fixé par décret et il est révisé chaque fois que l'équilibre financier du système visé à l'article L. 778-5.

« Art. L. 778-5. — Les opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité instituée par le présent titre sont retracées dans le compte prévu pour l'assurance maladie-maternité-invalidité par l'article L. 777.

« Art. L. 778-6. — Les assurés volontaires relevant du présent titre sont affiliés à l'organisme visé à l'article L. 778. »

Par amendement n° 2 rectifié, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le texte présenté par cet article pour l'article L. 778-5 du code de la sécurité sociale :

« Art. L. 778-5. — Les opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité instituée par le présent titre sont retracées dans un compte ouvert pour l'exécution, en recettes et en dépenses, des opérations afférentes au service des prestations en nature dans le cadre de l'assurance maladie-maternité-invalidité visée à l'article L. 777 a. »

La parole est à M. le ministre.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Cet amendement a pour objet de permettre que les opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité des travailleurs non salariés et à l'assurance maladie-maternité et invalidité des salariés expatriés soient retracées dans un compte unique en ce qui concerne les opérations afférentes au service des prestations en nature.

Cette mesure, qui ne nuit pas au principe de solidarité financière entre les deux régimes, permet d'isoler les dépenses relatives aux prestations en espèces du régime invalidité pour les salariés de celles relatives aux prestations en nature de l'assurance maladie-maternité et invalidité des non-salariés. En effet, ces derniers peuvent déjà bénéficier d'une protection contre l'invalidité dans le cadre de l'assurance vieillesse.

Le taux de cotisation dû respectivement par les salariés et par les non-salariés pourra, de ce fait, être déterminé avec une précision accrue.

Grâce à une bonne évaluation des risques, dans les deux cas de figure, nous pouvons moduler les cotisations dans un souci d'équité.

C'est donc une préoccupation de justice qui m'amène à proposer cet amendement qui tend à clarifier la rédaction de l'article.

La rectification de l'amendement a consisté à remplacer les mots « dans le compte ouvert » par les mots « dans un compte ouvert ».

**M. le président.** Quel est l'avis de la commission ?

**M. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur.** Monsieur le président, cet amendement, désormais rectifié, vise à clarifier, dans l'intérêt des bénéficiaires, les conditions dans lesquelles sont comptabilisées les opérations relatives à la sécurité des non-salariés, dans la mesure où elles feront l'objet d'une gestion commune avec celles qui sont relatives au régime des salariés. Alors que ces derniers bénéficient de la couverture des trois branches — maladie, maternité et invalidité — les non-salariés, au contraire, au titre de la présente proposition de loi, ne sont couverts que pour les seules prestations en nature des assurances maladie et maternité.

Il serait donc fâcheux que, dans le cadre de la fixation du taux de cotisation applicable à ces deux catégories, les non-salariés supportent les conséquences des dépenses résultant de la couverture de tous les risques ouverts aux salariés.

Une telle disposition était bien dans l'esprit de votre rapporteur et du Gouvernement. Encore convenait-il d'en tirer les conséquences législatives. C'est l'objet de l'amendement qui vous est soumis, auquel votre commission a donné un avis favorable.

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 2 rectifié, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, ainsi modifié.

(L'article 2 est adopté.)

### Article 3.

**M. le président.** « Art. 3. — Il est inséré, dans le Livre XII du code de la sécurité sociale, un titre III ainsi rédigé :

#### « TITRE III.

##### *Pensionnés des régimes français de retraite résidant à l'étranger.*

« Art. L. 778-7. — Les personnes de nationalité française, titulaires d'un avantage de retraite alloué au titre d'un régime français d'assurance vieillesse obligatoire ou volontaire qui, n'exerçant aucune activité professionnelle, résident dans un pays étranger n'appartenant pas à la Communauté économique européenne, ont la faculté de s'assurer volontairement contre les risques de maladie et les charges de la maternité survenus à l'étranger.

« Art. L. 778-8. — La demande d'adhésion à l'assurance volontaire maladie-maternité doit être formulée au plus tard avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date à laquelle les intéressés se trouvent dans la situation leur permettant de bénéficier de cette assurance volontaire.

« Toutefois, les demandes présentées après l'expiration du délai imparti à l'alinéa précédent peuvent être satisfaites à la condition que le demandeur acquitte la ou les cotisations afférentes à la période écoulée depuis la date d'ouverture du droit au bénéfice de l'assurance volontaire en cause dans la limite des cinq dernières années précédant la demande.

« Les prestations de l'assurance volontaire instituée par le présent titre ne sont dues que si les cotisations exigibles ont été versées avant la survenance du risque.

« Toutefois, l'adhésion prend effet et le droit aux prestations est ouvert à l'issue de délais fixés par voie réglementaire.

« Art. L. 778-9. — L'assurance volontaire maladie-maternité, instituée par le présent titre, comporte l'octroi à ses adhérents ainsi qu'à leurs ayants droit des mêmes prestations que celles prévues au premier alinéa de l'article L. 773.

« Pour la participation des intéressés aux dépenses d'assurance maladie, il est fait application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 773 susvisé.

« Art. L. 778-10. — La couverture des charges résultant de l'application du présent titre est assurée par une cotisation due par les intéressés et assise sur les avantages de retraite tels que définis par la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979.

« Cette cotisation est précomptée sur lesdits avantages dans des conditions prévues par décret.

« Le taux de la cotisation est fixé par décret, et il peut être révisé lorsque l'exige l'équilibre financier du système visé à l'article L. 778-11.

« Art. L. 778-11. — Les opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité instituée par le présent titre sont retracées dans le compte prévu pour l'assurance maladie-maternité-invalidité par l'article L. 777.

« Art. L. 778-12. — Les assurés volontaires relevant du présent titre sont affiliés à l'organisme visé à l'article L. 778. »

Par amendement n° 1, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le texte présenté pour l'article L. 778-7 du code de la sécurité sociale :

« Art. L. 778-7. — Les personnes de nationalité française titulaires d'un avantage de retraite alloué au titre d'un régime français d'assurance vieillesse obligatoire ou volontaire, justifiant d'une durée d'assurance minimum audit régime fixée par voie réglementaire et qui, n'exerçant aucune activité professionnelle, résident dans un pays étranger n'appartenant pas à la Communauté économique européenne, ont la faculté de s'assurer volontairement contre les risques de maladie et les charges de la maternité survenus à l'étranger.

La parole est à M. le ministre.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Cet amendement introduit une condition de durée minimale d'assurance au régime débiteur de l'avantage de vieillesse pour bénéficier de la couverture maladie-maternité instituée au profit des retraités.

En effet, dans la mesure où la présente proposition institue un régime fondé sur la solidarité entre actifs et inactifs, il apparaît justifié de demander que l'intéressé ait lui-même contribué au financement du régime de vieillesse en tant qu'actif pour bénéficier de cette solidarité en qualité de retraité.

Si, pour certains régimes de sécurité sociale, cette obligation découle des conditions de stage nécessaires à l'acquisition d'un droit à pension de vieillesse, un seul trimestre d'assurance ouvre droit à pension au titre du régime général ; il convenait donc d'éviter qu'une très faible participation en qualité d'actif à un régime de sécurité sociale n'ouvre droit au bénéfice de l'assurance volontaire maladie-maternité et ne fasse éventuellement peser de lourdes sujétions sur l'équilibre financier du régime.

Nous avons donc eu le souci d'établir précisément le cadre et les limites de la solidarité entre actifs et inactifs ainsi que la préoccupation de l'équilibre financier du régime des expatriés.

Il est clair toutefois qu'il ne s'agit dans notre esprit que d'un garde-fou destiné à préserver l'équilibre financier du régime et qui ne sera mis en œuvre que si cela se révèle nécessaire.

**M. le président.** Quel est l'avis de la commission ?

**M. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur.** Notre commission a examiné avec beaucoup d'attention le dispositif proposé par le Gouvernement et que vient de nous présenter M. le ministre.

Je ne voudrais pas qu'il fût mal compris. Il s'agit bien, dans mon esprit, et notamment parce que notre proposition de loi organise une solidarité entre les actifs et les inactifs, que certains des adhérents éventuels du régime volontaire ouvert aux retraités ne bénéficient indûment de la contribution des actifs parce que, en vérité, ils n'auraient accédé au régime qu'à travers une faible participation au régime de retraite dont ils dépendent.

Il faut savoir que, désormais, dans la plupart des systèmes de retraite, le droit à pension est ouvert au premier trimestre d'assurance. Dès lors, il serait assez simple, pour certains Français qui séjournent à l'étranger, moyennant une cotisation modique à l'assurance vieillesse, d'assurer la couverture de leurs dépenses de soins à peu de frais.

Compte tenu des explications que vous venez de nous donner, monsieur le ministre, et surtout *in fine*, notre commission est favorable à cet amendement.

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

**M. le président.** Par amendement n° 3 rectifié, le Gouvernement propose de rédiger comme suit le texte présenté par l'article 3 pour l'article L. 778-11 du code de la sécurité sociale :

« Art. L. 778-11. — Les opérations financières relatives à l'assurance volontaire maladie-maternité instituée par le présent titre sont retracées dans un compte ouvert pour l'exécution, en recettes et dépenses, des opérations afférentes au service des prestations en nature dans le cadre de l'assurance maladie-maternité-invalidité visée à l'article L. 777 a). »

La parole est à M. le ministre.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Pour les mêmes raisons qui nous ont amenés à modifier l'article L. 778-5, nous proposons cet amendement afin que les opérations financières afférentes au service des prestations en nature de l'assurance volontaire maladie-maternité des retraités, salariés et non-salariés, soient retracées dans un compte unique.

**M. le président.** Quel est l'avis de la commission ?

**M. Jean-Pierre Cantegrit, rapporteur.** Cet amendement n° 3 rectifié a le même objet que l'amendement n° 2 rectifié que nous avons examiné voilà quelques instants.

Il définit les conditions dans lesquelles seront comptabilisées les opérations relatives au régime des retraités.

Ce souci de clarification est favorable aux intérêts mêmes des bénéficiaires et ne saurait donc être rejeté. C'est pourquoi votre commission a émis un avis favorable.

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3 rectifié, accepté par la commission.

(L'amendement est adopté.)

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'article 3 modifié.

(L'article 3 est adopté.)

#### Articles 4, 5 et 6.

**M. le président.** « Art. 4. — Il est ajouté au livre VII du code rural un titre VII intitulé : « Exploitants agricoles exerçant leur activité professionnelle à l'étranger », dont les dispositions sont les suivantes :

« Art. 1263-6. — Les ressortissants français qui exercent une activité professionnelle agricole non salariée au regard des législations sociales agricoles françaises dans un pays étranger n'appartenant pas à la Communauté économique européenne ont la faculté d'adhérer à l'assurance volontaire contre les risques de maladie et les charges de la maternité visée au titre II du livre XII du code de la sécurité sociale.

« Art. 1263-7. — Un décret en Conseil d'Etat détermine les mesures nécessaires à l'application du présent titre. » — (Adopté.)

« Art. 5. — A titre transitoire, les demandes d'adhésion aux assurances volontaires maladie maternité, instituées par les articles 2 et 3, peuvent, par dérogation à ces dispositions, être présentées dans le délai de trois ans à compter du premier jour du mois suivant la date de publication de la présente loi. » — (Adopté.)

« Art. 6. — Des décrets déterminent les mesures nécessaires à l'application de la présente loi. » — (Adopté.)

#### Intitulé.

**M. le président.** La commission propose de rédiger comme suit l'intitulé de la proposition de loi : « Proposition de loi tendant à étendre la protection sociale des Français à l'étranger. »

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'intitulé est ainsi rédigé.

#### Vote sur l'ensemble.

**M. le président.** La parole est à M. d'Ornano.

**M. Paul d'Ornano.** Bien sûr, je voterai cette proposition de loi puisque je l'ai cosignée et qu'elle représente un pas important dans la protection sociale des Français de l'étranger, au moins sur le plan théorique. En effet, sur le plan pratique, il faut bien reconnaître que très peu de Français de l'étranger cotisent à l'assurance volontaire vieillesse des salariés vivant à l'étranger — 25 000, disait tout à l'heure M. Cantegrit. Cela est dû au fait que les taux de cotisation sont dissuasifs, et j'ai bien peur qu'il en soit toujours de même après l'adoption de la proposition de loi dont nous discutons actuellement.

Dans tous les pays étrangers que j'ai eu l'occasion de visiter, j'entends la même revendication : si vous voulez que nous participions à l'assurance volontaire de sécurité sociale, me dit-on, faites en sorte que les cotisations soient abaissées.

Or, monsieur le ministre, quand nous nous adressons à vos services, ils nous rétorquent qu'il faut attendre un certain temps pour voir comment fonctionne ce système d'assurance volontaire.

Cette loi est déjà vieille de quatre ans ; il est temps, me semble-t-il, de revoir ce taux de cotisation.

Une loi doit profiter au plus grand nombre, sans quoi elle n'a pas de raison d'être. Aussi, monsieur le ministre, aimerais-je vous entendre dire que vous allez mettre à l'étude un abaissement des taux de cotisation afin de les rendre accessibles à tous les Français de l'étranger.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le ministre.

**M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la sécurité sociale.** Je comprends très bien le souci que vous venez d'exprimer, monsieur le sénateur.

Néanmoins, quand nous mettons ces régimes de maladie en place, il est important que nous ne prenions pas de risques excessifs au départ.

Mais, monsieur le sénateur, dans cette affaire, forts du texte que vous allez voter aujourd'hui et dont vous êtes, comme vous l'avez dit, l'un des cosignataires, nous pourrions sans doute, à l'aide d'une bonne campagne d'information, susciter plus d'adhésions. Car notre problème, c'est que ce régime puisse atteindre sa vitesse de croisière ; alors, nous pourrions envisager des cotisations plus modérées ; mais, pour cela, il est nécessaire que les adhérents soient plus nombreux.

Un effort d'information doit être fait, et dès que nous le pourrions, nous examinerons cette question. Mais je ne peux pas prendre d'engagement trop rapidement, car il faut que ce régime démarre sur des bases solides. Néanmoins, monsieur le sénateur, j'ai pris note de votre remarque.

**M. le président.** Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de loi.

(La proposition de loi est adoptée.)

— 5 —

## DROIT DE VIVRE SA MORT

### Rejet d'une proposition de loi.

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de M. Henri Caillavet, relative au droit de vivre sa mort. [N<sup>os</sup> 301 (1977-1978), 1 et 228 (1979-1980).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.** Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la commission des lois m'a chargé de rapporter successivement la proposition de loi de notre collègue M. Caillavet relative au « droit de vivre sa mort » et la proposition de loi de MM. Caillavet et Mézard relative à la modification du deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal.

Je voudrais d'abord exprimer à la présidence, à M. le secrétaire d'Etat et à mes collègues, mes regrets de n'avoir pu, à la suite d'un très fâcheux contretemps, être présent la semaine dernière.

Je dois remercier spécialement l'auteur de la proposition de loi qui a lui-même considéré que la présence du rapporteur s'imposait.

Mon effort de présentation portera principalement sur la plus importante des deux propositions de loi, celle qui a été signée par M. Caillavet seul, la seconde étant, en définitive, son corollaire, ce que chacun réalisera après l'exposé relatif au premier des deux textes, qui ont, au demeurant, la même inspiration.

La proposition de loi de M. Caillavet relative au droit de vivre sa mort a fait l'objet, le 16 mai 1979, d'une décision négative de la commission des lois. Cette décision, qui a été prise à l'unanimité des membres présents et représentés, est survenue après de multiples auditions et un important effort de réflexion mené par la commission des lois.

La proposition de loi de M. Caillavet repose sur trois constatations : la première tient au fait de ce qu'on appelle l'acharnement thérapeutique ; la deuxième est fondée sur la crainte des médecins d'être poursuivis s'ils ne s'y livrent point ; la troisième repose sur le droit, pour tout individu, de refuser la technologie médicale s'il la juge excessive.

Notre collègue, pour appuyer sa proposition, s'est reporté notamment à trois références : l'une de droit positif, plus précisément la législation californienne ; l'autre liée à une certaine philosophie de la vie — il l'appelle le stoïcisme ; la dernière étant la position de l'Eglise catholique sur ce sujet difficile qu'est effectivement l'acharnement thérapeutique.

La commission des lois a répondu non à l'auteur de la proposition de loi, bien qu'il évoque, sinon pose, un véritable problème : ce que l'on appelle l'acharnement thérapeutique et que des praticiens appellent plus exactement « l'acharnement de survie » ou « l'obstination sans objet », car qui dit acharnement thérapeutique dit thérapeutique. Or, précisément, le malade se trouve dans un cas désespéré, la mort est inévitable et l'acharnement qui est entrepris ne peut être « thérapeutique ». Les médecins préfèrent donc d'autres formules.

Il n'en reste pas moins que, quelle que soit la formulation utilisée, ce que l'on appelle l'acharnement thérapeutique — permettez-moi de retenir la formule, c'est la plus couramment admise — est sur la sellette. Certes, ce n'est pas nouveau ; ce qui est nouveau c'est, en France, la tentation de légiférer à son sujet.

C'est un sujet difficile en raison de ses nombreuses implications juridiques, administratives, humaines, psychologiques, sociales, médicales, morales et religieuses. C'est un sujet à facettes multiples, plein de brillance, riche de substance.

Avec gentillesse M. Caillavet disait la semaine dernière que la commission des lois avait établi, si j'en crois le compte rendu analytique, un « monument » et, si j'en crois le *Journal officiel*, un « document de grande probité ». Je le remercie de cette appréciation et dois vous dire qu'effectivement la commission des lois a beaucoup travaillé sur une question qu'elle juge importante.

La personnalité de l'auteur de la proposition de loi, qui a une éloquence communicative, nous le savons bien, a été pour une part à l'origine de l'effort de réflexion de la commission des lois. Celle-ci s'est bien rendu compte, en effet, qu'il est toujours malaisé de paraître — je dis bien « paraître » — aller à l'encontre de l'idéal de liberté et d'humanisme qui inspire une telle proposition.

Nous avons donc voulu être stricts et la commission des lois a entendu travailler sur ce dossier avec conscience et en conscience.

Quelles sont, à propos de cette proposition de loi, les quatre questions — qui sont d'ailleurs autant de sujets de réflexion — auxquelles la commission des lois devait répondre ?

Les deux premières questions sont les suivantes : quel est le contenu de la proposition de loi et celle-ci innove-t-elle ? C'est, en quelque sorte, le débat intrinsèque, lié au texte tel qu'il est, tel qu'il a été conçu par l'auteur de la proposition. Je dirai que c'est un débat fondé sur la réflexion, sur la raison et sur le raisonnement.

Viennent ensuite les deux autres questions. La première concerne ce que pense l'opinion de la proposition de loi, ce qui ne nous est pas indifférent ; la deuxième pose le point de savoir jusqu'où peut aller l'intervention du législateur dans un tel domaine. C'est, en quelque sorte, le débat extrinsèque, celui qui tourne autour du texte, débat fondé sur des sensibilités qui s'expriment à l'occasion du dépôt de cette proposition de loi.

Evoquons tout d'abord le débat intrinsèque et, en premier lieu, le contenu de la proposition de loi, avec, ce qui n'est pas sans intérêt, sa référence californienne.

Je voudrais tout d'abord analyser le titre de la proposition de loi, laquelle est désignée comme « relative au droit de vivre sa mort ». La commission a estimé qu'une telle formulation n'était pas satisfaisante. Tout individu approche sa mort selon la manière qui lui est propre, souvent commandée par les circonstances. Cette approche de la mort est, en définitive, tout à fait personnelle, individuelle, et semble échapper à tout « encadrement législatif » qui, le plus souvent, risque de paraître illusoire.

C'est le droit le plus absolu de tout individu de vivre sa mort comme il l'entend, quand il le peut.

Enoncer que la proposition de loi est relative au droit de vivre sa mort, c'est donner l'impression qu'est créé généralement un droit nouveau — ce que ne pense pas la commission des lois — et aussi que ce droit ne peut s'exercer que dans le cadre de la loi qui, par hypothèse, serait votée, alors que cette proposition ne vise qu'un cas bien particulier, et ce cas seulement : l'acharnement thérapeutique face à une situation désespérée, ce que les Américains appellent, à propos de la loi californienne, la *terminal condition*.

De sorte que l'on est tenté de penser, à partir de l'intitulé de la proposition de loi, qu'il n'y a qu'une seule manière de vivre sa mort, celle qui est suggérée par la proposition, et que, hors ce cas, il n'y aurait point de droit établi.

En d'autres termes, la commission a considéré que la généralité de l'intitulé suscitait des ambiguïtés.

A partir de la prise en compte d'une situation très particulière, l'auteur de la proposition de loi paraît vouloir se situer au niveau très général de l'approche de la mort. Est-ce bien de cela qu'il s'agit ?

Vient ensuite l'article 1<sup>er</sup>. Je l'énonce : « Tout majeur ou mineur émancipé, sain d'esprit, a la faculté de déclarer sa volonté qu'aucun moyen médical ou chirurgical autre que ceux destinés à calmer la souffrance ne soit utilisé pour prolonger artificiellement sa vie s'il est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique incurable. »

Première observation : « Tout majeur ou mineur émancipé... » Au nom de quel principe un mineur non émancipé serait-il exclu de l'exercice de ce droit ? En une matière aussi liée à l'intimité de la conscience humaine, que penser d'une discrimination fondée sur l'âge ?

On connaît des enfants ou des jeunes adolescents, morts avant la majorité, qui ont approché la mort avec une extraordinaire lucidité que bien des adultes pourraient leur envier.

Deuxième observation — je reprends la formule du texte — « Moyen... utilisé pour prolonger artificiellement la vie et si le patient est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique incurable. »

La commission n'a pas jugé cette dernière expression satisfaisante. En l'état actuel des connaissances médicales, le diabétique est un malade incurable et sa vie est cependant prolongée par un médicament approprié qui est un artifice. Il en est de même des insuffisants rénaux et de biens des cas de leucémie dont l'évolution a heureusement été contrariée, pendant plusieurs années, par des soins adéquats alors que, cependant, l'issue est fatale. Dans tous ces cas, la maladie est incurable en l'état actuel des connaissances de la médecine et la vie du patient est prolongée artificiellement. Pourtant, notre collègue n'a sûrement pas voulu viser ces cas. C'est donc la formulation qui est critiquable.

Que penser, aussi, de la victime d'un accident, devenue grabataire, loque humaine consciente ou inconsciente? Entretien par des soins constants, sa vie est-elle devenue artificielle au sens de la proposition de loi? Il semble qu'en vérité son auteur a voulu exprimer l'hypothèse d'une survie entretenue artificiellement, tout à fait étrangère à l'idée que nous avons d'une vie véritable, par exemple le cas du coma dépassé constaté par un électro-encéphalogramme plat.

Toujours à l'article premier, la troisième observation porte sur la notion d'incurabilité.

Cette notion d'incurabilité suscite l'une des difficultés majeures du texte : sur quelles bases sûres opérer la distinction entre la maladie incurable et la maladie curable? L'auteur de la proposition de loi évoque l'idée que ce sont des experts et l'état des connaissances médicales à un moment donné qui permettront de fonder la distinction. Sans doute, mais lorsqu'il s'agit de mettre un terme à une vie, n'est-il pas vrai que, dans le plus grand nombre de cas, une opinion isolée, hostile par hypothèse à l'incurabilité dans un cas donné, et contraire à l'avis du plus grand nombre, n'est pas nécessairement une opinion erronée?

L'article 2, qui est l'un des articles principaux de la proposition de loi, comporte deux alinéas. Je donne lecture du premier : « La déclaration, faite en vue de l'exercice de la faculté prévue à l'article qui précède, peut être effectuée à tout moment. Elle doit, à peine de nullité, être constatée par acte authentique, dressée en présence de deux témoins majeurs, sans parenté jusqu'au quatrième degré inclus. Elle cesse de plein droit d'avoir effet à l'expiration d'un délai de cinq ans, sauf renouvellement dans les mêmes formes. Elle peut être révoquée à tout moment. »

La déclaration doit donc être constatée par un acte authentique, c'est-à-dire notarié, dressé en présence de deux témoins majeurs sans parenté jusqu'au quatrième degré inclus. Soit! Mais qui sera dépositaire de la déclaration?

Que se passera-t-il si, inconscient à l'approche de ce que l'entourage considérerait comme celle de la mort, le patient n'est plus à même de révéler cette déclaration et que le dépositaire de celle-ci ignore l'état du déclarant? Cette importante question se rapporte aux difficultés de la mise en œuvre de la volonté du déclarant. Nous y reviendrons tout à l'heure.

L'acte authentique s'impose-t-il? Si le patient est conscient à l'approche de la mort, ne suffit-il pas qu'il exprime tout simplement sa volonté en cet instant précis et que son entourage médical ou familial prenne non moins simplement acte de sa volonté exprimée, quels que soient la forme et le contenu de cette expression?

Il est précisé que le renouvellement de la déclaration peut se faire à l'expiration d'un délai de cinq ans dans les mêmes formes que la déclaration elle-même. Sans doute. Mais pourquoi ne pas tenir compte d'une simple déclaration faite par l'intéressé alors qu'il se trouverait parfaitement conscient à l'article de la mort? Pourquoi exiger qu'en pareil cas le renouvellement de la déclaration faite quelques années auparavant soit soumis à la forme notariée?

Quant à la révocation « à tout moment », selon quelles formes doit-elle intervenir? Doit-on adopter le principe du parallélisme des formes, c'est-à-dire une révocation par acte authentique comme la déclaration elle-même? Ou bien la preuve de la révocation ne peut-elle être apportée par tous moyens?

Et aussi — j'y insiste — comment la révocation pourrait-elle être effective chez un malade incapable de s'exprimer mais conscient et désireux d'affirmer sa volonté de révocation? N'est-

ce pas le piège? Dans cette circonstance, la proposition de loi ne constitue-t-elle pas en elle-même un risque de danger? Et dans l'hypothèse de l'état d'inconscience, ne conviendrait-il pas plutôt de prévoir que la décision d'interrompre les soins appartient à la famille et au médecin traitant?

L'alinéa 2 précise les personnes qui ne peuvent pas être témoins de l'acte passé. La commission des lois n'a, sur ce point, aucune remarque à présenter.

Vient ensuite l'article 3, qui est ainsi rédigé : « La mise en œuvre de la volonté exprimée conformément aux articles qui précèdent est subordonnée à la constatation, par trois médecins, du caractère incurable en l'état des connaissances de l'affection dont est atteint le déclarant et du fait qu'elle est de nature à entraîner inéluctablement son décès. »

Sans doute cet article donne-t-il des raisons de douter que l'on puisse se ranger à l'avis de l'auteur de la proposition de loi, car il soulève des difficultés considérables. Les trois médecins doivent-ils être unanimes? C'est une question que je pose. Le médecin traitant peut-il faire partie du collège des experts?

Qui prend l'initiative de la mise en place du collège des experts? Le dépositaire de la déclaration? Le malade, s'il est conscient? Le médecin traitant? La famille? Après tout, si le patient supposé conscient ne veut pas donner suite à sa déclaration initiale, il lui suffirait sans doute de s'opposer à la désignation du collège des experts, ce qui équivaldrait à une renonciation tacite, mais certaine. Mais s'il est à la fois conscient et dans l'impossibilité de s'exprimer ou s'il est inconscient, à qui reviendront les initiatives?

Même type de questions en ce qui concerne la désignation proprement dite des experts : par le tribunal? par celui qui est dépositaire de la déclaration? ou quelqu'un d'autre?

On passe sur la difficulté d'obtenir de trois experts un avis unanime pour exprimer la conviction que telle maladie est incurable et doit entraîner inéluctablement le décès. L'auteur de la proposition de loi pourra rétorquer à juste titre — j'en conviens — qu'il entend multiplier les précautions.

Que penser du probable conflit qui pourrait s'élever entre le collège des experts et le médecin traitant dans le cas où leurs opinions respectives seraient diamétralement opposées?

L'article 4 de la proposition dispose : « L'application des présentes dispositions est suspendue de plein droit lorsque la déclarante est en état de grossesse. »

En réalité, c'est l'application du seul article 3, que je viens de commenter, qui est suspendu pendant la durée de la grossesse, mes chers collègues, car la déclaration de l'article 2 n'est alors suspendue que dans sa mise en œuvre, mais sa validité intrinsèque n'est pas en cause. Par exemple, selon la proposition de loi, une femme peut faire la déclaration de l'article 2 alors qu'elle est enceinte.

Article 5 : « Nonobstant toutes dispositions contraires, tout médecin détenant des informations sur l'état de santé d'une personne est tenu de les lui donner, sur sa demande écrite, dès lors que cette demande est formulée en vue de la déclaration prévue à l'article 2 ci-dessus, ou que l'intéressé a déjà effectué une telle déclaration. »

« Ladite déclaration est sans effet sur le droit pour l'intéressé d'accepter ou de refuser par ailleurs des traitements médicaux et sur l'obligation pour tout médecin ou pour tout établissement hospitalier de les lui dispenser. »

Le rapporteur fait remarquer au Sénat que cette disposition qui concerne le secret médical et l'éventualité de sa révélation au patient est un problème en lui-même, mais qui peut s'apprécier indépendamment de la proposition. J'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure.

Article 6 : « Nonobstant toutes dispositions contraires, ni la déclaration prévue à l'article 2 ci-dessus ni le fait de s'en être abstenu ou de l'avoir révoquée, ne sont susceptibles d'avoir des conséquences sur le plan juridique, en particulier en matière d'assurances, et aucune sanction ne peut être encourue par les personnes qui s'y sont conformées. »

C'est le premier alinéa, qui pose à juste titre le principe de l'immunité civile ou pénale des personnes, quelles qu'elles soient — pas seulement les médecins — qui se sont conformées à la déclaration prévue à l'article 2, c'est-à-dire qu'il n'y a ni responsabilité civile ni infraction pénale : homicide par imprudence, homicide volontaire, complicité de suicide, non-assistance à personne en danger.

Le même alinéa dispose que la déclaration est neutre au regard des conséquences juridiques qu'elle peut entraîner, en particulier en matière d'assurance. Il en va de même de la révocation d'une telle déclaration ou du fait de s'en être abstenu. Tout cela est logique.

L'alinéa 2 précise : « Toutefois, est nul de plein droit tout legs, toute donation avec réserve d'usufruit ou toute vente à rente viagère consenti par le déclarant aux témoins visés à l'article 1<sup>er</sup> ainsi que toute assurance sur la vie consentie à leur profit. »

L'auteur de la proposition de loi a mille fois raison : il faut éviter les tentations dans des circonstances de cette nature, telles que l'approche de la mort.

Enfin, l'article 7 prévoit que « des décrets en Conseil d'Etat détermineront, en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi ».

Ce n'est pas une disposition neutre ou qui serait dépourvue de signification. L'auteur de la proposition s'en remet au pouvoir réglementaire des modalités d'application de la proposition, bien que nombre d'entre elles y figurent.

A première vue, cette disposition n'a rien d'exceptionnel, mais, dans la matière qui nous intéresse, où la liberté reconnue du patient de refuser des soins dans certaines circonstances est confrontée au devoir du médecin de protéger la vie, qu'entend l'auteur de la proposition de loi par « modalités d'application » ?

Par exemple, reviendrait-il au pouvoir réglementaire de décider qui peut prendre l'initiative de la désignation du collège des experts prévu à l'article 3, de préciser si les trois experts doivent être unanimes dans leurs conclusions, surtout d'organiser le respect de la volonté du déclarant, sujet sur lequel — on le verra tout à l'heure — l'auteur de la proposition a fait silence total, ce qui est, à mon avis, une objection importante au texte proposé.

Cet examen intrinsèque de la proposition de loi montre que son adoption dans les termes employés par son auteur susciterait bien des oppositions, créerait de multiples difficultés d'ordre pratique et d'ordre juridique. En instituant de nouvelles catégories formulées souvent de façon imprécise ou ambiguë, en figeant, en encadrant les derniers instants qui précèdent la mort dans un ensemble juridico-administratif, l'auteur de la proposition ne crée-t-il pas plus de problèmes qu'il n'en résout ?

J'en viens maintenant à la référence californienne qui a largement inspiré notre collègue.

Un député, M. Baren Keene, a fait voter par le corps législatif de l'Etat de Californie une législation relative à la mort naturelle. Il faut d'ailleurs dire que le texte qui a été voté par le corps législatif de cet Etat américain est considérablement amendé par rapport à la proposition initiale. Il faut donc savoir ce qui reste pour l'essentiel et en quoi la proposition de loi californienne est différente de la proposition de notre collègue M. Caillavet, bien que celui-ci s'en soit très largement inspiré. Il existe au moins trois différences.

La première est que le corps législatif de l'Etat de Californie a bien prévu une directive de la nature de celle qui est préconisée par notre collègue — c'est en effet le mot « directive » qui est employé dans la terminologie américaine — mais cette directive est prévue aussi bien pour imposer l'arrêt des procédés de survie lorsque est arrivée la *terminal condition*, que leur maintien. Autrement dit, le législateur californien a envisagé une directive portant sur l'une ou l'autre hypothèse, alors que notre collègue n'a entendu viser que celle de la suppression, réclamée par quelqu'un, des procédés de survie dans le cas où le patient parvient à l'article de la mort.

La deuxième différence est que le législateur californien a enserré la directive dans un formalisme très strict. Il n'a pas laissé au patient ou au futur patient la liberté de rédiger l'expression de sa volonté selon son bon plaisir. Le texte américain produit la formule à l'intérieur de laquelle le patient, le futur patient, exprime sa volonté, mais dans un cadre strictement défini.

Enfin — c'est une troisième différence — la proposition de loi française passe totalement sous silence la manière dont la volonté du patient sera effectivement respectée. Il faudra tout à l'heure que je présente à ce sujet des observations que je considère comme fondamentales.

Que dit la loi californienne à ce sujet ? Si la directive a été établie alors que son signataire se trouvait en bonne santé — c'est l'hypothèse qu'envisage notre collègue — elle ne

s'imposera pas au médecin traitant. Cependant, celui-ci pourra la mettre en œuvre dès lors que lui-même et un autre médecin auront constaté la *terminal condition* et seulement s'ils pensent en conscience que toutes les circonstances sont réunies pour y donner suite. Une telle procédure présente beaucoup de souplesse.

En revanche, si la directive a été signée ou confirmée au moins quatorze jours après que le patient s'est vu notifier qu'il est en état de *terminal condition*, le médecin traitant se trouvera devant l'alternative suivante : ou bien il accomplira lui-même la volonté du patient ou bien, s'il ne l'accomplit pas lui-même, il devra s'adresser à un autre médecin qui accepte d'accomplir cette volonté. Le défaut de s'adresser à un tel médecin sera considéré comme une faute professionnelle.

Si le patient est inconscient ou en tout cas incapable d'exprimer sa volonté quelle qu'elle soit et alors qu'en bonne santé il avait établi une directive, on retombe dans le premier cas, c'est-à-dire qu'on s'en remettra à sa famille et à son médecin traitant, ni l'une ni l'autre n'étant tenus de respecter la volonté alors exprimée.

Les différences sont donc au moins au nombre de trois et elles se démarquent assez bien de la démarche de notre collègue.

J'en viens maintenant à la deuxième partie, qui est toujours relative au débat intrinsèque et qui pose l'une des questions essentielles : la proposition de loi innove-t-elle ?

Dans cette partie du rapport, la commission a recherché si la proposition de loi apporte en profondeur l'innovation affirmée par son auteur. Elle ne le pense pas et explique pourquoi. Mais il faut préalablement éviter un malentendu : il est certain que la proposition de loi contient des innovations d'ordre juridique, que nous avons évoquées tout à l'heure. Mais la plupart de celles-ci sont contingentes par rapport à ce qui est essentiel dans la proposition de loi et aux yeux de M. Caillavet, c'est-à-dire, d'une façon générale, l'institution affirmée d'un droit nouveau qu'il appelle « droit de vivre sa mort ». C'est donc au niveau du général et non point au niveau des dispositions techniques particulières que contient la proposition qu'il faut se placer pour apprécier véritablement le fond de la proposition de loi.

Nous partons d'une hypothèse, la seule en cause, celle de l'euthanasie passive. Traduisons en termes plus communs : « laissez mourir en paix » ou encore : quoi que l'on fasse, le patient va mourir, ou bien selon la formule américaine il est en état de *terminal condition*.

C'est l'hypothèse que retient notre collègue, celle que l'on appelle l'hypothèse de l'euthanasie passive. Quoi que certains aient pu dire en dehors de cet hémicycle en commentant la proposition de loi, nous ne ferons pas de procès d'intention à notre collègue : nous pensons qu'il a strictement limité sa démarche à cette hypothèse.

Il faut admettre que l'hypothèse de l'euthanasie passive recouvre deux situations bien distinctes.

D'abord, une vie, non pas prolongée artificiellement, mais artificielle, ce qui est tout à fait différent, c'est-à-dire une sorte de survie, une vie qui n'en est plus une telle que nous l'imaginons, une vie qui est en tout cas en opposition avec l'idée que l'on se fait de la dignité et de la personnalité de l'homme.

L'autre hypothèse, c'est une vie qui est encore une vraie vie telle que l'entend le sens commun, mais qui s'achève misérablement, inéluctablement, dans des conditions de souffrances ou de déchéance telles que l'auteur de la déclaration prévue par la proposition de loi a désiré par avance que l'on y mit un terme. Quelques exemples : une vie végétative, une vie inconsciente, des souffrances insupportables précédant l'inéluctable.

Analysons ces deux situations. Vous allez, mes chers collègues, comprendre que rien dans la législation française n'empêche que soit faite une telle déclaration, ce qui amène à conclure qu'il n'est point nécessaire de légiférer.

Considérons la première situation, celle de la vie artificielle ; elle se confond avec la « mort légale ». Dans ce cas, il n'y a donc aucun problème. Dès lors, en effet, que cette mort légale est constatée, rien ne s'oppose à ce que ne soit pas prolongé l'artifice puisqu'il n'y a plus vie véritable ; il ne peut de ce fait y avoir acharnement thérapeutique.

Il n'y a donc pas lieu de valider en quelque sorte par une législation particulière la déclaration préconisée par notre collègue, évidemment licite, qu'aurait pu établir le patient prévoyant le cas où il se trouverait un jour en pareille situation.

De la même façon et nécessairement, quiconque, une fois faite la constatation du décès, suspend les manœuvres de réanimation cardio-respiratoires, celles qui laissent précisément l'apparence,

l'illusion de la vie, ne saurait être poursuivi ni civilement ni pénalement. Il n'y a dans ce cas ni homicide volontaire, ni homicide involontaire, ni complicité de tentative de suicide ou de suicide, ni refus d'assistance à personne en péril, puisque légalement le patient n'est plus vivant. A cet égard, une circulaire gouvernementale portant application du décret du 20 octobre 1947 relatif aux autopsies et prélèvements est formelle : « La constatation du décès du sujet maintenu artificiellement en survie autorise la suspension des manœuvres de réanimation cardio-respiratoires ». En somme, la constatation du décès, c'est l'électro-encéphalogramme plat, le coma dépassé.

Sans doute y a-t-il lieu de préciser avec rigueur les constatations qui sont imposées pour que la mort soit reconnue selon les termes de la circulaire. Mais celle-ci s'en charge abondamment. Et nul ne doute que jusqu'à présent la pratique n'a donné lieu à aucune difficulté majeure.

La proposition de loi adoptée le 14 décembre 1976 par le Sénat et l'Assemblée nationale, relative au prélèvement d'organes...

**M. Henri Caillavet.** C'est tout à fait autre chose.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** ... dispose qu'un décret détermine « 4° Les procédures et les modalités selon lesquelles la mort doit être constatée ». Nous connaissons ces modalités. Les articles 20 et 21 du décret d'application du 31 mars 1978 donnent des précisions à cet égard et la circulaire d'application du décret renvoie à celle du 24 avril 1968 précédemment citée dans le rapport écrit. Voilà la première situation, la vie qui n'en est plus une.

La deuxième situation, c'est la vie qui en est encore une, mais qui va bientôt, inéluctablement, inexorablement quitter le patient.

Il est admis qu'un médecin, et donc quiconque — je veux vous rendre attentifs à ce principe, qu'il faut rappeler ce jour — n'a sur le patient que les droits que celui-ci consent. C'est l'application d'une sorte de droit naturel lié au principe éminent de la liberté individuelle.

L'église catholique elle-même s'est plusieurs fois exprimée à ce sujet : aucune hésitation n'est possible. Des références, nous en connaissons, et notre collègue a rappelé un discours de Pie XII, notamment, et des articles du révérend père Riquet.

Sans doute est-il une frontière en deçà de laquelle la volonté exprimée par un patient équivaldrait à une volonté d'euthanasie active, voire, à la limite, de suicide. Mais ce n'est pas dans le cadre de notre propos, qui est exclusivement celui de la dernière extrémité, de ce que communément on appelle l'état désespéré.

La commission des lois considère qu'une personne saine d'esprit peut faire alors, en prévision de cette hypothèse, la déclaration préconisée par l'auteur de la proposition de loi. Si cette déclaration est faite, elle ne fait que se situer, pensons-nous, dans un cadre d'où est exclu tout risque d'illégalité donc de sanction.

Une loi a-t-elle jamais interdit une telle déclaration qu'elle qu'en soit la forme ? On peut même, aujourd'hui, ajouter que celui qui exécute une telle volonté n'encourt aucune responsabilité. A cet égard, la jurisprudence qui n'est certes pas abondante s'est récemment prononcée. Droit prétorien sans doute, mais qui s'identifie au droit positif et dispense le législateur d'intervenir, comme souvent lorsque s'établit une jurisprudence, de la Cour suprême le plus souvent, dont le fondement suscite l'approbation de l'opinion, cette approbation fût-elle implicite.

Je voudrais, en quelques mots, évoquer devant vous ce que les spécialistes du droit pénal et les juristes en général appellent « l'affaire Gatineau ».

Si, à l'époque où il fut rendu, le 3 janvier 1973, l'arrêt de la Cour de cassation ne souleva pas les passions, c'est parce que la décision des magistrats de la Cour suprême est apparue comme l'expression du bon sens, voire du droit naturel. Cet arrêt est le point d'orgue d'une longue procédure que je vais résumer. De quoi s'agissait-il ?

Une dame Gatineau étant décédée le 10 février 1967, une information judiciaire fut immédiatement ouverte sur plainte de son mari. Au cours de cette information, le docteur N. fut inculpé d'homicide involontaire, et le mari de la défunte se constitua partie civile.

Le juge d'instruction rendait, le 17 décembre 1970, une ordonnance de non-lieu qui fut confirmée par la chambre d'accusation de Paris le 25 mai 1971, aucune faute professionnelle caractérisée n'ayant pu être établie à l'encontre du docteur N.

Le pourvoi dirigé par la partie civile contre cet arrêt reprochait à celui-ci d'avoir méconnu les éléments du délit de non-assistance à personne en danger et d'avoir écarté cette qualifi-

cation sans avoir recherché si l'inculpé avait ou n'avait pas eu la possibilité d'apporter le secours nécessaire à la victime. Par l'arrêt du 3 janvier 1973, ce pourvoi était jugé irrecevable.

La Cour de cassation a estimé que la chambre d'accusation avait parfaitement examiné tous les aspects des faits dont elle était saisie, et avait constaté que l'absence de faute professionnelle privait d'un de ses éléments constitutifs aussi bien le délit d'homicide involontaire que celui de non-assistance à personne en péril. Le reproche invoqué d'avoir omis de statuer sur un chef d'inculpation n'était donc pas fondé. Le médecin n'avait pas, en effet, refusé de porter le secours qui était dans ses possibilités. Au contraire, le docteur N. avait prescrit à la malade une thérapeutique adéquate, mais il s'était heurté au « refus obstiné et même agressif » de la dame Gatineau de se prêter au traitement qui lui était ordonné. Bien mieux, il avait même obtenu de sa malade une attestation de son refus d'exécuter les soins.

De cela s'explique très directement la chambre criminelle de la Cour de cassation dont l'arrêt comporte la constatation que Mme Gatineau avait d'ailleurs signé un certificat constatant le refus de sa part des soins prescrits.

Cet arrêt fut entre autres l'objet d'un commentaire approbateur dans la revue de science criminelle dont j'extrais le passage suivant : « On voit mal comment les médecins... pourraient, sans porter de graves atteintes à la liberté individuelle, imposer de façon coercitive le traitement qu'ils estiment opportun. Le malade, au moins s'il apparaît suffisamment sain d'esprit, n'a-t-il pas le droit de ne pas recourir au médecin, de ne pas suivre le traitement qu'il ordonne, de refuser les soins offerts puisque aussi on ne peut lui reprocher pénalement de tenter de mettre fin à ses jours ? » Soit ! Et c'est très clair. A la condition, bien sûr, de ne pas oublier que celui qui n'empêche pas un suicide ou même qui le facilite peut, lui, tomber sous le coup de l'article 63 du code pénal.

Quant au professeur Braun, criminologiste bien connu, il déclare, de son côté, lors de sa déposition devant la commission des lois : « C'est d'abord le droit qui appartient au malade de refuser les soins. Jamais un médecin ne saurait avoir davantage de droits sur un patient que celui-ci ne lui en a conférés. Mais il ne serait pas nécessaire de légiférer en ce sens car le droit de refuser les soins médicaux résulte clairement de l'arrêt Gatineau. »

En somme, au droit de refuser des soins excessifs ou jugés tels par un malade dont le décès est inéluctable correspond celui de respecter ce droit, sans doute même le devoir. Le droit positif français semble bien établi, sauf à s'interroger sur le cas où, le patient étant un mineur, c'est le parent de celui-ci qui exerce le refus éventuel.

Mais il apparaît — cela est important, mais n'est venu à la connaissance du rapporteur que postérieurement aux conclusions de la commission des lois, donc aussi après le dépôt de la proposition de loi par notre collègue — qu'au moment où s'effectuait ce dépôt et où délibérait la commission des lois, la révision du code de déontologie médicale était en cours et un décret du 28 juin 1979, alors que je préparais mon rapport écrit, a été publié relatif au nouveau code de déontologie médicale. Je voudrais, mes chers collègues, que nous prenions tous ici conscience que le corps médical est parfaitement au fait du problème qui est évoqué ce jour.

La révision du code de déontologie a apporté, sur le problème que nous évoquons aujourd'hui, quelques lumières. En tout cas, elle marque une évolution que, peut-être, l'on n'attendait pas.

En effet, l'article 2 du code de déontologie médicale, tel qu'il résulte de la révision entreprise, dispose aujourd'hui : « Le médecin, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie et de la personne humaine ». Dans sa précédente rédaction, il était écrit : « Le respect de la vie et de la personne humaine constitue en toute circonstance le devoir primordial du médecin ». Il y a plus qu'une nuance entre les deux rédactions. L'adjectif « primordial » a disparu et l'on peut compter sur la finesse d'esprit des rédacteurs du code de déontologie médicale pour penser que ce n'est pas par hasard. Il y a gros à parier que le corps médical et les pouvoirs publics ont parfaitement pris conscience de la nécessité d'une évolution.

L'article 7 du même code, qui est nouveau et n'avait aucun équivalent dans le précédent code, ajoute : « La volonté du malade doit toujours être respectée dans toute la mesure du possible ». On ne peut être plus clair.

L'article 20, lui-même nouveau, assigne cependant la limite : « Le médecin doit s'efforcer d'apaiser les souffrances de son malade. Il n'a pas le droit d'en provoquer délibérément la mort ».

Cela, c'est évidemment le refus de l'euthanasie active. Mais n'est-ce pas aussi, implicitement, un grand pas en avant officiellement franchi en direction de l'euthanasie passive ?

Votre rapporteur pense que toutes ces dispositions viennent à l'appui des propos qu'il a précédemment développés et renforcent la thèse qu'il demande au Sénat d'adopter, c'est-à-dire la thèse selon laquelle il n'est point besoin à l'heure actuelle de compléter législatif.

Demeure cependant un problème que je ne vais qu'évoquer car il pourrait être réglé ultérieurement, soit par un décret, soit par la loi, celui du secret médical reconnu au médecin à l'égard du patient. A cet égard, notre collègue a raison de penser que le malade a le droit de savoir la vérité sur son état. Cela peut poser problème, mais il n'est pas sûr que le code de déontologie médicale l'interdise. Ce point est peut-être à revoir, peut-être à méditer, mais il doit être envisagé de façon indépendante et n'est pas nécessairement lié au sort que le Sénat fera aux conclusions de la commission des lois.

La critique importante que la commission a formulée par ailleurs — et je crois que le Sénat y sera très sensible — est que la proposition est dépourvue des moyens de son efficacité. A quoi sert-il de faire une loi si nous ne possédons pas les moyens de l'appliquer ?

Non seulement la proposition de loi ne crée pas véritablement l'innovation recherchée par son auteur, mais je dirai que surtout elle ne prévoit ni n'organise les conditions de sa mise en œuvre effective, c'est-à-dire celles du respect de la volonté du déclarant.

En d'autres termes, le droit du déclarant qu'il soit mis fin à son agonie, à sa survie artificielle, est peut-être, comme disent les juristes, opposable aux tiers, mais nul n'est tenu d'exécuter la volonté du déclarant.

Affirmer un droit, sinon le créer véritablement, est une chose et la proposition de loi s'efforce d'en rendre compte ; expliquer comment ce droit sera effectivement respecté en est une autre, au sujet de laquelle la proposition de loi fait silence.

Que l'article 6 affirme l'immunité civile et pénale de quiconque se sera conformé aux prescriptions de la déclaration prévue à l'article 2, cela se conçoit et se situe fort bien dans la logique de la proposition de loi. Mais, une fois instituée cette sécurité juridique de l'exécutant, en principe apaisante pour celui-ci, nul n'est obligé. Et c'est le problème de la clause de conscience.

En fait, et on le conçoit aisément, l'auteur de la proposition de loi s'est heurté à un obstacle pratiquement infranchissable et qu'aucune législation ne saurait véritablement surmonter.

Aux frontières de la mort, qui fait quoi ? Qui est tenu de quoi ? Quelle loi peut édicter et soumettre ?

Le législateur californien s'est trouvé confronté à la même difficulté. Le député Baren Keene, initiateur de la loi, a récemment constaté que la législation qu'il avait préconisée, mais qui avait subi mille sortes d'amendements imposés par une assemblée réticente, nécessite une révision en raison de la non-applicabilité de fait de la loi votée. Il est actuellement envisagé — c'est impressionnant — de compléter la loi californienne par la faculté qui serait donnée à l'auteur de la directive de désigner quelqu'un qui, à l'avance, s'engagerait à exécuter sa volonté, si les circonstances prévues par la loi se trouvaient réunies. Voilà à quoi le législateur californien risque d'être réduit.

L'auteur de la proposition de loi française a préféré le silence. La commission des lois n'hésite pas à dire qu'il a eu raison mais, par là même, il a rendu aléatoire et très largement sans portée, le texte qu'il a conçu. A moins, ce que nous ne pensons pas, qu'il ne faille considérer que les décrets prévus pour déterminer, si besoin est, les modalités d'application de la proposition de loi auraient pour vocation de régler d'une manière ou d'une autre cet aspect fondamental de la proposition de loi. La commission des lois n'en croit rien et pense que M. Caillavet lui-même n'y a pas songé.

L'absence de sanction de la proposition de loi, c'est aussi, en somme, l'implicite aveu que personne, y compris le législateur, ne se sent prêt à imposer à quiconque l'obligation formelle d'accélérer la mort, fût-elle naturelle.

J'en ai terminé avec le débat intrinsèque. J'aborde maintenant le débat extrinsèque autour de la proposition, un débat d'avantage fondé sur la sensibilité que sur le raisonnement, la réflexion et la démonstration. C'est le débat d'opinion, d'une part, et c'est l'appel à une certaine conscience de la Haute Assemblée,

d'autre part, pour apprécier jusqu'à quel point le législateur doit intervenir lorsqu'il s'agit de ce que j'ai appelé dans mon rapport « l'intériorité de l'homme ».

Le débat d'opinion intéressait-il la commission des lois ? C'est évident. La commission des lois ne limite pas son intérêt aux seules considérations juridiques ou de droit comparé. Elle est également sollicitée par les motifs d'opportunité, par les sensibilités qui s'expriment non seulement en son sein, mais aussi à l'extérieur.

La proposition de loi de M. Caillavet a fait l'objet d'un très large débat d'opinion. J'ai déjà écrit que le mérite de sa proposition de loi est d'avoir, sur la place publique, posé une question et invité non seulement les parlementaires, mais également tous les citoyens de ce pays à réfléchir sur ce qu'il est convenu d'appeler communément « l'acharnement thérapeutique ».

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.** Très bien !

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Que résulte-t-il de ce débat d'opinion ? Je me suis efforcé, mon cher collègue, d'en faire le tour et je ne peux pas vous assurer que j'ai tout lu, ni que j'ai entendu toutes les personnes que j'aurais pu entendre. Mais en disant que la commission avait fait preuve d'une grande probité, vous lui avez en quelque sorte rendu hommage pour la façon dont elle a travaillé et je vous en remercie.

Voici maintenant, mes chers collègues, l'essentiel de ce débat d'opinion. Je vous parlerai d'abord de l'opinion des spécialistes, puis de l'opinion de ceux que j'appellerai les autres.

L'opinion des spécialistes, c'est, en fait, celle du conseil de l'ordre des médecins, qui a été critiqué en d'autres circonstances sur d'autres sujets. M. le professeur Lortat-Jacob admet que ce qu'il appelle, lui, « l'obstination sans objet » est une situation qui n'est pas opportune. Mais il pense qu'il faut laisser le médecin devant sa responsabilité face aux patients parvenus à l'article de la mort. Il préfère les « zones de non-droit », où chacun s'assume selon sa conscience, à des textes « destinés à rassurer le médecin » et qui créent une sorte de corps étranger s'interposant entre « le médecin et le malade ». Telle est la position du conseil de l'ordre.

M. le professeur Schwartzberg, qui est une autorité médicale reconnue, a dit ou écrit la même chose, mais avec des expressions différentes. Il déclare notamment ceci : « C'est parce qu'on est toujours seul face à celui qui va mourir qu'on ne peut pas légiférer là-dessus... On ne doit pas autoriser... Il ne faut pas changer une loi qui dit qu'on n'a pas le droit de donner la mort à quelqu'un... Vous imaginez ce que serait une loi autorisant à donner la mort ... »

Je n'ai pas recueilli — je le disais il y a un instant — tous les avis possibles, mais j'ai lu beaucoup de déclarations en provenance du milieu médical. Il en résulte que, contrairement à une opinion très répandue, celui-ci est plus hostile qu'on ne le croit à l'acharnement thérapeutique dans les cas que vise la proposition de loi. Il en ressort, pour un médecin en général, que l'approche de la mort est toujours un événement complexe où toutes sortes de considérations entrent en jeu et qu'il faut laisser chacun aux indications de sa conscience.

J'ai aussi entendu deux juristes. M. Braun, dont j'évoquais le nom tout à l'heure, professeur de droit criminel à la faculté de droit et des sciences économiques de Limoges, et un avocat à la cour d'appel de Paris. L'un et l'autre se sont déclarés favorables à la proposition de loi en se fondant sur le principe de la liberté individuelle. Ils s'y montrent très attachés. Au cours de leur audition, ils ont suggéré d'améliorer, par voie d'amendement, le texte de M. Caillavet.

Je ne ferai qu'un seul commentaire : le problème de la mise en œuvre de la volonté du déclarant n'a pas été évoqué au cours des auditions et il semble que les deux personnes entendues ne considéraient pas *a priori* que le malade avait le droit de demander qu'il soit mis fin, s'il le voulait, à des procédés de survie qu'il jugeait excessifs.

J'ai aussi consulté deux autorités religieuses catholiques : monseigneur Etchegaray et le révérend père Riquet. Monseigneur Etchegaray s'est déclaré franchement hostile à la proposition de loi et, en cela, il est dans le droit fil du commentaire qu'il a publié, au mois d'avril 1978, dans le bulletin *L'église aujourd'hui à Marseille*. Le rapport écrit fait état de ses motivations.

Quant au révérend père Riquet, il a un préjugé favorable pour la proposition de loi qui, dit-il, ne cherche pas à légaliser l'euthanasie, mais à protéger la liberté du malade.

La Société de médecine légale et de criminologie de France a émis une opinion défavorable, franchement défavorable, au terme d'un délibération qui est reprise dans le rapport écrit qui vous a été communiqué.

J'ai aussi consulté un philosophe, le professeur Jankelevitch, qui m'a écrit une lettre dont je vous lis le passage suivant :

« J'ai, en effet, travaillé sur les problèmes déontologiques liés à la mort, et même dénoncé l'acharnement thérapeutique en passe de devenir un sport — avec ses champions, ses records, ses durées, etc. En tout cas, je puis d'ores et déjà dire ceci : l'assimilation du renoncement à l'acharnement thérapeutique — réanimation à tout prix, indéfiniment — au crime de non-assistance à personne en danger est un simple sophisme qui fait bon marché de l'appréciation humaine d'une situation donnée, situation dont le médecin seul est juge. »

Très probablement, du moins je le pense, le philosophe est hostile à l'acharnement thérapeutique comme il l'est vraisemblablement à une législation qui viendrait régler le problème.

J'en viens à l'opinion des autres. Les articles de journaux sont en général défavorables à la proposition de loi. J'ai consulté une bonne vingtaine de revues. J'y ai relevé des titres tels que : « Vivre sa mort ou mourir guéri » ; « Une protestation très massive » ; « Choisir sa mort ? » ; « Faut-il légaliser sa mort ? » ; « L'acharnement législatif » ; « L'espérance n'est pas un vain mot » ; « La mort : personnelle ou socialisée » ; « Une proposition inadaptée, idéologique et troublante » ; « Éviter les morts indues et les survies inutiles » ; « Le mort avant la mort » ; « Mourir selon la loi ».

Dans leur ensemble, les articles de ces journaux concluent négativement.

Le sondage d'opinion entrepris par la Sofres au mois de juin 1978 donnait des résultats qui pouvaient laisser croire à une approbation de la proposition de loi. Voici : 61 p. 100 des personnes interrogées pensent qu'il est inutile de chercher à prolonger à tout prix la vie d'un malade qui n'a aucune chance de pouvoir guérir ; 43 p. 100 pensent qu'il appartient à chacun de dire à l'avance s'il accepte l'acharnement thérapeutique, et 48 p. 100 pensent que c'est le médecin qui doit décider ; 44 p. 100 pensent qu'en cas de désaccord entre le médecin et la famille, c'est le médecin qui doit avoir le dernier mot, et 42 p. 100 pensent que c'est la famille ; 33 p. 100 pensent que si la proposition de loi est votée, ils feront la déclaration prévue par le texte ; 45 p. 100 ne la feront pas, 22 p. 100 ne savent pas.

Le rapporteur considère qu'il est dommage que la question suivante n'ait pas été posée : pensez-vous qu'une loi doive être édictée pour enjoindre à quiconque de respecter la volonté du déclarant demandant par hypothèse qu'il soit mis fin à ses jours lorsqu'il se trouve à l'article de la mort ? Le rapporteur aurait bien voulu connaître la façon dont les personnes consultées auraient répondu.

À la vérité, le sondage d'opinion révèle que l'acharnement thérapeutique est une attitude généralement abusive, qu'il faut y mettre un frein. Pour ce qui est de la personne qui doit prendre l'initiative de cesser l'acharnement, il faut bien dire que les réponses sont beaucoup moins claires.

J'ai puisé dans certains journaux des déclarations faites par des personnes prises individuellement. Sur une quinzaine de dépositions que j'ai recueillies, deux se déclarent favorables à la proposition de loi sans peut-être en connaître le mécanisme. Les autres y sont fondamentalement opposées.

Mes chers collègues, je vous prie de m'excuser d'avoir été un peu long sur le débat de conscience que nous pouvons avoir, au-delà des considérations de droit et des considérations de raison, sur notre rôle de législateur. Jusqu'où pouvons-nous mener ce débat ? Ne sentons-nous point que nous parvenons à des limites qu'il n'est pas opportun de franchir ?

Chacun se rend compte qu'à l'origine de la démarche de notre collègue, il existe un véritable problème. Mais doit-on conclure qu'une proposition de loi autrement conçue aurait apporté des réponses plus satisfaisantes à toutes les questions que suscite l'acharnement thérapeutique ? Je réponds : non.

La commission des lois a pensé qu'en vérité, à supposer même qu'il subsistât encore des incertitudes, il n'est ni de la compétence ni du devoir du législateur d'intervenir. En l'état du moins.

Contre l'acharnement thérapeutique, l'acharnement législatif n'est pas le remède, si tant est que le patient qui en est l'objet veuille y échapper.

Il ne l'est pas pour trois raisons au moins.

La première, c'est qu'il y a loin, parfois, de la coupe aux lèvres. Le législateur sait par expérience quotidienne qu'entre l'idée qui fonde une législation nouvelle ou une réforme et sa concrétisation à travers les mots et les formules qu'il est tenu d'utiliser il y a parfois plus qu'un monde. Et non seulement cela, car lorsque la loi est votée, son application donne parfois lieu à de multiples difficultés, soit en raison de l'inévitable ambiguïté de certains termes retenus, soit en raison d'une dénaturation de fait de la volonté du législateur. Le rapport écrit donne à cet égard quelques exemples.

Sans doute le Parlement doit-il le plus souvent, et à partir de la situation qu'il veut modifier ou créer, choisir entre des avantages et des inconvénients. Rien n'est parfait et il est bien difficile de faire la balance égale et telle qu'aucune contradiction ou anomalie ne résulte d'une législation et de son application. Parfois, d'ailleurs, le Parlement est trahi par le pouvoir réglementaire, soit que celui-ci ne prenne pas les décrets ou les arrêtés d'application à défaut desquels la loi reste lettre morte, soit que les termes de ceux-ci ne correspondent pas du tout à l'esprit, voire à la lettre de la loi. Il ne s'agit pas de faire le procès de quiconque, seulement de constater que la loi et son application sont parfois éloignées de l'idée qui a motivé le législateur. Sorte de perversion qu'il faut, bien entendu, prendre non pas au sens moral, mais au sens littéral et, en quelque sorte, mécanique du mot.

Ces quelques remarques, prises entre mille, montrent que l'ambition du législateur doit toujours être appréciée par lui avec mesure et modestie. Celles-ci s'imposent impérieusement lorsque nous nous approchons de l'intériorité de l'homme qui, elle, échappe à la pression du corps social et aux représentants de celui-ci, fût-il le législateur. Plus l'homme intérieur est concerné et plus il échappe à la loi. C'est bien le cas de la proposition de loi que nous étudions aujourd'hui.

La technique législative est ici inappropriée et c'est la nature du sujet qui veut qu'il en soit ainsi. L'examen intrinsèque du texte l'a bien montré : à créer des définitions, des catégories et des situations juridiques, on multiplie les problèmes plus qu'on en résout. Ne forçons pas notre talent !

En outre, et c'est la deuxième raison qui doit amener le Sénat à ne pas légiférer, le droit, ce n'est pas seulement la loi.

Cette affirmation, que ne sauraient récuser les spécialistes des sciences juridiques, nous mène à quelques considérations liées à la philosophie du droit. Nous savons que les sources de celui-ci sont complexes et multiples. Selon les Etats, la formation du droit s'insère dans des structures et des traditions propres qui ne leur sont pas communes. En France, certes, la loi écrite et les règlements jouent un très grand rôle, mais la jurisprudence prend une large part dans la construction du droit positif. Sans doute, chaque décision ne tranche-t-elle que le litige qui est soumis à une juridiction, c'est-à-dire la difficulté qui oppose les parties au procès ; c'est ce qu'en termes de spécialistes on désigne sous l'expression « d'autorité relative de la chose jugée ».

Mais certains jugements ou arrêts de jurisprudence ont, de fait, une réputation qui dépasse le cadre strict du procès et prennent l'allure de décisions de principe. Ils deviennent des modèles auxquels se réfèrent les diverses juridictions appelées à statuer dans des cas analogues ou identiques. Pourquoi ? Parce que, par exemple, à l'occasion de l'interprétation d'une loi sur un point donné ou à cause d'une lacune de la loi ou par référence à des principes généraux du droit reçus comme tels, ces jugements ou arrêts proposent une solution qui sera reprise par certaines juridictions, rejetée par d'autres jusqu'au jour où parfois, mais pas toujours, la juridiction suprême, Cour de cassation ou Conseil d'Etat, tranchera d'une façon qui sera communément estimée comme définitive et mettra fin aux hésitations antérieures.

Il ne faut pas s'étonner d'une telle situation et il convient même de s'en féliciter : c'est le rôle de l'autorité juridictionnelle — celle qui dit le droit — d'appliquer la loi à des cas particuliers et comme celle-ci est imparfaite par nature, la jurisprudence est là pour l'adapter.

Dans ce cadre, l'arrêt Gatineau qui est rendu après une ordonnance de non-lieu, puis un arrêt confirmatif de la chambre d'accusation de la Cour de Paris, trouve naturellement sa place. À partir du rappel implicite du droit pour un malade de refuser les soins, très logiquement, il déduit que le praticien ne saurait encourir la moindre responsabilité pénale, s'il respecte la volonté de son malade. Nous n'avons pas besoin de plus.

La jurisprudence Gatineau n'a pas d'autre sens. Explicitant et disant le droit sur des points précis, elle ne procède pas d'une sorte de spontanéité qui ajouterait au droit positif et serait éven-

tuellement contraire à la loi ou au règlement. Elle prend ses racines dans un système de droit dont la mise en œuvre implique les nécessaires mises au point ou adaptations. C'est le rôle de la jurisprudence d'opérer ces adaptations.

Il est vrai, comme le pense et l'écrit Henri Battifol dans son remarquable livre *Problèmes de base de philosophie du droit*, qu'il existe des gradations dans la positivité du droit et, parfois, il est permis d'hésiter à son sujet face, par exemple, à une décision juridictionnelle d'une portée apparemment générale. Mais, comme l'écrit Henri Battifol, « le caractère essentiel du droit, tel qu'il s'observe dans les sociétés suffisamment développées, est de s'incarner en des règles générales applicables à ces cas particuliers, d'où il suit que le sens exact de la règle n'est finalement acquis que dans cette application ». C'est évident.

Dans le cas de l'arrêt Gatineau, qui nous rapproche singulièrement des problèmes posés par la proposition de loi, il s'agit du rappel implicite de la liberté individuelle, affirmée à juste titre par notre collègue, et de son application corrélatrice à un cas particulier. C'est bien de droit positif qu'il s'agit.

Et dès lors que celui-ci est établi, même s'il subsiste quelques incertitudes, il est suffisamment riche tel qu'il s'exprime. Et même, une solution peut être certaine avant d'être formulée par une proposition du langage.

Le droit, c'est aussi, envisagé négativement en quelque sorte, cet état d'esprit communément partagé, s'identifiant en l'espèce à l'absence, pourrait-on dire, de tout acharnement répressif, dans les hypothèses analogues à celles que vise la proposition de loi.

Cette attitude s'impose d'autant plus que, dans le cadre de cette proposition de loi, c'est de l'intériorité de l'homme qu'il s'agit.

C'est la troisième raison pour laquelle je vous demande d'adopter les conclusions négatives de la commission des lois. C'est ce que j'ai appelé, dans le rapport écrit : « Présence et permanence de l'homme ».

En effet, ce qui est présentement en cause, ce sont les attitudes des hommes face à la mort, qu'il s'agisse de ceux qui vont mourir ou de ceux qui voient mourir.

Disons-le franchement : ces attitudes, qu'elles soient dignes d'approbation ou de réprobation, appartiennent en quelque sorte au domaine réservé des hommes. Le remarquable livre *Changer la mort*, écrit récemment par M. le professeur Schwartzberg et Pierre Viasson-Ponté, nous le fait comprendre une fois pour toutes.

Oui, leur domaine réservé !

Cette suprême relation sociale : mourant—médecin—famille, la dernière pour celui ou celle qui va mourir, est spécifique. Trop spécifique en tout cas pour s'accommoder d'un légalisme démultiplié par d'éventuels décrets ou arrêtés d'application s'ajoutant à la loi, donc envahissant, peut-être raffiné et perfectionniste, mais finalement impuissant puisqu'en fait méconnu ou inadapté.

Chaque vie, certains moments de la vie, chaque fin de vie secrètent des zones d'ombres. Mais, entendons-nous bien, non pas les ombres dont certains profitent pour se mettre en marge du corps social et s'opposer à lui comme par défi, mais les ombres qui sont l'occasion inestimable de trouver une sorte de refuge à côté du corps social, et, quand on va mourir, déjà et définitivement abstrait de celui-ci. C'est alors, comme je le disais tout à l'heure, l'intériorité de l'homme et, elle seule, qui est en cause. Il est face à lui-même ! Une sorte de miroir, si les circonstances font qu'il a conservé sa conscience. Ce miroir est aussi l'occasion de sa « réflexion ». En d'autres circonstances de leur vie physique, les hommes connaissent de telles situations. Leur coin de silence ! Un coin bien à eux !

Que l'on soit ou non nourri d'eschatologie, l'instant de la mort est un moment *extraordinaire* au sens littéral de ce qualificatif : celui, pour certains, de l'achèvement d'une vie terrestre qui précède le néant, ou celui, pour d'autres, des prémices d'une vie surnaturelle. Dans les deux cas, le moment du bilan. Quelle dérision que ce morceau de papier, fût-il « authentique », signé quelques années ou quelques mois auparavant !

Le stoïcisme dont parle l'auteur de la proposition de loi et qui inspirerait le déclarant de l'article 2, c'est au moment où la mort est proche qu'il se vit et pas avant !

Relisons aussi — il figure en annexe du rapport écrit — ou découvrons le testament de *Jean Barois*, œuvre du romancier Roger Martin du Gard, qui meurt le crucifix sur les lèvres, et

dont le testament ouvert dans les instants qui suivent son trépas indique que toute sa vie a été un combat pour le matérialisme, contre Dieu et la religion, et que si, à la fin de sa vie, il se renie, c'est qu'il aura perdu sa dignité d'homme ! Roman, sans doute, mais qui peut nier que cela soit vraisemblable, que cela se soit déjà produit ?

L'homme prisonnier d'une déclaration rédigée dans un contexte différent de celui qu'il connaîtra à l'heure de la mort, n'est-ce pas déjà et en soi terrible ? On ne dispose pas de son âme et de son corps par anticipation, comme on peut disposer de ses biens et préparer un partage. Rétorquera-t-on que le déclarant peut révoquer sa déclaration ? Alors, à quoi bon ? Mais s'il ne le peut ? Et si, au bout du compte, personne n'est légalement contraint de donner une suite à la déclaration du patient, à quoi bon encore ?

Laissons à chacun le sens de ses responsabilités et le soin de les apprécier en fonction de l'événement qu'il vit, toujours différent de tel autre, même si son aboutissement est toujours identique : la mort.

Et gardons-nous d'en faire un détail technique (*Applaudissements sur de nombreuses travées.*)

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur pour avis.

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.** Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, voilà porté sur le terrain juridique et évoqué devant le Parlement un grand débat qui nous concerne tous. Il s'agit d'un thème bien éloigné de nos sujets habituels de délibération, la mort, notre mort, puisque c'est de cela qu'il est question.

Les progrès de la science, il est vrai, ont amené depuis quelque temps le législateur à s'intéresser à des questions dont il n'aurait pas eu, voilà vingt ans, à connaître. Reste à savoir s'il est à même de se prononcer en cette matière. Reste à savoir si la loi, avec ses règles abstraites et générales, peut tout régler, et notamment ces moments ultimes où s'imposent une décision dont la portée est considérable pour celui qui la subit, alors même que s'entremêlent des considérations techniques, biologiques, psychologiques, sociales et morales.

Lorsqu'il déposait, au printemps de 1978, les deux propositions que nous examinons aujourd'hui, M. Caillavet posait à nouveau et avec courage le problème depuis quelques années débattu de « l'acharnement thérapeutique » — mauvais termes d'ailleurs — qui consiste, on le sait, à mettre tout en œuvre pour retarder jusqu'à l'extrême limite des possibilités techniques une échéance inéluctable, pour prolonger artificiellement une vie qui n'en est plus une, et du même coup la souffrance du mourant.

M. Caillavet relançait par là, dans l'opinion, un débat passionné que n'avaient apaisé ni les colloques, ni les conférences, ni les études et publications sur le même thème et que des exemples touchant d'éminentes personnalités viennent de raviver ces jours mêmes. Mais il tentait d'y apporter une solution juridique. Il s'inspirait par là même d'une législation adoptée en 1976 en Californie.

Je ne rappellerai pas le contenu des propositions de M. Caillavet que tout le monde connaît et qui a été remarquablement résumé par M. Jean-Marie Girault dans ce magnifique rapport que nous venons d'entendre, et je tiens à le remercier particulièrement, en tant que praticien, de la façon dont il a traité les questions médicales mieux qu'un médecin n'aurait pu le faire.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Je vous remercie.

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis.** Votre commission des affaires sociales ne pouvait être absente d'un débat qui touche de si près à l'éthique médicale et au droit de chacun face à l'appareillage technologique et scientifique qui influe de plus en plus, aujourd'hui, sur notre vie biologique. Mais, compte tenu du lien entre les deux propositions, elle a estimé nécessaire de ne faire qu'un seul rapport écrit et oral.

Deux ans se sont écoulés depuis le dépôt des propositions de loi qui ont été très largement discutées dans l'opinion. Deux ans de débat. Deux ans de réflexions à tous les niveaux. Les réactions suscitées ont été globalement hostiles, pas toutes. Mais hostiles moins à la dénonciation de l'acharnement technique sur un mourant qu'au fait qu'intervienne un texte de loi.

Toutes les autorités morales, médicales, religieuses, ont condamné cet acharnement ou cette obstination dont on sait qu'elle est désormais rendue possible par les extraordinaires progrès des techniques de réanimation.

Si l'église catholique fait un devoir au chrétien de respecter sa vie comme celle des autres, elle ne l'oblige aucunement à prendre des moyens extraordinaires pour conserver cette vie en bon état.

Si l'éthique médicale a toujours imposé au médecin le respect de la vie, il est admis aussi qu'elle ne lui impose pas d'assurer des traitements inutiles.

Après que le Conseil de l'Europe, en 1976, se fut penché sur le droit des mourants, la conférence internationale des ordres des médecins a précisé : « A partir du moment où l'état du malade est véritablement désespéré, il est licite de s'abstenir de traitements inutiles comme de gestes de réanimation superflus ; il est tout aussi licite de mettre fin à des traitements qui ne feraient que prolonger l'agonie ou entretenir un coma dépassé. » Mais, ajoutait-elle : « Seules la conscience du médecin et son appréciation du pronostic lui dictent sa conduite. »

Le nouveau code de déontologie et les déclarations récentes des représentants de l'Ordre des médecins traduisent une prise de conscience identique.

Le professeur Lortat-Jacob, devant l'Académie de médecine, en mars 1979, déclarait à cet égard : « Ne pas prolonger des manœuvres pénibles de réanimation sur un malade manifestement irrécupérable n'est que refuser une obstination thérapeutique inutile et dérisoire. »

Mais il distingue cette « obstination » de l'« acharnement thérapeutique » qui peut, lui, être fondé, compte tenu notamment de la difficulté de certains diagnostics et de la fragilité des pronostics dans le domaine des maladies incurables, comme vous venez parfaitement de l'expliquer, monsieur le rapporteur.

Peut-on aller au-delà ? Peut-on, comme le propose M. Caillavet, organiser à l'avance sa propre mort par une déclaration écrite qui témoignerait du refus, à l'avance, de voir prolonger artificiellement sa vie en cas d'affection incurable ?

L'unanimité de la commission des affaires sociales, deux commissaires s'abstenant, ne l'a pas admis, estimant qu'il s'agissait là d'un domaine qui était irréductible au droit et qui relevait de l'éthique individuelle et médicale.

Un des commissaires a très justement fait remarquer que les médecins étaient, de plus en plus fréquemment, maintenant que la mort se trouve refoulée vers l'hôpital, confrontés à ce problème et que, s'il en était un qui partageait l'angoisse du mourant, c'était bien le médecin. Peut-on l'alléger de cette angoisse ? Peut-on, doit-on lui dicter sa conduite ?

Chaque cas étant singulier, la commission des affaires sociales n'a pas accepté que le médecin soit privé de sa liberté de conscience, d'autant plus que s'imposent à lui certaines normes.

En droit, en effet, il existe déjà un principe qui est reconnu par le juge et qui s'impose au médecin : celui du respect de la volonté du malade et du droit de ce dernier de refuser des soins. Encore faut-il que cette volonté se manifeste clairement et indubitablement pour exonérer le praticien de ses obligations d'assistance et de soins.

Peut-on admettre qu'une déclaration notariée faite alors que le malade était en bonne santé soit encore valable lorsque celui-ci approche de l'agonie ?

Voilà plusieurs années déjà qu'est évoquée cette éventuelle déclaration ; les médecins, dans leur majorité, en récusent la valeur, qu'elle soit formulée aux derniers moments, preuve d'épuisement, d'angoisse et de désespoir en même temps qu'appel à la consolation, ou qu'elle soit déterminée à l'avance. Car comment savoir, le moment venu, que le malade est resté dans les mêmes sentiments ?

Même si le texte était voté, aucun médecin digne de ce nom ne pourrait s'estimer en droit de se fonder sur un tel document pour guider son action. Aucun ne peut accepter d'être dispensé de sa responsabilité, même pénale.

La preuve de la volonté même du malade, que le médecin a l'obligation de respecter, doit se fonder nécessairement sur des éléments plus nombreux et convergents. Elle résulte de la connaissance, acquise par lui, de l'attitude du patient à l'égard de la vie et de la mort et des témoignages éventuels de ses proches.

Beaucoup serait à dire aussi et beaucoup a été dit sur la notion de « moyen médical et chirurgical... utilisé pour prolonger artificiellement sa vie ».

L'excellent rapport de M. Girault montre les difficultés d'application que présentent, dans le texte de la proposition de loi, les termes : « prolongation artificielle de la vie ».

Il en est de même de la notion d'« incurabilité », toujours relative, dépendant à la fois de l'état des techniques médicales et des diagnostics et pronostics des médecins, nécessairement entachés de fragilité, comme le reconnaissait M. Lortat-Jacob en mars 1979.

Enfin, et tous les commissaires en étaient d'accord, peut-on concevoir aujourd'hui, dans notre pays latin, qu'un médecin informe son patient de la totale vérité sur son état ?

Chacun d'entre nous sait qu'on ne peut tout dire et que tout le monde ne peut pas tout entendre ! C'est là, souvent, une question d'éducation, une question de pays.

Voilà quelques années, nous avons pu lire dans la presse ce titre imprimé en gros caractères : « Le ministre des affaires étrangères d'un grand pays a été opéré hier d'un cancer de l'intestin. » C'est inconcevable en France. L'esprit latin et l'éducation que nous avons reçue nous incitent rarement à recevoir de plein fouet la vérité. Est-ce un bien, est-ce un mal ? En tout cas, c'est un fait sur lequel nous sommes formels et M. Girault a parfaitement présenté cet aspect du problème.

Après en avoir longuement débattu, la commission des affaires sociales a estimé que s'attaquer au respect de la vie aboutissait à ouvrir une brèche dans l'éthique médicale et à risquer d'amoinrir la confiance entre médecins et malades.

Elle a pensé aussi que l'acharnement thérapeutique pouvait, dans certains cas, être un bienfait qui permettait à la science de progresser tout en réalisant parfois de vrais miracles.

Le médecin, dont le devoir est de prolonger la vie, ne saurait, tout en connaissant ces excès, y renoncer pour au moins trois raisons : la première, essentielle, est l'obligation de « faire tout ce qui est possible » ; la deuxième, importante aussi, est la nécessité de préserver la confiance et l'espoir parfois insoutenable d'intensité du malade et de la famille ; la troisième, enfin, — qui est peut-être moins brillante — est la tendance de plus en plus marquée de l'opinion et des patients à contester et à porter devant un tribunal la conduite des médecins.

Informulable et inapplicable en droit, la solution proposée par M. Caillavet doit continuer de demeurer dans l'éthique médicale et individuelle car il est impossible de légiférer sur des situations nécessairement uniques.

On est toujours seul face à la mort et, comme l'indiquait un grand journaliste qui devait mourir récemment, après avoir écrit un très beau livre sur ce thème : « Ne laissons pas la mort aux mains des juges. Ne confions pas au législateur, puis aux tribunaux, le soin de dire, si telle vie valait encore d'être vécue... »

Le refus de légiférer n'est pas celui de réfléchir et, en ce sens, les propositions que nous examinons ont l'immense mérite de poser, en termes nouveaux, un problème douloureux.

Mais la commission des affaires sociales a estimé qu'il était sage, suivant en cela la décision de la commission des lois, de ne pas retenir des textes qui angoissent plus qu'ils n'apaisent.

Compte tenu de son refus d'accepter la première proposition, elle ne pouvait non plus accepter la seconde. (*Applaudissements.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.** Monsieur le président, mesdames, messieurs les sénateurs, la réflexion sur la mort, et sur la moins mauvaise manière d'envisager le « passage », pour reprendre le mot de Jean Reverzy qui fut — ne l'oublions pas — à la fois médecin et écrivain, ne pouvait que susciter des discussions utiles. C'est bien ce que provoque et continue de provoquer la proposition de loi de M. Caillavet qui vous est soumise aujourd'hui, car elle touche tout aussi bien le grand principe de la liberté de l'homme que l'inquiétude ressentie par les patients face aux pouvoirs des médecins.

La mort a changé, permettez-moi d'employer cette expression. Les progrès de la médecine comme la profonde évolution des mentalités ont contribué à ce changement. Ce qui était autrefois une réalité presque familière est aujourd'hui un sujet tabou. Ce qui naguère réunissait la famille autour du malade ou autour d'un vieillard a été enfermé, désormais, trop souvent peut-être, dans le cadre anonyme d'une chambre d'hôpital ou d'hospice.

Bien sûr, nous devons être conscients de cette transformation qui reflète celle du monde présent. Jamais celui-ci ne fut plus inquiet et jamais il n'a autant craint la maladie et la mort. Faut-il ici rappeler ce qu'écrivait La Fontaine : « Le plus semblable aux morts meurt le plus à regret ? »

Mesdames, messieurs, il était bon que le législateur s'interrogeât à son tour même si cette interrogation doit déboucher sur une attitude très prudente à propos d'une question aussi douloureuse et aussi personnelle. Qu'un débat approfondi ait été suscité, cela prouve que cette grande question méritait d'être posée et même devait l'être!

Je tiens à remercier M. Girault pour son excellent et très complet rapport, et dire à M. Mézard que le Gouvernement l'a entendu avec beaucoup d'attention lorsqu'il a présenté son avis au nom de la commission des affaires sociales.

Mesdames, messieurs les sénateurs, je me placerai, dans cette intervention, sur le strict terrain du texte qui vous est soumis.

Que demande-t-il? Il demande d'autoriser chaque personne à décider qu'elle ne veut pas, si elle est atteinte d'une maladie l'amenant inéluctablement à la mort, survivre au prix d'un traitement particulièrement pénible, amoindrissant et cependant désespéré.

La proposition de loi de M. Caillavet a le grand mérite de poser la question du droit de chacun à accepter consciemment sa mort, sans faux-fuyant, et de mettre en cause l'acharnement thérapeutique, condamné même par les médecins, ce qui a été excellemment rappelé tout à l'heure.

Mais cette proposition de loi est-elle nécessaire ou utile?

Le droit en vigueur permet au malade de refuser les soins qu'on veut lui prodiguer. Sa décision, prise en parfaite connaissance, est respectable et doit être respectée. Un médecin ne saurait avoir plus de droits que son patient ne lui en a conférés. D'un autre côté, il est reconnu que le médecin qui obtempère à la volonté de son patient ne saurait être condamné. Comme l'a très bien et très pertinemment démontré votre commission des lois, la jurisprudence va tout à fait dans le sens de la proposition qui vous a été soumise. Ainsi, cette proposition « formaliserait » — avec tous les risques inhérents au formalisme — ce qui est déjà admis. Vous comprendrez l'ampleur du danger pour un sujet aussi grave. La loi ne doit pas être un carcan pour le citoyen. Elle doit permettre à la société de vivre. Elle ne doit pas créer des rigidités qui pourraient entraver la liberté humaine.

La loi doit permettre à l'individu d'exercer tous ses droits, à chaque instant de vie, jusqu'au dernier instant de vie.

Cette proposition ne va pas sensiblement plus loin que la situation actuelle, votre rapporteur l'a indiqué tout à l'heure. En effet, si elle pose admirablement le principe, que de questions ne soulève-t-elle pas! On peut ainsi s'interroger sur la portée à donner, lorsque la mort s'installe aux côtés d'un homme, à une décision qui a été prise par cet homme, alors qu'il était en parfaite santé. Que de revirements possibles! Comment le patient les fera-t-il connaître? Car aucun homme n'est tout d'une pièce, aucun homme n'est identique à lui-même dans les bons et dans les mauvais jours de sa vie.

Le problème est aussi celui de la mise en œuvre de la décision arrêtée. Le médecin — autre interrogation — sera-t-il contraint d'obéir, en dépit de sa conscience, à la volonté du malade? Peut-on imposer l'arrêt des soins alors que l'intéressé est déjà sans conscience?

De multiples autres questions sont soulevées par le texte soumis à votre examen. Qu'entend-on par « survie artificielle », par « incurabilité »? Comment savoir si le malade inconscient a pris une position sur le traitement à lui appliquer? Comment s'en assurer? Quelle équipe médicale décidera que les conditions sont réunies pour que soit appliquée la décision du patient et quand?

Le plus grave, mesdames, messieurs les sénateurs, c'est sans doute le difficile pronostic de survie. Le médecin a pris, dans notre société, un rôle essentiel. Conseiller des corps, il est aussi, souvent, très souvent, le conseiller des âmes. C'est la beauté, la grandeur, mais aussi la difficulté de sa tâche. C'est dire qu'elle est déjà l'ampleur de sa mission. La proposition de loi le placerait devant une responsabilité qui, à bien des égards, dépasse celle de l'homme.

Qui dira quelles sont les chances de guérison ou de rémission prolongée? Qu'en saura l'intéressé? Et si les praticiens l'en informent, ne peut-il pas penser qu'ils pourraient se dérober devant une tâche peut-être difficile, mais nullement impossible?

Il y a, je le crois profondément, dans cette vérité de la mort, nécessaire et inéluctable, quelque chose qui blesse l'espérance humaine.

Le trop est souvent l'ennemi du bien. On peut condamner l'acharnement thérapeutique, mais que ce ne soit pas au prix d'un acharnement législatif tout aussi coupable! Les zones obscures ne peuvent-elles pas être des zones de liberté? Ne cherchons pas systématiquement à tout réglementer. Laissons une place au dialogue de l'homme avec lui-même, fût-il, ce dialogue, difficile ou fût-il, cet homme, solitaire ou terriblement seul.

Il est des circonstances, mesdames, messieurs, où l'on ne peut, je pense, que conseiller, informer, écouter, mais où la loi n'a pas obligatoirement sa place.

La question qui vous est soumise, c'est celle de l'attitude de l'homme face à la mort, face à sa mort, du médecin face à la mort de son patient, des proches face à la mort de l'être cher. C'est le domaine de la conscience individuelle de chacun et c'est, j'en suis convaincu, dans le silence, pour ne pas dire dans l'ombre, qu'on la perçoit le mieux et peut-être qu'on la perçoit tout simplement.

C'est pourquoi, mesdames, messieurs les sénateurs, au nom du Gouvernement, je ne peux que vous inviter à suivre l'avis de votre commission des lois et l'avis de votre commission des affaires sociales, avis formulés en termes identiques et qui tendent à vous demander de ne pas adopter cette proposition de loi, tout en lui reconnaissant, monsieur Caillavet, le grand mérite de nous avoir permis de réfléchir ensemble à un sujet qui ébranle la conscience individuelle de chaque homme et de chaque femme. (Applaudissements.)

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Pour le bon déroulement de notre débat, je rappelle que j'ai indiqué tout à l'heure que je rapportais à la fois la proposition de loi relative au droit de vivre sa mort et le texte relatif à la modification de l'article 63 du code pénal. Je n'ai donc pas l'intention d'entreprendre un nouvel exposé car les raisons qui ont amené la commission des lois à rejeter la deuxième proposition de loi sont exactement les mêmes que celles qui l'ont amenée à rejeter la proposition de loi relative au droit de vivre sa mort.

**M. le président.** Monsieur le rapporteur, je vous donne acte de votre déclaration. Je la rappellerai le moment venu.

Sur le texte que nous discutons, M. Lederman et les membres du groupe communiste et apparenté ont déposé une motion tendant à opposer la question préalable.

Cette motion a été distribuée sous le n° 1. Elle est ainsi conçue :

« En application de l'article 44, troisième alinéa, du règlement, le Sénat décide qu'il n'y a pas lieu de poursuivre la délibération sur les conclusions de la commission des lois sur la proposition de loi de M. Henri Caillavet, relative au droit de vivre sa mort. »

Je rappelle que, en application du dernier alinéa de l'article 44 du règlement ont seuls droit à la parole sur cette motion : l'auteur de l'initiative ou son représentant ; un orateur d'opinion contraire ; le président ou le rapporteur de la commission saisie au fond et le Gouvernement.

Aucune explication de vote n'est admise.

La parole est à M. Lederman.

**M. Charles Lederman.** Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la proposition de loi de M. Caillavet, avant tout parce qu'elle crée un droit de vie et de mort sur les malades qualifiés d'incurables, rencontre la plus ferme opposition de la part du groupe communiste.

Les deux commissions qui ont été saisies, la commission des lois et la commission des affaires sociales, les ont de même rejetées.

Le groupe communiste, quant à lui, a déposé une question préalable dont je me propose maintenant d'exposer les motifs.

Le texte dont nous sommes saisis vient à son heure, non pas parce qu'il réveillerait le stoïcisme et la lucidité, comme l'affirme M. Caillavet, son auteur, mais parce qu'il s'inscrit au contraire dans un courant de pensée qui, sous des formes diverses, conduit en réalité à la résignation et au renoncement.

Ce n'est pas parce que la mort serait pour nous un sujet tabou : nous ne vivons plus aujourd'hui la mort comme l'ont vécue d'autres civilisations, pas même comme la vécurent nos parents. La mort a changé, a-t-on dit, et c'est vrai.

En cette fin du xx<sup>e</sup> siècle, on ne meurt plus chez soi qu'une fois sur quatre ; 50 p. 100 des décès ont lieu à l'hôpital, dans la solitude et, souvent, dans l'épouvante d'un appareillage sophistiqué.

Contrairement à ce que vous affirmiez, monsieur le secrétaire d'Etat, je pense que l'on s'emploie à démythifier la mort, à l'affronter dans sa réalité pour mieux se délivrer de la hantise angoissée qui peut peser sur chacun de nous au moment dernier. Qui pourrait d'ailleurs regretter que, désormais, prévale une appréciation plus sereine du terme de l'existence ?

Nous sommes, quant à nous, favorables à une approche franche de la réalité, à une approche dénuée de peur irrationnelle.

Mais ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit aujourd'hui. En premier lieu, parce qu'il n'est ni utile, ni possible de légiférer sur tout : la loi ne peut ni ne doit régir, dans leurs aspects les plus intimes, l'ensemble des comportements individuels. En second lieu, parce que le texte qui nous est soumis est dangereux en raison essentiellement de toutes ses ambiguïtés. Ce n'est pas par hasard, ai-je dit en commençant, que cette proposition a pu franchir toutes les étapes pour parvenir aujourd'hui jusqu'à la discussion en séance publique.

Nous ne le déplorons pas sur le principe, monsieur Caillavet, mais nous devons faire remarquer que de nombreuses propositions — et notamment celles de notre groupe — restent ensevelies dans les tiroirs des bureaux alors qu'elles visent pourtant à résoudre les plus immédiats et les plus importants des problèmes qui intéressent tous nos concitoyens. Elles sont écartées de la discussion alors qu'elles répondent aux aspirations des travailleurs et de la grande masse des Français pour ce qui concerne l'emploi, l'environnement et la santé.

Forcé nous est de constater que la proposition Caillavet bénéficie de l'aval du Gouvernement ou, à tout le moins, de sa bienveillance puisque, comme nous le savons tous, son accord était nécessaire à l'inscription à l'ordre du jour complémentaire. Cela n'est pas pour nous étonner.

Ce texte vient en effet en discussion au moment où les forces du passé ont engagé une véritable guerre idéologique contre tout ce qui contribue à éclairer les consciences, à favoriser l'aspiration au changement et à une vie meilleure.

Pas un seul pouce de terrain ne doit échapper au pilonnage des idéologues du pouvoir.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.** Quels idéologues ?

**M. Charles Lederman.** Il s'agit, pour le grand capital, de tenter de s'assurer la maîtrise totale de l'espace idéologique pour créer les conditions d'un consensus autour de sa politique. Et de la Trilatérale au club de Rome, les états-majors dressent leurs plans et se concertent. Dans cette guerre sans merci, on veut tuer l'espoir et la volonté de lutte consciente pour leur substituer le renoncement et la passivité.

Si j'ai rappelé cela, c'est parce que c'est cette idéologie qui est sous-jacente à la proposition dont nous discutons.

Ne lit-on pas en effet, dans l'exposé des motifs, lorsqu'il est question du thème de la « maladie incurable » : « Ne renversons pas la proposition. La vie reste le sursis. Le glissement vers la mort, le répit. Et non l'inverse ». N'est-ce pas là l'illustration d'un mode de pensée conduisant à l'acceptation d'une condition humaine qu'écrase son destin, d'un pessimisme systématique qui met en doute le progrès ?

**M. Henri Caillavet.** Et pourquoi donc ?

**M. Charles Lederman.** Il est vrai que des cas douloureux existent qui éprouvent les malades, leurs familles, et les médecins. Mais — et j'y reviendrai — ils mettent en jeu la conscience de chacun dans des circonstances qui, par leur nature, se situent hors de l'ordinaire.

On ne peut pas, à partir d'eux, théoriser et créer un véritable droit de vie et de mort justifié par l'impuissance supposée de la science. On ne peut pas, à partir d'eux, refuser d'envisager qu'un traitement prolongé dans une situation désespérée puisse ouvrir la voie à une découverte qui, demain, sauvera des vies humaines.

Mais encore faut-il vouloir considérer ces situations comme insérées dans la chaîne ininterrompue des démarches tentées par l'homme pour se libérer de la souffrance et des morts cruelles.

Or, c'est cette perspective même que tout un courant de pensée s'efforce d'éloigner, parce qu'en France existe une tradition de rationalisme, d'humanisme et de confiance dans le pro-

grès. Il faut casser les grandes idées qui rendent compte des conquêtes des sciences et des techniques, qui en exaltent les finalités humaines et stimulent l'intervention des hommes.

D'ailleurs, le chef de l'Etat s'y emploie également, lui qui prend en otage la biologie et l'informatique. C'est — je le cite — « l'essoufflement biologique de l'espèce humaine » qui justifierait, d'après lui, le déclin de notre pays. C'est une science polluante, aliénante et mutilante, qui justifierait l'austérité !

Ce que l'on cherche à briser, c'est l'idée même de connaissance rationnelle.

Tous ces efforts sont faits pour aboutir à l'énoncé de quelques préceptes fort simples : tout ce qui favorise l'esprit critique doit être combattu ; tout ce qui enrichit l'héritage rationaliste accumulé dans notre pays doit être banni ; tout ce qui contribue à l'obscurcissement de la pensée, à l'ignorance, à la passivité et à l'indifférence doit, au contraire, être encouragé.

Nous refusons, pour notre part, un univers froid et programmé ; nous refusons la robotisation des êtres humains ; nous refusons cette idéologie étroite. Nous, nous luttons pour la vie !

Humanistes, nous ne saurions accepter comme règle qu'un terme soit fixé par anticipation à l'existence de chacun ; nous ne saurions accepter une quelconque mesure qui aboutirait, dans les faits, à faire obstacle au développement de la recherche médicale.

Nous l'acceptons d'autant moins que cette idéologie du renoncement sert de base aux attaques menées depuis ces derniers mois contre la recherche dans ses objectifs, ses moyens et son organisation. C'est ainsi, par exemple, que la réforme du C.N.R.S. conduira, si le processus n'en est pas stoppé par l'action de tous ceux qui veulent le rayonnement de la France, à ne plus pouvoir renouveler ses équipes, à détruire la mémoire collective scientifique, à renoncer peu à peu à une conception vivante du développement des sciences et des techniques.

Et pour ce qui est de la conception malthusienne et antihumaniste préconisée par M. Caillavet, nous la refusons parce qu'elle donne par avance quitus à ceux qui ne tenteraient pas tout ce qui peut être tenté pour sauver l'être humain.

C'est bien d'une conception malthusienne et antihumaniste qu'il s'agit puisque, oubliant ses considérations humanitaires, M. Caillavet a déclaré en juin 1978, lors d'une émission de télévision et parlant de sa proposition de loi : « Mais, bien sûr, il s'agit d'un commencement ! » Qu'on est donc loin, vous le constatez, de l'acharnement thérapeutique !

Cet acharnement thérapeutique, il est vrai qu'il existe. Certains ont même pu le qualifier — M. le rapporteur le rappelait tout à l'heure — de « sport avec ses records ».

En réalité, il s'agit d'un problème de déontologie médicale et d'un problème de morale.

Il est admis, en effet, que le malade a le droit de refuser les soins qui lui sont offerts et que jamais un médecin ne saurait avoir davantage de droits sur un patient que celui-ci ne lui en a conféré.

Quant à la loi et à la jurisprudence, elles permettent de résoudre les situations les plus douloureuses en accord avec le serment d'Hippocrate qui impose au médecin de jurer qu'il fera servir le régime thérapeutique à l'avantage des malades, selon son pouvoir et son engagement, mais non pas pour leur dommage et leur mal.

Nous refusons cette conception malthusienne et antihumaniste, ai-je dit, parce qu'elle participe d'une campagne idéologique visant à la résignation ; mais nous la refusons également parce qu'elle s'inscrit dans une campagne visant à justifier l'austérité en matière de dépenses de santé.

A ce propos, je ne peux m'empêcher de noter que c'est le médecin qui est, le premier, mis en accusation tant par la proposition de loi que par la politique du Gouvernement. C'est le médecin qui aurait une conscience insuffisante de ses responsabilités de citoyen, qui ne se soucierait pas des difficultés de la sécurité sociale, qui se refuserait à faire sien le malthusianisme du Gouvernement. Il est coupable d'être, avant tout, préoccupé de soigner efficacement son malade.

La profession elle-même est repensée par le pouvoir. Il y a trop de médecins, ou du moins, précise-t-on devant la stupefaction des malades parqués des heures dans les salles d'attente, sont-ils mal répartis entre régions et spécialités. Et pour tenter de gagner l'accord des praticiens on affirme que l'accroissement de leur nombre dévalue leur rôle social ; et tout cela pour imposer une nouvelle aggravation des règles restrictives de leur recrutement !

Le caractère libéral de la profession est mis en cause et, comme pour des distributeurs automatiques, les prescriptions des médecins sont mises en « profil informatique ».

Le bouc émissaire des problèmes de la santé, c'est donc lui, le médecin, pris entre les revendications justifiées de la population et la volonté d'austérité du pouvoir.

On ne peut manquer de s'interroger, d'ailleurs, sur la similitude des deux démarches ; celle du Gouvernement et celle du signataire de la proposition de loi, quand on lit, dans les motifs de celle-ci, que l'on cherche à « protéger le praticien », alors qu'il apparaît qu'aucune demande n'émane véritablement du corps médical et que le professeur Schwartzberg peut en conséquence déclarer : « Il ne faut pas changer une loi qui dit qu'on n'a pas le droit de donner la mort à quelqu'un ».

Oui, il s'agit bien d'une démarche malthusienne et qui surgit à point nommé pour appuyer la véritable entreprise de démolition de la santé.

S'il y a un acharnement, c'est celui du pouvoir à remettre en cause la sécurité sociale, à remettre en cause le système hospitalier de France, l'un des meilleurs du monde grâce à la compétence et à la conscience professionnelle de ceux et de celles qui y travaillent.

Nous luttons, quant à nous, contre cette politique qui rationne les soins et cause la mort de certains malades, qui renvoie les malades chez eux avant leur guérison, qui fait payer 150 francs par jour aux personnes âgées hospitalisées en long séjour, qui fait mourir les vieux dans des hospices inhumains.

Il ne s'agit pas, pour nous, de prétendre humaniser la mort, mais de lutter pour la santé et pour la vie.

C'est pourquoi nous combattons cette proposition qui fait écho aux déclarations de M. Barrot, appelant les praticiens à « faire des choix » ; à celles de M. Lenoir suggérant « de ne plus greffer de pile cardiaque sur des vieillards de quatre-vingts ans » ; à celles de M. Sournia — auquel la proposition de loi se réfère — qui écrit, écoutez-moi bien, mes chers collègues : « La France a vécu richement. Cette époque est révolue. Nous sommes en train de construire un nouvel ordre économique mondial. Il est inévitable que, comme toute le reste, notre système de soins suive cette évolution. Il se peut très bien que, comme nous qui sommes habitués au confort, nos descendants s'habituent à mourir à soixante ans au lieu de quatre-vingts. »

**M. Henri Caillavet.** C'est déjà dépassé !

**M. Charles Lederman.** Nous refusons cette perspective, d'ailleurs hypocritement présentée parce qu'en fait son auteur sait bien qu'elle est réservée aux pauvres. Nous refusons que, comme dans un hôpital londonien, soient inscrites sur le dossier des malades de plus de soixante-cinq ans atteints de maladies rénales ou pulmonaires incurables, les quatre lettres N.T.B.R. qui, en anglais, signifient : « Ne pas réanimer ».

Nous refusons cette perspective et nous explicitons notre refus parce que l'unanimité qui s'est dégagée des débats en commission et qui pourrait se dégager aujourd'hui ne saurait masquer que tous les sénateurs de la majorité ont voté sans scrupule de conscience, semble-t-il, et sans défaillance en tout cas, tous les projets de loi et le budget qui ont institué cette politique d'austérité. Cette unanimité ne saurait masquer que nous avons été les seuls, nous, les communistes, à lancer un « S.O.S. santé » et à lutter pour donner aux hôpitaux les moyens de fonctionner.

Ce sont, en premier lieu, ces raisons de fond qui nous feront donc rejeter cette proposition de loi et demander que soit adoptée notre question préalable. A quoi il faut ajouter que l'examen détaillé de la proposition nous a confirmés dans notre position.

Dès l'article 1<sup>er</sup>, en effet, nous nous heurtons à des termes singulièrement dangereux par leur imprécision, leur ambiguïté et, surtout, par le renoncement, par l'espèce de fatalisme qu'ils renferment.

L'article 1<sup>er</sup> définit l'objet même de la proposition : permettre à toute personne majeure ou émancipée, « saine d'esprit », de refuser ce que l'on nomme « l'acharnement thérapeutique » pour prolonger artificiellement sa vie si elle est atteinte d'une affection accidentelle ou pathologique incurable ».

Mais que signifie « prolonger artificiellement sa vie » ? Le diabétique traité par l'insuline, le cardiaque, quel que soit son âge, qui vit grâce à un stimulateur, sont des incurables. Leur vie est artificiellement prolongée et ils ont besoin de « moyens médicaux ou chirurgicaux autres que ceux destinés à calmer la souffrance ». Et quelle sera la pierre de touche de cette

santé de l'esprit qui donne au patient la faculté de déclarer sa volonté de refuser des soins ? En cas de contestation, quels seront les moyens de preuve de cette santé de l'esprit ?

Et surtout, le texte repose sur le caractère « incurable » de l'affection, la notion d'incurabilité impliquant, dans le contexte, une affection déterminant un état désespéré, une mort naturelle à court terme. « Il s'agit, écrit l'auteur dans l'exposé des motifs, de permettre à chacun de laisser la nature faire son œuvre. »

Comme il serait aisé, en effet, d'inscrire dans la législation la notion « d'affection incurable », œuvre de la nature, figée dans le temps, et sortie de son contexte social ! Or, c'est là que réside l'un des dangers du texte.

L'incurabilité est une notion relative. Dans le temps, d'abord : nombreuses sont les maladies qui, il y a quelques dizaines d'années, étaient considérées comme incurables et qui ne le sont plus maintenant.

Incurable aujourd'hui, la maladie le sera-t-elle encore dans quelques semaines, dans quelques mois ?

Les annales médicales gardent le souvenir de ce médecin ayant abandonné « à la nature » son fils diphtérique et qui, le lendemain, apprenait la découverte du sérum Roux.

« Tant qu'il y a de la vie il y a de l'espoir », dit le bon sens populaire. Combien y a-t-il de malades prétendument « condamnés » auxquels un médecin audacieux impartit six mois d'existence et qui vivent encore des années plus tard ?

Relative dans le temps, l'incurabilité l'est aussi socialement. Il serait trop aisé d'imputer à la « nature » le nombre et la composition sociale de ceux qui sont atteints de maladie incurable.

Est-il « naturel », en effet, que ce soient les O.S. qui, le plus souvent, soient victimes de maladies graves, comme la tuberculose ou l'infarctus ? Est-il, par exemple, « naturel » que le cancer atteigne deux fois plus les ouvriers que les cadres supérieurs ? Que 70 p. 100 des sidérurgistes, 50 p. 100 des imprimeurs de la presse n'atteignent pas l'âge de la retraite ?

Non, bien sûr ; car ce sont l'exploitation renforcée des travailleurs, notamment l'insécurité qu'elle engendre, les mauvaises conditions de logement, d'alimentation, le fait que de nombreuses familles ne partent jamais en vacances, en un mot, la misère, qui sont à l'origine de l'inégalité sociale devant la maladie et devant la mort.

C'est l'absence de politique de prévention dès l'école qui rend incurables nombre de maladies.

Combien de familles modestes, contraintes de se rationner sur la santé, hésitent à appeler le médecin et diffèrent une hospitalisation ?

Les restrictions imposées aux médecins, aux hôpitaux, à la qualité des soins, à la recherche scientifique, freinent d'autant la lutte contre la maladie.

Il n'y a rien de naturel, rien de fatal dans tout cela. Il y a une politique de classe, une politique délibérée qui enfonce le pays dans la crise, qui aggrave les inégalités, y compris devant la santé, y compris devant la mort, et qui, de surcroît, crée une médecine à deux niveaux, une pour les riches, une pour les pauvres.

C'est pourquoi nous refusons d'inscrire dans la loi le renoncement devant la maladie, même considérée « en l'état actuel des connaissances » comme incurable.

Etonnante aussi est la disposition de l'article 2, qui donne validité de cinq ans à la déclaration de refus, déclaration notariée — quel formalisme, mon cher collègue ! — dressée en présence de deux témoins. Cinq ans ! Que vaut un consentement vieux de cinq ans ? Le *je* d'aujourd'hui n'est pas celui de demain. Comment le *je*, du bien-portant pourrait-il être celui de l'agonisant dans l'ignorance de ce qu'est cet étranger à soi-même que devient l'être, altéré par la souffrance, détruit dans son être physique et intellectuel ? On a de tous côtés immédiatement évoqué le héros de Roger Martin du Gard : athée militant, durant sa vie adulte, Jean Barois meurt « écrasant frénétiquement le crucifix sur ses lèvres ».

Souscrite avant l'heure cruciale, comment la déclaration de refus peut-elle être crédible ? Souscrite à l'heure du paroxysme, si tant est qu'elle puisse l'être, ne s'agit-il pas d'un suicide par médecin interposé ? Que de pièges, que de possibilités d'erreurs menacent médecin et malade du fait de cette décision terrifiante qui ouvre la porte à la mort !

Trois médecins doivent attester le caractère incurable de l'affection. Que se passera-t-il s'ils sont en désaccord ?

Avec l'article 4, une fois de plus, la femme, si elle est enceinte, se voit privée du droit accordé à son compagnon. L'article est, en effet, formel : « L'application des présentes dispositions est suspendue de plein droit lorsque la déclarante est en état de grossesse. » Plus de souci de dignité de l'individu. Peu importent la déchéance de la femme agonisante et sa souffrance. La liberté revendiquée pour l'homme — le droit de disposer de sa vie, le droit « de vivre sa mort » — ce n'est pas pour la femme en état de grossesse. Elle n'est plus un être humain à part entière ; elle n'est plus qu'un animal reproducteur, une génitrice tenue coûte que coûte de mener à bien la fonction que l'actuelle société exige d'elle, sans considération de sa personne.

Je voudrais enfin attirer l'attention sur le problème que pose l'article 5. Il s'agit de l'obligation faite au médecin de donner à l'intéressé qui en fait la demande écrite des informations sur son état de santé.

On retire au médecin la possibilité de poursuivre le traitement jusqu'à la fin. On l'oblige à dire au malade la vérité, toute la vérité, comme si elle était pareillement reçue par tous, comme si elle n'était pas, elle aussi, affaire de conscience individuelle, de psychologie.

Petit à petit, donc, on retire aux médecins, non seulement les moyens de soigner, mais aussi, comme si l'on ne leur faisait plus confiance, la possibilité de choisir en leur conscience, en fonction de la personnalité des malades qu'ils connaissent.

Le législateur, bravant la possibilité d'un retentissement nocif de l'information donnée au malade, devrait donc prendre la responsabilité d'obliger le médecin à dire ce qu'il sait ou du moins ce qu'il croit savoir de l'état de santé de celui qui lui adresse par écrit la demande d'information ?

La réponse du médecin devrait-elle être écrite, elle aussi, dans la sèche rigueur d'un texte figé ?

Le texte qui nous est proposé, plein de dispositions ambiguës, dangereuses à certains égards, se révélerait, on le voit, très rapidement inapplicable.

Inapplicable et de surcroît inutile, tant pour le malade que pour le médecin d'ailleurs.

En quoi, en effet, un malade a-t-il besoin que le législateur intervienne pour avoir le droit de refuser des soins ? N'est-ce pas là une manifestation évidente de la liberté individuelle ?

Le droit de traiter un malade, de commencer ou de poursuivre des soins n'a-t-il pas pour fondement, en toutes circonstances, la volonté de l'intéressé ?

Le médecin peut-il disposer, relativement au patient, de droits autres que ceux qu'il lui concède ?

D'ailleurs, le médecin au seuil d'examen délicats, le chirurgien qui prépare une intervention sur un enfant ou sur un vieillard intellectuellement débile n'exige-t-il pas une autorisation écrite d'un proche ?

Pourquoi donc un texte ? Pour protéger le malade inconscient, le malade en coma prolongé ? Mais nous avons déjà dit combien celui qu'il fut est peu autorisé à intervenir pour cet être nouveau qu'il est devenu.

Inutile ce texte et, plus gravement aussi, dangereux.

Il ne protège pas le médecin contre le plaideur.

On pourra toujours discuter du bien-fondé d'une décision d'interruption de soins par le praticien, à la faveur d'une rédaction imprécise, qui du reste ne peut guère être améliorée.

Ce texte ne normalise pas les rapports du médecin et de son malade. Il les altère, les enferme dans un carcan : le signataire de la déclaration qui active le droit de tuer ne va-t-il pas, fût-ce à un niveau inconscient, suspecter désormais tous les actes de son médecin ?

Les médecins, dans leur majorité, ne s'y trompent pas puisqu'ils refusent pareil texte, qui prétend légiférer sur un problème avant tout de conscience et qui, plutôt que d'instituer la possibilité de refuser « l'acharnement thérapeutique », risque, dans la conjoncture actuelle, d'instituer « l'abandon thérapeutique pour cause d'austérité ».

Voter une telle proposition pourrait ainsi satisfaire la panoplie malthusienne du « meilleur économiste de France » puis, de proche en proche, satisfaire le vœu bien connu d'Alexis Carrel qui, il y a quarante ans déjà, souhaitait que fût élargi le

champ d'application du refus de soins aux débilés profonds, aux déments, aux enfants mal venus, afin d'en épargner la charge à la société.

Il est vrai que, subrepticement, risque de s'introduire la sélection. L'euthanasie agonique acceptée, une brèche dangereuse est ouverte dans le respect de la vie humaine et, très vite, elle peut s'étendre aux moribonds, aux invalides, aux êtres anormaux, aux vieillards, à tous ceux, êtres diminués ou simplement différents, que les nazis qualifiaient de « sous-hommes » pour leur refuser le droit de vivre.

Ce texte nous paraît donc inapplicable. Il nous paraît inutile et dangereux et l'histoire justifie notre inquiétude.

En 1906, le Parlement de l'Ohio admit la pratique de l'euthanasie pour les incurables. Quelques mois plus tard, celui de l'Iowa l'étendait aux enfants anormaux.

Le code pénal de la République de Russie promulgué le 1<sup>er</sup> juin 1922 absolvait le meurtre par pitié. Six mois plus tard, on était contraint d'abroger la loi.

La loi californienne elle-même, à laquelle fait référence M. Caillavet et que notre rapporteur a si minutieusement étudiée tout à l'heure, est de fait inapplicable, comme son auteur, le député Baren Keene, a dû le constater lui-même.

Telles sont les raisons de l'opposition résolue du groupe communiste à un texte qui permettrait, en fin de compte, de conférer le droit de donner la mort.

Et cela à un moment où se prépare, avec la loi Berger, une attaque sans précédent contre la sécurité sociale, où se multiplient, particulièrement depuis l'été 1979, les pressions sur « la demande de soins », comme disent les technocrates, conjuguées aux pressions sur l'offre, c'est-à-dire sur les capacités du système de distribution des soins de répondre aux besoins.

Nous ne nous contentons pas, quant à nous, de souligner les ambiguïtés de la proposition qui nous est soumise. Nous dénonçons le cadre dans lequel elle s'intègre : la politique d'austérité et le climat de résignation auxquels le pouvoir et le patronat voudraient amener notre peuple à consentir. Nous appelons, nous, à l'action pour défendre et améliorer la sécurité sociale, cet incomparable outil de sécurité et de solidarité, créé au lendemain de la Libération, alors qu'il y avait au Gouvernement des ministres communistes, qui a contribué à mettre à la disposition des plus pauvres les techniques thérapeutiques les plus avancées et qui a permis à la fois un progrès considérable de la médecine et une éducation sanitaire de masse. Développer la médecine scolaire, la médecine du travail, la protection maternelle et infantile, favoriser l'essor de la recherche scientifique, c'est faire reculer les inégalités, la maladie, la souffrance, c'est réduire le nombre des maladies et des cas « incurables ».

Depuis ses origines, le mouvement ouvrier a lutté dans ce sens contre les hommes du grand capital, ceux-là même qui tentent aujourd'hui de culpabiliser les Français, ces « consommateurs inconsidérés de moyens thérapeutiques », comme disent nos gouvernants et leur majorité, et qui mettent en accusation les médecins coupables en somme d'acharnement dans la lutte contre la maladie et la mort.

Nous, qui nous sommes toujours opposés à ceux qui crient : « Vive la mort ! », nous sommes persuadés qu'en agissant de concert les assurés sociaux, les travailleurs des professions médicales et paramédicales, peuvent non seulement faire échec aux mesures anti-sociales que je viens d'évoquer, mais obtenir les moyens nécessaires pour garantir à chacun, jusqu'à son dernier souffle, les soins à la mesure des exigences et des possibilités de notre temps.

Gaston Beissette, le médecin-poète de la garrigue languedocienne, disait du praticien qu'il doit être un humaniste doué de savoir.

Tel devrait être aussi le législateur, tel entend être, en tout cas, le législateur communiste qui, avec tous ses camarades, est au service de l'homme pour son meilleur accomplissement, fût-ce en son heure dernière.

Tels sont, mes chers collègues, les motifs pour lesquels je demande au Sénat d'adopter la question préalable déposée par le groupe communiste.

**M. le président.** La parole est à M. Caillavet, contre la question préalable.

**M. Henri Caillavet.** Je voudrais tout d'abord me tourner vers vous, monsieur Lederman, car, malgré l'exposé des motifs de votre question préalable, malgré l'acharnement dont vous venez de faire preuve, vous n'avez, semble-t-il, pas convaincu le Sénat et surtout pas l'auteur de la proposition de loi.

Humaniste, je le suis sans doute plus que vous, par tradition, par éducation et par culture. Moi, je mets le doute au terme de toutes mes actions et croyez que je préfère assumer ma solitude que de vivre dans la cohorte dans laquelle vous vous complaisez.

Maintenant, je me tourne vers mes deux collègues MM. Girault et Mézard pour les remercier de la qualité de leurs rapports. Bien évidemment, ils m'ont déçu, ils m'ont même parfois blessé. Mais ils l'ont fait avec honnêteté, avec infiniment de probité ; monsieur Girault, je l'ai reconnu l'autre jour, car votre travail mérite attention et m'invite à réfléchir tout comme l'argumentation de mon collègue et ami M. Mézard qui est cosignataire avec moi du deuxième texte qu'il a été également contraint de rejeter à titre de rapporteur.

Alors je voudrais, à mon tour, avec beaucoup d'humilité, monsieur Girault, tenter de faire comprendre pour quelles raisons j'ai déposé ce texte, pourquoi je me suis soucié de ces débats.

J'ai connu dans ma vie personnelle des moments très difficiles, monsieur le secrétaire d'Etat, qui permettent d'ailleurs aux hommes de ma génération de pouvoir faire retraite en eux-mêmes. Lorsqu'on a été seul en prison ou condamné à mort, croyez que, là aussi, le doute vous envahit.

Certes, en tant que fils j'ai été ému, lorsque ma mère m'a demandé de lui donner la mort tellement elle souffrait. J'ai été sensibilisé lorsqu'un de mes amis franc-maçon comme moi qui aimait la vie, libre-penseur, un homme d'une très grande qualité intellectuelle et morale s'est retrouvé à la suite d'un accident dans un hôpital, envahi par les tubes et la machinerie, alors qu'il n'était qu'une épave végétative, et que je savais que si on lui avait demandé en cet instant suprême ce qu'il désirait, il aurait souhaité être « débranché » et mourir dans la dignité.

Certes, je connais un exemple professionnel au terme duquel un médecin trompé a été conduit à accorder, au-delà de sa conscience peut-être, des soins, une thérapeutique acharnée parce que, le neveu avait intérêt à la cause, et voulait régler en rentes Pinay les droits de succession.

Ce ne sont point ces cas qui m'ont sensibilisé à ce problème, mais c'est ma réflexion d'homme libre, c'est-à-dire d'un homme qui, à tout moment, se met en question pour aborder ce vaste problème.

Je voudrais répondre, monsieur le rapporteur Girault, à l'ensemble de vos observations. Je serai d'ailleurs, assez bref. En cet instant je ne veux pas lasser le Sénat qui vous a écoutés avec l'attention que les uns et les autres vous méritiez.

C'est vrai, monsieur Girault, ce texte est quelque peu novateur. Il ouvre des discussions philosophiques et, M. le secrétaire d'Etat a bien voulu également l'admettre, un débat moral, un débat de société, un débat culturel, un débat juridique aux confins de la liberté, de la liberté du malade et des devoirs du médecin, pour aboutir, si nous voulons suivre la logique de l'effort intellectuel, à une proposition de loi.

L'autre texte est beaucoup plus modeste, il est limité, il est focalisé. Il tend à éviter que les médecins ne soient poursuivis sur plainte abusive au cas où, se refusant à donner des soins qu'ils jugent inadmissibles, ils seraient traduits devant les tribunaux pour non-assistance à personne en danger.

Je voudrais, monsieur le rapporteur, vous indiquer cependant que j'éprouve un peu d'amertume. Mon seul regret, est que, le temps pressant, vous ayez survolé le deuxième texte alors que c'est sur celui-là qu'à mon avis vous deviez mettre l'accent, parce que c'est celui-là qui mériterait, j'en suis persuadé, d'être voté par le Sénat. Mais j'apprécie trop votre loyauté, votre confraternité — et, vous le savez, je vous porte infiniment de sympathie — pour que vous vous sentiez blessé par le propos que je viens de tenir.

Je veux donc débattre avec vous de ce droit pour une personne de vivre sa mort.

La mort est un problème de société, c'est un problème culturel, c'est un problème collectif. Je pourrais même être tenté de dire que les civilisations peuvent être jugées selon la qualité de leurs rites funéraires ; mais si, effectivement, la mort est bien un phénomène de société elle est, par nature, par essence, par nécessité, un problème personnel.

Jusqu'à maintenant, on parle de la mort et personne n'ose affronter sa mort, sa propre réflexion. Peut-être y suis-je plus attentif que d'autres — et je sais que vous-même, monsieur Girault, vous avez le secours de la foi — parce que je suis

matérialiste : je crois que ma vie n'a pas de finalité, que l'univers n'a pas de finalité, qu'aucune intelligence ne gouverne le monde en sorte que, véritablement, mon existence lorsqu'elle s'achèvera sera une « finitude ». Donc, il est vrai que, pour moi, la mort est une préoccupation de tous les instants je ne m'en cache pas. J'y pense, j'y pense toujours.

Cela dit, lorsque j'ai abordé ce débat sur la mort, c'était ma mort que j'envisageais et c'est toujours ma mort que j'envisage, en sorte que la proposition de loi que j'ai déposée, monsieur Girault — et vous ne l'avez pas à mon sens suffisamment souligné — est une « loi de minorité ». Je ne demande pas que vous subissiez « ma » loi ; je vous demande simplement que moi-même, Henri Caillaud, et quelques minoritaires, puissions bénéficier d'un texte législatif qui permettrait, je crois, de libérer de l'anxiété qu'ils éprouvent un certain nombre d'individus.

Il s'agit donc d'une loi de minorité. Elle ne contraint pas, pas davantage que la loi sur l'interruption de grossesse ne contraint les femmes de notre société : si une femme veut souffrir un avortement, elle est libre de le faire ; celle qui ne le veut pas est libre de n'y point recourir. Ce que je demande, c'est que l'on reconnaisse que ma mort, c'est d'abord mon bien, et que c'est la mort qui finalise mon existence. C'est même la mort, vous l'avez dit tout à l'heure également, monsieur le docteur Mézard, qui éclaire la qualité de notre propre vie.

J'ai donc le droit, je le dis avec simplicité, je pense avoir le droit de m'opposer à une survie végétative, c'est-à-dire — et je me tourne vers M. Lederman — à une vie simplement organique.

Monsieur Lederman, je ne suis pas fataliste, je suis, au contraire, un volontariste et j'ai une morale volontariste. Si je ne croyais pas au progrès, si je ne croyais pas être le compagnon de Prométhée, je ne mériterais pas d'être législateur.

Jadis, c'étaient les sorciers, les devins, les grands prêtres de religions engouties qui dominaient la mort. Depuis quelques siècles, ce sont au moins les prêtres et, depuis quelques décennies surtout, ce sont les médecins qui règnent sur la mort. Ce sont les nouveaux maîtres.

Je dis qu'à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, il faut prendre en compte la liberté, il faut savoir en tenir compte et l'intégrer parce qu'il est convenable d'admettre que les médecins — vous l'avez tous reconnu — n'ont pas plus de droits que ceux que je leur confère.

De fait, la connaissance médicale — et j'en appelle aux médecins qui sont parmi nous — le savoir médical ne débouche pas sur un droit à « décider ». La décision appartient essentiellement à l'homme qui va mourir, à celui qui est cerné par la détresse. Ce droit est imprescriptible ; c'est le droit de la personne humaine, c'est un droit fondamental.

Lorsque tout à l'heure, j'entendais les deux rapporteurs, je regrettais pour un instant qu'ils n'aient pu mieux converser avec moi, débattre avec moi, dialoguer avec moi, parce que sans doute — vous avez eu raison de le souligner — les termes que j'ai employés dans ma proposition de loi sont un peu incertains. Mais quelle critique, cher maître Girault, avez-vous formulée à l'endroit de ce texte et combien vous aviez raison, car au fur et à mesure que vous cheminiez je reconnaissais les erreurs que j'avais accumulées sur ce chemin envahi par les ronces.

Mais ce qui compte, c'est la direction suivie. Alors je déclare à l'un et à l'autre rapporteurs que j'ai cependant le droit de m'abandonner à l'inévitable et de m'opposer à cet acharnement que nous avons connu pour le général Franco, que nous venons, hélas ! de connaître pour le maréchal Tito. Un acharnement qui est motivé par qui ? Parfois par la famille, parfois par des soucis sentimentaux, c'est vrai ; mais quelquefois aussi — et je pèse mes mots — par des expériences médicales.

Me tournant à nouveau vers les rapporteurs, je précise que cette loi de minorité m'a été inspirée par le document législatif californien dont je reconnais les faiblesses et les mérites.

Monsieur Girault, sur 20 000 citoyens californiens, savez-vous combien de personnes ont signé le texte « testament de vie » ? A peine 2 500. En France — j'ai reçu une correspondance nombreuse à ce sujet — nous pourrions être 1 500, 1 800, 2 000 capables de signer ce testament de vie. C'est vous dire que nous sommes une minorité et c'est pour cette minorité que je plaide, c'est pour elle que j'entends défendre ce texte.

Je m'inclinerai si le Sénat ne croit pas pouvoir m'accompagner ; avec tristesse, peut-être, mais avec lucidité car je suis un démocrate et je ne prétends pas, en cet instant, détenir la vérité. Je suis de bonne foi ; je vais à ma quête, je cherche et je ne sais pas si j'ai trouvé.

Monsieur le rapporteur Girault, cette loi de minorité inspirée par la loi californienne est aussi inspirée par la décision du Conseil de l'Europe qui, en 1976, a considéré que l'homme devait mourir dans la paix et la dignité et s'opposer à ce que l'on convenait d'appeler — je reconnais que le mot n'est pas satisfaisant — l'acharnement thérapeutique.

Cette loi de minorité est inspirée par les entretiens que j'ai eus avec deux de mes amis, hélas ! aujourd'hui décédés, le professeur Monod et Jean Rostand. On a, monsieur Lederman, les amitiés que l'on mérite ! C'est vrai que j'étais l'ami de Monod ; c'est vrai que j'étais l'ami de Rostand. C'est en eux, dans leur enseignement, que j'ai puisé cette réflexion permanente qui m'habite et qui me permet, aujourd'hui, quelquefois de croire que j'ai raison et, trop souvent aussi, de penser que j'ai tort.

Personne n'a le droit de confisquer ma mort. Je répète pour vous, messieurs les rapporteurs, que ma loi est précautionneuse. Elle n'aboutit pas à l'euthanasie, et vous le savez bien. J'ai été confronté au professeur Barnard, à Marc Oraison, soit à la télévision, soit dans de longs dialogues. J'ai toujours dit que jamais — parce que, précisément, j'ai connu des épreuves épouvantables — je n'accepterai que l'on puisse ouvrir, voire entrebâiller cette porte vers l'euthanasie active. Sinon, le pire serait à craindre, la désolation pourrait, à ce moment-là, s'appesantir sur l'humanité. Donc, résistons.

Mais, monsieur le rapporteur, ma proposition de loi rejoint, concrétise de nombreux travaux accomplis à la fois par le corps médical, par les juristes et par les ecclésiastiques. Je vous citerai les colloques les plus importants.

Vous avez tout à l'heure parlé du professeur Braun. C'est le premier qui a imaginé le droit de mourir à son heure. Je l'ai entendu. Nous avons discuté et il a conclu, c'est vrai, au terme d'un colloque qui a eu lieu à Limoges en 1976, sur un texte conforme au mien.

Il est également vrai qu'à Strasbourg, en novembre 1976, au cours d'un colloque sur « le malade, le médecin et la mort », le révérend père Riquet, que vous avez cité, a déclaré qu'il fallait « éviter de se livrer à l'acrobatie thérapeutique, sans espoir pour le mourant ».

A Marseille, aux journées médicales, on a même imaginé la notion de « testament de soins », et le colloque qui s'est déroulé dans cette ville a conclu que l'on pouvait accepter cette notion.

Mais puisque vous êtes juriste, monsieur le rapporteur, et que nous avons peut-être, l'un et l'autre, le défaut de l'être passionné, voulez-vous me permettre de vous dire que certaines décisions de justice audacieuses, généreuses, mais que ma proposition de loi n'habille pas de façon juridique, concluent, en vérité, à ne pas pénaliser ceux qui se livrent à l'acharnement thérapeutique actif ou même ceux qui commettent des crimes. Si je me réfère à la jurisprudence — Colmar en 1962, Chambéry en 1966, Avignon en 1970, Metz en 1972, Aix-en-Provence en 1977 et même la Grande-Bretagne en 1978 — j'y relève qu'un fils incurable est tué par son père, lequel est acquitté, qu'une mère est acquittée pour avoir tué sa fille incurable, qu'un mari est acquitté pour avoir tué sa propre femme incurable.

Si la loi est aveugle, alors la morale est oubliée.

Il n'est pas convenable, cependant, qu'au prétexte d'incapacité, un témoin, c'est-à-dire l'autre — le mari, le père, la mère ose sacrifier pareillement la vie d'une autre personne. Ou alors, nécessairement, il faut qu'il encoure les foudres de la loi, la sanction de la loi, quitte à ce que les jurés populaires l'acquittent. Je suis respectueux des décisions de justice. Il faut donc légiférer avec honnêteté.

Monsieur le rapporteur, je voudrais vous rappeler — il semble que vous l'avez quelque peu ignoré — que le texte que j'ai signé, qui s'inspire de la loi californienne, mais aussi de la loi danoise et néerlandaise — un grand débat a lieu en ce moment aux Pays-Bas sur ce sujet — est applicable non seulement en Californie, mais également dans l'Arkansas, en Caroline, au Nevada, dans l'Oregon, le Texas, le Nouveau Mexique, c'est-à-dire dans de nombreux Etats.

Vous avez fait état de sondages et je vous remercie d'avoir eu cette honnêteté qui, d'ailleurs, est tout à fait naturelle chez vous. Le sondage Harris, que vous n'avez pas rappelé, mais qui a été effectué lorsque le texte que j'ai déposé sur le bureau du Sénat a été connu par la grande presse, posait la question suivante : « A propos du texte de M. Caillavet, accepteriez-vous le prolongement mécanique de votre vie ? » La question n'était peut-être pas bien rédigée, mais je la prends comme elle est. Les catholiques interrogés ont répondu à 70 p. 100 qu'ils étaient favorables à mon texte. Peut-être n'en connaissaient-ils pas la portée ou tout au moins les insuffisances juridiques ! Ont éga-

lement répondu favorablement 75 p. 100 des juifs et 76 p. 100 des protestants. Je donne ces résultats, pour votre enseignement, monsieur Lederman, car vous êtes un excellent confrère et je ne doute pas de votre probité. Vous ferez de cette moisson, j'en suis sûr, le meilleur miel qui soit !

Après le dépôt de ma proposition de loi, il y a eu également le sondage Sofres, que vous avez cité et sur lequel je ne reviendrai pas. Je note cependant que 51 p. 100 des médecins — ce pourcentage est significatif — ont admis l'euthanasie passive. Il y a là une évolution à laquelle, monsieur le rapporteur, vous avez fait allusion avec beaucoup de courage, ainsi que M. le docteur Mézard.

Nous sommes maintenant devant un autre monde, un monde nouveau qui s'ouvre à notre réflexion. M. le ministre a eu tout à l'heure l'obligeance — j'y ai été sensible, car c'était un témoignage, me semble-t-il, de sympathie à mon endroit — de rappeler que j'avais ouvert un débat de société. Dès lors, nous seront amenés, demain, à débattre encore de ce redoutable problème.

Ma loi, cher docteur Mézard, n'est pas contraire au serment d'Hippocrate. Je me méfie beaucoup de ma traduction, je préfère m'appuyer sur un texte officiel, un *corpus*. Lorsque vous avez prêté serment, vous n'avez pas prêté serment de maintenir quelqu'un en vie. Vous avez prêté serment de faire l'impossible pour qu'il ne souffre pas et de mettre votre art, votre science au service de ce malheureux, et c'est déjà beaucoup.

Je vais maintenant m'en référer aux déclarations de Pie XII. Vous savez que je suis très ouvert, très généreux. Si vous détenez la vérité, ce que je souhaite, et si je ne la détiens pas, ce que je ne voudrais pas, j'ai quand même lu les déclarations d'hommes engagés et qui ont charge d'âme. Que déclarait Pie XII ? Il disait, et cette déclaration, au demeurant courageuse, lucide, est parfaitement humaniste : « Si le mourant y consent — vous entendez bien — il est permis d'utiliser des narcotiques qui apaiseront ses souffrances mais entraîneront ainsi une mort plus rapide. »

Dans ce cas, en effet, la mort n'est pas voulue directement, mais elle est inévitable et des motifs proportionnés autorisent des mesures qui hâtent sa venue.

Messieurs les rapporteurs, ma loi ne demande que cela. Je l'ai peut-être formulée d'une manière imparfaite par rapport à la langue précise de Pie XII, mais, croyez-moi, ce n'est que cela que je réclame.

Je voudrais ouvrir une courte incidente. Dans le domaine de la religion, c'est-à-dire dans le domaine du contingent, il n'y a que Dieu qui est nécessaire. Or dans la mesure où je ne l'admets pas, où je le rejette, il n'y a pas de nécessité pour moi.

Monsieur Girault, lorsque le médecin ne maîtrisait pas la souffrance, que disait l'Eglise ? Elle disait que Dieu, votre Dieu, notre Dieu était justicier et que la souffrance de l'homme sur terre et la souffrance de l'agonie étaient expiatoires. Puis les savants ont maîtrisé la douleur, les médecins, aujourd'hui, parviennent à la dominer. Alors, ce n'est plus un Dieu justicier, c'est un Dieu de bonté, un Dieu de miséricorde, un Dieu évangélique. On vous dit : « Vous allez mourir, mais pour l'au-delà, sans souffrance. » Là aussi, vous le voyez, il y a eu évolution dans la conception de Dieu, Dieu terrifiant d'abord, puis Dieu d'amour et de pardon.

J'ai suffisamment d'humilité pour reconnaître mes erreurs, je le dis sans cesse. Sans doute avez-vous raison lorsque, les uns et les autres, puisque je vous ai tous écoutés, vous me dites : « Vous auriez dû vous contenter d'ouvrir ce débat, ce dialogue et cette concertation, mais vous n'auriez pas dû légiférer, aboutir à un texte. »

Monsieur le rapporteur de la commission des lois, ma proposition législative refuse simplement l'exploit thérapeutique pour l'exploit. Je ne veux pas la reprendre, vous la connaissez, vous l'avez analysée, vous en avez suffisamment souligné les imperfections pour que, désormais, je veuille la complimenter. Elle est sans doute médiocre, mais elle a l'immense avantage d'exister. Je n'ai qu'un regret, c'est que la commission n'ait pas voulu l'amender. J'espère bien que vous vous opposerez à la motion préalable de M. Lederman qui vient un peu comme le dernier soldat sur le dernier carré, au moment où l'avantage ne lui appartient plus, pour que nous sachions si le Sénat, par la suite, accepte ou rejette mon texte.

Je répète, monsieur le rapporteur, et je m'adresse également au docteur Mézard, avec lequel je me suis entretenu maintes fois de ce sujet : ma loi ne va donc bénéficier qu'à celui qui le voudra. Je vous demande de bien vouloir le reconnaître. Je ne dis pas autre chose.

Je veux une loi pour une minorité qui refuse le sauvetage impossible. C'est bien ma conception de la vie que vous devez respecter. Je vous demande d'accepter de reconnaître une minorité pour qui l'existence végétative n'a pas de sens.

Dans votre exposé, monsieur le secrétaire d'Etat, vous demandiez ce qu'est une existence végétative. Je vais vous le dire d'un mot. Vous citiez Jankelevitch. Lorsque je préparais ma licence de philosophie à la faculté de Toulouse, je l'ai eu comme professeur. C'était son premier poste. J'ai toujours eu pour lui une affectation profonde. Il m'arrive de débattre face à lui, même à la télévision, et c'est toujours pour moi une épreuve redoutable.

Qu'est-ce que l'existence végétative ? C'est l'instant où un homme ne peut plus intégrer le monde extérieur, où il ne peut plus communiquer avec ce monde, l'instant où sa lumière intérieure ne lui permet plus d'appréhender ce monde universel, où il ne peut plus dialoguer avec l'extérieur. C'est cela l'existence végétative.

Peu m'importe de vivre si, demain, je suis une épave, si je ne peux exister que soutenu par des mécanismes, si mon cerveau n'est plus capable d'appréhender cette lumière qui vient de l'extérieur.

L'existence végétative, c'est cette absence de communication. La mort ne m'effraie pas. Ce que je trouve pitoyable, c'est le vieillissement, le délabrement.

Vous qui êtes des législateurs, pourquoi ne voulez-vous pas légiférer pour la minorité que je représente ? Est-ce que je ne mérite pas que vous m'entendiez ? Voulez-vous quand même m'enfermer dans un ghetto ?

Ne comprenez-vous pas que c'est en commun, dans un dialogue permanent, que nous pourrions peu à peu dégager des textes meilleurs pour tous les hommes, pour ma minorité ?

Je ne veux pas faire antichambre dans la souffrance. La souffrance est essentiellement déchéance et elle est inutile.

La survie matérielle grâce à l'appareillage c'est, au sens plein, au sens biblique du terme, une impiété. Lorsque l'œuvre est accomplie, il faut qu'elle s'achève et que nous puissions disparaître avec dignité. C'est là le maître mot qui a toujours conduit ma pensée au moment de l'élaboration de cette proposition de loi, un peu audacieuse, j'en conviens, mais qui a satisfait mon esprit, c'est-à-dire ma conscience.

Il faut par-dessus tout — et ce seront les derniers mots que je vous adresse, messieurs et chers collègues rapporteurs — qu'au dernier instant l'homme cesse d'être un objet. Il faut essentiellement que l'homme reste debout, c'est-à-dire qu'il ait le respect qu'il mérite, mais surtout qu'il reste un sujet. Il faut qu'il puisse librement aborder cette ultime épreuve.

Vous avez dit les uns et les autres, avec infiniment d'attention et d'honnêteté, que la liberté du malade est plus grande que celle du médecin. J'ajouterai, monsieur Girault, qu'elle est plus grande que la liberté de sa famille, car je ne reconnaîtrais pas à ma femme ou à mes fils — j'ai la joie d'en avoir quatre — le droit de m'imposer leur décision. Personne d'autre que moi-même n'a ce droit. La volonté du malade s'impose à la famille comme au médecin.

C'est pour toutes ces raisons, mes chers collègues, que je vous demande de ne pas suivre les conclusions de vos deux rapporteurs, précisément pour que puisse s'engager non pas ce soir, mais à terme, devant la commission, ce débat essentiel sur le texte que j'ai présenté et qui, j'en suis convaincu, mérite une sanction d'évidence.

En réalité, celui qui a sans doute le mieux jugé la proposition législative et celui qui pourrait le mieux juger votre rapport, monsieur Girault, serait Louis Rougier, qui a écrit, dans *Le Figaro* du 4 mai 1978, ce qui suit : « On peut se demander si les discussions au sujet du droit de vivre sa propre mort ne proviennent pas d'une simple erreur de langage, c'est-à-dire d'une erreur sémantique. Au terme de « vie », si l'on substitue celui de « santé », tout s'éclaire. La médecine a pour but de sauvegarder la santé et de combattre la douleur, et non de pérenniser la maladie et la souffrance, comme le fait l'acharnement thérapeutique. Alors, et alors seulement, le serment d'Hippocrate reprend toute sa signification. »

Mais je veux bien admettre, monsieur le rapporteur, qu'il n'est pas opportun de débattre aujourd'hui de ce texte. J'ai déjà satisfaction et, là aussi, vous avez eu la loyauté d'affirmer du haut de cette tribune que lorsque j'ai déposé mon texte l'Ordre des médecins s'en était emparé. Son président, M. Lortat-Jacob, de la loyauté de qui je me suis permis quelquefois de douter en matière d'avortement, m'avait envoyé une lettre d'une sévérité extrême. Mais, par la suite, il est devenu partisan

de l'interruption de grossesse, ce qui prouve que, là encore, il faut avoir beaucoup d'humilité, comme j'en ai moi-même, car je me trompe souvent comme peuvent se tromper les médecins et aussi les législateurs.

Mais, monsieur Girault, ce qui est très important dans cette discussion, c'est que dans la modification apportée par le décret du 20 juin 1979 améliorant le code de déontologie, je retrouve les échos de ma proposition législative. C'est pourquoi je vous ai dit qu'il n'était peut-être pas indispensable de légiférer sur ce texte bien que, plutôt qu'un décret, j'aurais préféré une loi. Est-ce vous, législateur, qui pourriez me le reprocher ?

Pourquoi ne pas, nous, légiférer au lieu de laisser ce soin au ministre de la justice ou peut-être au ministre de la santé, c'est-à-dire, en définitive, à des fonctionnaires estimables, mais qui n'ont pas nos responsabilités politiques ?

Mais j'ai pour partie satisfaction et, en cela, je peux, en effet, déclarer que j'ai au moins été entendu.

J'en arrive alors, mes chers collègues, très rapidement, à la deuxième partie de ma démonstration. Il s'agit de la proposition de loi que j'ai rédigée avec M. Mézard et qui tend à compléter l'article 63 du code pénal, afin qu'un médecin qui refuserait des soins intensifs qu'il jugerait lui-même inexcusables parce qu'ils n'entraîneraient qu'une survie végétative, ne fasse l'objet de poursuites, de la part des tiers, c'est-à-dire de la famille, ici d'une bru, là d'une femme éplorée ou ailleurs d'un neveu cupide. En effet, M. Mézard a eu soin de rappeler que, depuis quelque temps, de nombreux procès sont intentés à l'encontre des médecins de France.

Le médecin est concerné, c'est vrai, lorsqu'il est face à la mort, en tant que médecin moderne, par les énormes difficultés de la technique. Il est concerné par les nouvelles données psychologiques des individus qui s'éclairent et qui viennent à la connaissance médicale. Il est concerné par le problème de la morale, de l'évolution de la société.

Car, monsieur Lederman, nous ne sommes plus des hommes de Cro-Magnon. Si je ne croyais pas au progrès, nous serions encore vêtus de peaux de bête. Faites en sorte que certaines de vos propositions n'entraînent pas le monde à rebours, c'est-à-dire vers le néant.

Oui, je vous dis, messieurs les rapporteurs, il vaut mieux avoir une loi écrite qu'un droit prétorien, et là je reprends vos propos, monsieur Girault. Il vaut mieux que vous disiez, dans un texte certes bien modeste, que lorsqu'un médecin est sollicité par un malade conscient — cela va de soi ; il faut toujours rappeler les vérités essentielles — de renoncer à continuer ses soins, on ne s'ingénie pas, par des artifices, à les lui imposer.

Je demande également, lorsque le malade est inconscient, et quel que soit l'environnement, celui de la famille tout particulièrement, qui peut souvent trouver intérêt à prolonger la vie du malade, que le médecin, lorsque vraiment il a le sentiment que le cas est désespéré, comme je l'ai indiqué tout à l'heure pour un cas précis que j'ai connu, puisse dire : « J'interromps les soins ; désormais, l'inévitable doit s'accomplir. Si vous n'êtes pas satisfait, vous famille, vous femme, vous fils, vous enfants, vous neveu, vous petit-fils, peu m'importe, je n'encours aucune sanction. Dans ces conditions je suis en paix avec ma conscience et avec la société. »

Telle est la signification de la proposition de loi que nous avons déposée, notre collègue M. Mézard et moi.

Vous m'avez reproché la mauvaise rédaction du texte au point de vue juridique. Mais cette rédaction émane non pas de moi, mais d'un professeur de droit. Sans doute n'est-ce pas une raison suffisante, vue que les professeurs de droit ne connaissent pas le droit et ne le comprennent pas davantage. (*Sourires.*) Mais, cela étant admis, je suis bien obligé de vous dire qu'il a été pour partie rédigé par un professeur de droit.

Pourquoi ai-je agi ainsi ? Parce que, précisément, j'avais eu auparavant une conversation avec le révérend père Riquet, pour qui j'éprouve une très grande sympathie intellectuelle et une vive admiration en tant qu'homme. Vous le voyez, nous n'avons pas que de mauvaises fréquentations. (*Nouveaux sourires.*) Un soir, je l'ai accompagné dans ma voiture, et nous avons longuement bavardé sur le problème de la mort. Avouez que le bavardage nocturne, à cet âge, passe l'entendement ! A cette occasion, il m'a dit : « Cher monsieur Caillavet, pourquoi vous entêtez-vous — acharnement ! — à déposer ce texte alors que vous avez la faculté de modifier l'article 63 du code pénal ? » C'est alors qu'il a exposé ce que vous retrouvez aujourd'hui dans la proposition de loi.

Comme je suis un homme simple, je me suis alors adressé à un homme vertueux, à notre collègue M. Mézard — le terme « vertueux » étant entendu dans son sens noble ! (*Sourires.*) —

pour lui demander — et je parle sous votre contrôle, monsieur le rapporteur pour avis : « Un texte semblable serait-il de nature à vous choquer ? » Et notre collègue, ancien interne des hôpitaux de Paris, obstétricien, m'a répondu : « Pas du tout, ce texte est même conforme à ce que je pense. »

Alors, ayant eu la chance de me trouver accompagné par le révérend père Riquet, qui a ouvert mon esprit, de rencontrer un professeur de droit qui m'a dit : « Eurêka ! C'est parfait, je rédige », puis d'avoir le compagnonnage — car j'ai des compagnons ! — de notre collègue Mézard, je me suis dit : pourquoi M. Girault serait-il hostile à ce texte ?

Voilà pourquoi, monsieur le président, arrivant au terme de ce long propos et me tournant vers le rapporteur au fond — j'allais dire le procureur pour quelques instants. (*Sourires.*) — je déclare à M. Girault : « Mon cher collègue, j'accepte votre rapport lorsque vous condamnez mon premier texte, car il est peut-être insuffisant, mais le second me paraît raisonnable, et ne considérez pas qu'il est le corollaire du premier car je n'ai pas essayé, par un artifice, de reprendre d'un côté ce que vous me refusez de l'autre — « donner et retenir ne vaut ».

Ce texte a été écrit de bonne foi ; c'est un texte humain et je crois qu'il correspond à la nécessité.

Si j'ai, d'un côté, le décret et, de l'autre, la proposition de loi, la minorité que je représente pourra se déclarer satisfaite et, à tout le moins, elle pourra vous en remercier. (*Applaudissements sur un certain nombre de travées.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.** Monsieur le président, je regrette de prendre la parole après M. Caillavet, qui a repris et expliqué à la tribune les arguments qui l'ont conduit à déposer sa proposition de loi.

En fait, je vous avais demandé la parole pendant l'intervention de M. Lederman, qui, me semble-t-il — et c'est à lui uniquement que je vais répondre — a terni ce débat.

Nous menons une discussion philosophique et importante sur un sujet qui touche la conscience de chacun. Nous essayons d'aller au fond de ce problème et, pas plus que vous, monsieur Lederman, ni que quiconque, je n'ai le monopole du respect de la vie ou celui du respect de la mort.

J'aurais aimé, vous connaissant et sachant l'homme que vous êtes, que vous restiez dans ce débat maître Lederman. Aussi ai-je trouvé un peu ridicule que vous vous fassiez l'idéologue d'un parti qui n'a cessé, en fin de compte, de ternir la discussion que nous avons.

Je vous dirai, puisque vous n'avez cessé d'attaquer mon collègue M. Barrot, au sujet de la sécurité sociale et du combat courageux qu'il mène, que le Gouvernement a conscience de sauver l'outil qui a été créé — vous l'avez rappelé — à la Libération. Je suis persuadé que c'est par les mesures difficiles que le Gouvernement et la majorité du Parlement ont accepté de prendre que nous sauverons la sécurité sociale de tous les Français, malgré les obstacles.

Vous évoquiez tout à l'heure, dans votre propos, des écriteaux ou des pancartes que vous verriez ici ou là. Vous et vos amis, qui n'avez jamais voté le budget de la France depuis bien longtemps, ne vous prévaluez pas, car je vous en dénie le droit, de parcourir la France et de voir ce qui a été fait en matière hospitalière, en matière d'accueil des vieillards et en matière sociale.

Nous avons, vous le savez mieux que quiconque, l'une des législations les plus avancées du monde. Nous ne devons pas pour autant ralentir notre effort ; nous devons le poursuivre. Mais, à la différence de ce que vous faites, nous le poursuivons avec la majorité des Français alors que vous, en idéologue, vous essayez de l'accomplir avec un groupe ou une fraction, et vous ne réussirez jamais. (*Applaudissements sur un certain nombre de travées.*)

**M. Charles Lederman.** Je demande la parole.

**M. le président.** Je ne puis vous la donner pour l'instant, monsieur Lederman.

Quel est l'avis de la commission sur la question préalable ?

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Monsieur le président, le seul avis que je puisse formuler pour le moment est relatif à la question de savoir si le Sénat va prendre une décision positive ou négative sur la question préalable.

J'ai bien l'intention de répliquer tout à l'heure à M. Caillavet si la question préalable n'est pas votée, et vous pressentez dès maintenant quelle va être à ce sujet la position de la commission des lois.

Les membres de cette commission qui ont étudié les propositions de loi m'ont chargé d'établir un rapport, et je l'ai développé. Comme les auteurs des deux propositions de loi, la commission a souhaité que la Haute Assemblée soit saisie de ses conclusions négatives.

Je serais aujourd'hui illogique si je refusais le débat. Je souhaite même qu'il s'instaure. C'est pourquoi la commission des lois est hostile à la question préalable.

Si celle-ci est votée, on devra considérer la décision de la Haute assemblée comme équivalant à un rejet au fond des deux propositions.

Si la question préalable est rejetée, nous continuerons le débat au fond, car j'ai bien le sentiment qu'il a été en fait engagé. Je redemanderai la parole pour expliquer à M. Caillavet quelles sont les raisons qui me font penser, après son intervention, que la commission des lois persiste dans ses conclusions.

**M. le président.** Je vais mettre aux voix la motion opposant la question préalable.

**M. Charles Lederman.** Puis-je intervenir maintenant ? J'ai été pris à partie personnellement.

**M. le président.** Non, monsieur Lederman car aux termes de l'article 36 du règlement la parole est accordée, mais seulement en fin de séance, au sénateur qui la demande pour un fait personnel.

Je mets aux voix la motion n° 1 tendant à opposer la question préalable.

(*La motion n'est pas adoptée.*)

**M. le président.** Personne ne demande la parole ?...

La discussion générale est close.

Je vais maintenant consulter le Sénat sur les conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition de loi.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Nous avons tous écouté, avec beaucoup d'attention, les propos de notre collègue, M. Caillavet, et j'avais le sentiment, en buvant ses paroles, que nous faisons une très longue partie du chemin ensemble.

Lorsque j'ai rédigé, l'été dernier, le rapport écrit — est-ce la déformation professionnelle de l'avocat ? Je n'en sais rien — j'avais deviné ce qui pouvait m'être objecté par l'auteur de la proposition de loi. Car, mon cher collègue, ce que vous avez dit tout à l'heure correspondait à mon attente quant aux objections que vous pouviez faire aux conclusions de la commission des lois.

Vous avez évoqué tout à l'heure la mort de Franco, celle du maréchal Tito. Vous auriez pu ajouter celle de Houari Boumediène. Ce sont trois hommes d'Etat dont la vie a été prolongée artificiellement dans des conditions, disons exceptionnelles pour ne pas employer un euphémisme, mais tout le monde a compris ici que, loi ou pas loi, c'est la raison d'Etat qui a été l'élément moteur de la décision de l'entourage de ces chefs d'Etat. Ces exemples sont totalement étrangers à notre débat, qui est celui de l'individu simple, sans galons, sans titre de gloire ni de noblesse, de l'individu qui, à un moment donné, se trouve confronté avec sa mort.

Vous avez même parlé, voulant être très précis, de « votre mort » et vous avez ajouté que ce que vous demandiez, c'était une « loi de minorité » pour des gens tels que vous, qui se soucient des conditions dans lesquelles ils vont quitter leur vie terrestre.

Ici, j'ouvre une parenthèse. Bien qu'ayant la foi, la mort est, pour moi, une préoccupation constante et je ne suis pas sûr que, lorsque l'heure sera venue, j'aurai la force suffisante pour l'accepter comme certains le font. J'ai des doutes.

Je crois à une vie dans l'au-delà, mais j'admets fort bien que, en dépit de la foi que l'on peut avoir, on ait, parce que l'on est homme de chair et de sang, des hésitations et qu'on ne sache pas bien mettre en pratique, au moment fatal, des principes que l'on croyait avoir suffisamment assimilés au point d'espérer les vivre.

C'est une partie du chemin que nous accomplissons ensemble et rien ne nous sépare vis-à-vis de cet aspect de la question.

Le chemin se poursuit et nous demeurons encore ensemble. Lorsque j'ai rédigé mon rapport, je me suis rendu compte — peut-être après vous, monsieur Caillavet, car vous avez abordé ce

problème avant moi, le dépôt de votre proposition de loi étant évidemment antérieur aux réactions de la commission des lois et de son rapporteur — que les conceptions et les mœurs avaient considérablement évolué.

La parution du décret du 28 juin 1979 portant révision du code de déontologie médicale, je l'ai considérée — comme vous-même car vous ne pouviez avoir connaissance de ce texte qui n'existait pas quand vous avez rédigé votre proposition — je l'ai considérée, dis-je, comme la consécration d'une conception moderne résultant d'une évolution qui est totalement conforme à vos propres convictions comme aux miennes.

A propos de l'église catholique, vous avez dit qu'elle n'avait pas toujours envisagé le problème de la mort de la même façon et que, durant de longs siècles, elle était restée très fermée à cette approche qu'aujourd'hui le monde moderne envisage volontiers. A plusieurs reprises vous m'avez interpellé — je ne prends pas cela dans un sens péjoratif — sur un plan plus personnel, au-delà de mon mandat de sénateur, en me faisant observer que, puisque j'avais la foi, j'avais aussi enregistré tous les oukases de la religion. Et vous avez ajouté que la religion avait été hostile, cruelle quelquefois, et avait une conception des « fins dernières » de l'homme qui n'était pas très libérale.

Croyez bien que je distingue fort bien la foi de la religion, car celle-ci est une succession de décrets que l'Histoire a enregistrée et qui évolue.

En effet, on le constate aisément, l'église catholique connaît une évolution. La position de Pie XII, pour n'évoquer qu'un passé récent, est une attitude que j'admets.

Finalement on s'aperçoit, toutes références confondues puisées ici ou là dans les domaines où nous pouvons pénétrer pour savoir ce que tel ou tel peut penser du sujet, que nous sommes tous d'accord.

Un médecin a sur le patient seulement les droits que celui-ci lui consent. C'est tout à fait vrai. Or il n'est pas besoin à cet effet d'une loi, fût-elle « de minorité », parce que ce droit existe et n'est pas contesté. Sur cette partie du chemin encore, nous sommes ensemble, mais, ce droit étant admis par tous, une loi n'est pas nécessaire pour l'affirmer.

Je comprendrais que vous insistiez dans la mesure où des décisions de jurisprudence, ou une évolution du droit qui vous semblerait dangereuse, tendrait à compromettre ce qui est aujourd'hui consacré par l'opinion, une sorte de consensus, fût-il implicite, mais ce n'est pas le cas.

On ne peut pas dire que se manifeste en France, à raison de l'application d'une telle volonté, le désir de voir disparaître des procédés de survie qui sont intolérables, un acharnement répressif qui procéderait d'une volonté des pouvoirs publics de poursuivre tel médecin qui a pris telle initiative alors que...

Ce n'est pas le cas et les exemples que vous avez donnés de certaines décisions jurisprudentielles, qu'elles aient émané des tribunaux correctionnels ou des cours d'assises, prouvent, puisqu'il s'agit là de jurys populaires, qu'on prend conscience de cette évolution, que le droit positif est en train de s'adapter merveilleusement bien à une situation qui est difficile, et que le droit prétorien — que vous connaissez, car vous êtes avocat — évolue conformément à la volonté d'une opinion effectivement de plus en plus hostile à l'acharnement de survie.

Dans ces conditions, je ne discerne pas en quoi la thèse que vous avez soutenue s'oppose à une opinion qui serait contraire, à un acharnement répressif, à des situations qu'il faudrait abolir.

Tel n'est pas l'état de fait et c'est pourquoi il ne me semble pas utile de légiférer. Cela ne deviendrait nécessaire que si des décisions absolument scandaleuses ou intolérables venaient contredire ce que nous considérons comme un consensus ; or ce droit que vous revendiquez pour vous, j'estime que vous l'avez.

Au bout du compte, vous avez admis que le texte que vous avez déposé pouvait être imparfait. Croyez-moi, je pratique aussi l'humilité en matière de rédaction, mais il était de notre devoir — pardonnez-moi ce terme vulgaire — « d'éplucher » votre texte et, en le faisant, j'avais conscience de mon incapacité à remplacer telle formule que vous avez employée par une meilleure.

Je me disais : que diable, ...

**M. Henri Caillavet.** Ne parlez pas du diable ! (Sourires.)

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** ... puisque ce droit à l'euthanasie passive n'est pas contesté par notre législation, que la jurisprudence l'a reconnu dans un cas que j'évoquais tout à l'heure, l'affaire Gatineau, pourquoi vouloir légiférer alors que

la proposition de loi ne comporte pas en elle-même les moyens de son efficacité puisque nul, et surtout pas le législateur, ne peut obliger quiconque à décider que l'on va débrancher tous ces instruments imposés au malade mourant ?

C'est dans cet esprit que la commission des lois a considéré qu'il fallait en rester là. Les mœurs et les conceptions ont évolué, nous le constatons. Laissons donc cette évolution se poursuivre !

C'est pourquoi je demande au Sénat, sur cette première proposition de loi, de confirmer la décision négative de la commission des lois.

D'ailleurs, vous avez ajouté que l'article 63, tel que vous proposiez de le modifier — nous en reparlerons tout à l'heure — était préférable et que vous étiez prêt à abandonner votre premier texte.

J'en prends acte. Mais, au terme de cet échange de vues qui a lieu entre nous, nous nous rendons compte que nous sommes en désaccord non pas sur le fond, tant s'en faut, mais sur la façon d'envisager l'avenir. Or celui-ci est lié à une situation qui évolue favorablement et, dans de telles conditions, le législateur doit s'abstenir.

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur pour avis.

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis.** Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, j'ai beaucoup de scrupules à prendre la parole après des juristes aussi éloquents et éminents mais je dois rapporter au nom de la commission des affaires sociales et je voudrais exposer le point de vue médical sur le premier texte en discussion.

Je n'aperçois en cet instant, dans l'hémicycle, aucun collègue médecin. Je suis probablement le seul ici à avoir connu un certain nombre de ceux auxquels chacun a pensé pendant cette longue discussion, c'est-à-dire ces deux sortes de mourants, ceux qui souffrent et qu'on peut seulement essayer de calmer et ceux pour lesquels, puisant dans toutes les ressources de la science, on a mis en œuvre ces instruments qui paraissent barbares aux yeux de certains, mais qui, en réalité, ne sont pas douloureux pour celui à qui ils sont appliqués.

J'ai vu des médecins prendre l'initiative de débrancher l'appareil, c'est-à-dire de donner la mort. Je vous assure que cette notion d'acharnement, je la défends un peu — je l'ai dit dans mon rapport — car, dans la plupart de ces cas, les médecins sont toujours saisis par ce qui domine dans tous leurs rapports avec les malades, le doute.

Nous nous posons des questions : sommes-nous sur le bon chemin ? Faisons-nous vraiment tout ce que nous devons, tout ce que nous pouvons faire ? Il faut donc être très prudent.

Je conclus. Il nous semble que tout le monde, en fait — comme vous venez de le déclarer, monsieur le rapporteur — est d'accord, mais il ne paraît pas utile à la commission des affaires sociales d'adopter la proposition de loi et de légiférer sur ce sujet.

**M. Charles Lederman.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Lederman.

**M. Charles Lederman.** Je tiens à répondre à M. le secrétaire d'Etat. Celui-ci a déclaré que j'aurais « terni » cette discussion et, allant beaucoup plus loin, il a osé dire — j'emploie ce terme volontairement — que j'avais été « ridicule ».

Monsieur le secrétaire d'Etat, que vous parliez en votre nom personnel ou au nom du Gouvernement, je ne vous permets pas de dire que j'ai été ridicule.

Je constate simplement que, lorsque vous m'avez reproché de ne pas être allé au fond des choses, vous n'avez opposé aucun argument à ceux que j'avais développés.

Certes, vous ne partagez pas mon point de vue, je le comprends et j'ai même expliqué, par avance, pour quelles raisons vous ne seriez pas d'accord avec moi, mais j'ai conscience d'avoir apporté dans cette discussion suffisamment d'éléments qui infirment ce que vous venez de prétendre.

Vous m'avez fait le reproche de penser qu'il ne fallait pas sauver la sécurité sociale et vous avez dit que vous alliez sauver celle-ci. Si j'examine de près la façon dont vous entendez vous y prendre pour y parvenir, je ne sais pas si vous la sauverez, mais ce que je sais, c'est que vous allez faire disparaître les assurés sociaux.

Dans peu de jours, le 13 mai prochain, vous assisterez, monsieur le secrétaire d'Etat, à la réponse qui sera faite par l'ensemble des travailleurs de notre pays et par un très grand nombre d'assurés sociaux, aux propositions que vous allez bientôt soutenir, à savoir les propositions Berger que j'ai évoquées précédemment.

Par ailleurs, vous vous glorifiez de ce qui a été fait en France. J'ai dit avant vous ce que je pensais des services hospitaliers qui ont été réalisés dans notre pays. J'ai indiqué aussi dans mon intervention les raisons pour lesquelles nous sommes parvenus à cette situation.

Vous savez bien que si, chaque fois que le Gouvernement, le vôtre, s'est attaqué à la sécurité sociale, il n'y avait pas eu une réaction des assurés sociaux, et de la classe ouvrière en particulier, nous n'en serions pas où nous en sommes aujourd'hui.

Monsieur le secrétaire d'Etat, ne tirez pas gloire de ce à quoi vous avez très indirectement participé dans la mesure où vous l'avez subi.

En ce qui concerne le texte lui-même, les explications que j'ai données tout à l'heure prouvent suffisamment que je rejoins les conclusions de la commission des lois et que le groupe communiste votera celles-ci, c'est-à-dire le rejet de la proposition de loi de M. Caillavet.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.** M. le sénateur Lederman a pris à son endroit le terme « ridicule », que j'ai effectivement employé. Je voudrais lui faire observer qu'il ne lui était pas destiné.

J'ai dit qu'il était dommage, et j'ai ajouté « ridicule », que, dans un débat de la portée de celui qui était le nôtre cet après-midi, on ait introduit un certain nombre de problèmes qui se rapportaient plus à une idéologie qu'au texte que nous examinons. Je voudrais donc qu'il soit très clair entre nous, monsieur le sénateur, que le terme « ridicule » ne s'adressait nullement à votre personne. J'ai trop de respect pour le Parlement, ayant été parlementaire pendant dix ans avant d'entrer au Gouvernement, pour que vous ne puissiez pas m'en donner acte, monsieur le sénateur.

Quant au reste, je ne me glorifie de rien, personnellement. Je mène au Gouvernement, derrière le Président de la République et aux côtés de M. le Premier ministre, une politique qui doit nous permettre de préserver l'acquis que représente pour l'ensemble du monde du travail la sécurité sociale.

**M. le président.** L'incident est clos.

**M. Henri Caillavet.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Caillavet.

**M. Henri Caillavet.** Je voudrais répondre à mon honorable collègue M. Girault, qui, je l'en remercie, a, tout au long de son exposé, rappelé la bonne foi qui me hante et qui n'a d'égale que sa probité.

Le doute est partout, et je ne m'offusquerai pas que, parfois, vous puissiez douter.

Vous avez sur beaucoup un immense avantage : pour vous, l'existence n'est pas une finitude, le monde ne s'achève pas ; pour moi, il n'a ni commencement ni fin, je viens d'un néant pour repartir dans un autre néant ; vous croyez à la gloire de l'homme, moi, je crois à son incertitude, je crois que nous sommes le fruit du hasard et de la nécessité. Même ce débat est dérisoire. L'homme ne signifie rien dans l'univers. L'univers est illogique, il est sans mémoire, il est sans événement.

Mais, puisque homme je suis, puisque je m'engage et que je dois légiférer, oublions les exemples que vous avez cités, notamment celui de Boumediène. Tenons-nous en aux exemples que je connais et qui me suffisent.

Comment mourons-nous aujourd'hui ? Jadis, on mourait presque dans le lit où l'on était né ; on mourait dans la même chambre, entouré des siens ; un baiser, une main vous aidait à « passer » ; on mourait dans un environnement qui était le sien. Aujourd'hui, on attend la mort dans un établissement hospitalier, dans une chambre aseptisée, où l'on ne voit passer que des êtres inconnus : des médecins, que l'on ignore ; des jeunes femmes, des assistantes, qui sont masquées et que l'on ne connaît pas. On regarde des courbes et l'on est environné par un appareillage tel qu'on est désemparé.

Dans ces conditions, imaginez que la minorité puisse parfois dire : « Puisqu'il n'y a plus personne pour me protéger, puisque je suis pris dans cette mécanique, dans cette société qui veut aller toujours plus loin, qui peut vouloir me protéger, me donner une vie que je ne veux pas, permettez-moi, de mon vivant, en conscience, de vous dire que de cette existence là, je n'en veux pas. »

Tel est mon texte. C'est Pie XII, sous une autre forme ; peut-être est-elle moins talentueuse, mais elle exprime la même bonne foi et la même probité.

Je comprendrai la décision du Sénat. Ce que je retiens, c'est que nous sommes sur le même chemin ; c'est à l'ultime instant que nous pouvons, en effet, nous séparer. (*Applaudissements sur les travées de la gauche démocratique.*)

**M. le président.** Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix les conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition de loi.

(*Après une première épreuve à main levée, déclarée douteuse par le bureau, le Sénat, par assis et levé, adopte ces conclusions.*)

**M. le président.** En conséquence, la proposition de loi est rejetée.

(**M. Alain Poher remplace M. André Méric au fauteuil de la présidence.**)

#### PRESIDENCE DE M. ALAIN POHER

— 6 —

#### PROLONGATION ARTIFICIELLE DE LA VIE D'UN MALADE

##### Rejet d'une proposition de loi.

**M. le président.** L'ordre du jour appelle la discussion des conclusions du rapport de M. Jean-Marie Girault fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, sur la proposition de loi de MM. Henri Caillavet et Jean Mézard, tendant à compléter le deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal. [N° 29 (1978-1979), 2 et 228 (1979-1980).]

Dans la discussion générale, la parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.** Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, lors de la discussion générale concernant la première proposition de loi, j'ai indiqué que la seconde était inspirée par le même état d'esprit.

De quoi s'agit-il ? L'alinéa 2 de l'article 63 du code pénal sanctionne « quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours. » C'est un texte que vous connaissez bien.

MM. Caillavet et Mézard ont signé une proposition de loi qui tend à compléter ce deuxième alinéa par la phrase suivante : « Cette disposition n'est pas applicable au médecin qui, à la demande du malade conscient, ou au cas contraire de sa propre initiative, s'abstient d'entreprendre ou de poursuivre un traitement ou une réanimation susceptible seulement de prolonger artificiellement sa vie lorsqu'il est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique incurable. »

Par-delà les considérations philosophiques, sociales et psychologiques que nous évoquions tout à l'heure, il ne nous a pas paru acceptable de prévoir dans une proposition de loi que, pour obéir à la volonté exprimée par un malade conscient, il soit mis fin aux procédés de survie estimés excessifs par l'intéressé.

Je rappellerai que la jurisprudence est aujourd'hui établie, à travers l'arrêt Gatineau que j'ai commenté tout à l'heure. L'exemple est extrêmement significatif : une femme a refusé qu'un médecin prenne les dispositions nécessaires pour rétablir sa santé ; non seulement elle a exprimé son refus en termes agressifs, mais elle a laissé un écrit pour couvrir le médecin. Malgré cela, le veuf — la femme étant décédée — a engagé une action ; au terme d'une longue procédure, la chambre criminelle de la cour de cassation a conclu que le médecin n'avait pas commis le délit d'abstention à l'égard d'une personne en danger.

Le droit est donc établi ; il ne nous paraît pas nécessaire de légiférer.

Il y a aussi le cas, envisagé par la proposition de loi de MM. Caillavet et Mézard, où le patient n'est pas conscient. Dans ce cas, le médecin prend l'initiative, s'il juge que le malade est incurable.

Nous allons, dans la pratique, nous heurter à des difficultés considérables si la famille estime que le médecin n'a pas eu raison d'arrêter les procédés de survie.

Il faudra d'abord que le médecin démontre que le malade était bien inconscient. Nous savons, comme le disait tout à l'heure M. Caillavet, que la famille ne connaît pas toujours l'état d'un malade qui séjourne dans un hôpital ou une clinique. Des discussions interminables vont alors avoir lieu pour déterminer si M. ou Mme X était conscient ou non. On n'obtiendra jamais de preuves, et, finalement, personne ne sera satisfait.

Mais surtout, qu'il s'agisse du cas où le malade conscient a réclamé l'arrêt des procédés de survie ou du malade inconscient — en supposant que le médecin ait apporté la preuve de son inconscience — il faudra que le médecin établisse que le malade était atteint d'une « affection accidentelle ou pathologique incurable ».

Nous revenons à la difficulté que j'évoquais tout à l'heure. Des experts devront être désignés pour prouver l'incurabilité. Certains diront : « Mais non, ce malade était curable. La science permettait de le garder en vie. En tout cas, il aurait fallu tenter telle médication. » Nous allons provoquer des difficultés au sein du corps médical. Dans ce domaine de l'incurabilité également, personne ne sera satisfait. Et c'est sur un coup de dés que l'on libérera un médecin ou que l'on décidera, au contraire, de le poursuivre.

Difficultés de fond donc, mais aussi difficulté de forme.

Les auteurs de la proposition de loi font état des procédés qui n'ont pour effet que de prolonger artificiellement la vie. Tout à l'heure, je disais qu'un diabétique est un incurable ; grâce aux piqûres d'insuline, on prolonge artificiellement sa vie. Il en va de même, grâce à la dialyse, pour les malades souffrant d'insuffisance rénale. La formule retenue par la proposition de loi — « prolonger artificiellement sa vie » — pourrait viser de tels cas, même si, c'est évident, tel n'est pas le souhait de MM. Caillavet et Mézard. La rédaction de leur texte n'est donc pas satisfaisante.

En présence de ces difficultés de fond et de cette difficulté de forme et au bénéfice de toutes les considérations que j'ai présentées tout à l'heure, je vous demande, mes chers collègues, de confirmer votre premier vote et d'adopter les conclusions de la commission des lois tendant au rejet de cette deuxième proposition de loi.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur pour avis.

**M. Jean Mézard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales.** La commission des affaires sociales a compris l'intérêt de cette proposition de loi, mais elle s'est rangée aux arguments de la commission des lois. Elle a donc rejeté la proposition de loi que M. Caillavet et moi-même avions cosignée.

**-M. Henri Caillavet.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Caillavet.

**M. Henri Caillavet.** Monsieur le président, je serai extrêmement bref, puisque tout a été dit, mais pas son contraire, car, dans cette affaire, les uns et les autres nous sommes d'une très grande probité.

Je reprendrai votre argumentation, monsieur le rapporteur. Vous rappelez, pour me dire que le malade conscient a le droit d'éviter les soins — et vous avez raison, pour un instant du moins — l'arrêt Gatineau. Mais vous oubliez de rappeler que cette femme avait en quelque sorte établi le « testament de vie » que je voulais pour moi. Elle a dit : « Non, je ne veux pas ». C'est la preuve évidente que le testament de vie sert à quelque chose, puisque, par la suite, le mari a poursuivi le médecin, alors que, moralement, il ne le pouvait pas puisque sa femme avait disposé, comme je le demandais dans le texte que j'ai rédigé.

Donnez-moi donc acte que mon argumentation n'est pas ridicule et que, dans ces conditions, elle est recevable. Non, ce n'était même pas une petite pierre dans votre jardin, monsieur le secrétaire d'Etat ! (Sourires.)

J'en viens à mon deuxième argument. Monsieur Girault, puisque cela va de soi, autant que nous le disions. Pour qu'il n'y ait jamais plus de discussions ou de contestations — car il y en a parfois — autant préciser que toute personne qui dit « je refuse des soins » met par là même à l'abri de poursuites correction-

nelles, pénales ou répressives le médecin qui ne procède plus à ces soins puisqu'il lui obéit. Là, nous n'avons plus besoin de jurisprudence puisque nous avons la loi et qu'elle ne peut être interprétée — nous revenons là à la discussion antérieure.

Tout autre est la situation où le malade est inconscient. C'est vrai, j'ai dit qu'à ce moment-là le médecin pouvait agir de sa propre initiative, en conscience. Car, moi, je fais confiance à la conscience du médecin, comme nos clients nous font confiance, même lorsqu'ils encourent la peine de mort, parce que nous mettons à leur disposition notre science du droit, avec des arguments auxquels, peut-être, ni les jurés, ni même la cour, n'auraient pensé.

Voici donc un individu qui ne peut plus communiquer — pour reprendre le langage que j'ai tenu tout à l'heure à M. le secrétaire d'Etat. A ce moment là, le médecin, en tenant compte de la science — car nous sommes toujours tenus par l'état de la science — peut tenir le raisonnement suivant, et se dire : « Si je permets à ce malade de vivre, il demeurera quasi grabataire, il aura une vie végétative, il sera soumis chaque jour davantage à tout un appareillage sans lequel il n'a pas d'autonomie ».

Or, mes chers collègues, c'est l'autonomie qui est essentielle. Nous sommes des hommes libres parce que nous sommes autonomes. Et si demain nous ne devons plus être autonomes, croyez-vous que notre propre existence mériterait d'être vécue ? Je ne le crois pas.

Donc, à ce moment-là, le médecin cesse de donner des soins et ne permet plus que se prolonge cette vie purement végétative. C'est là que je renverse la charge de preuve, ce qui est très important. Désormais, ce n'est plus au médecin à faire la preuve que le malade est incurable, mais à ceux qui prétendent le contraire.

Je protège d'une manière inconditionnelle le médecin parce que, étant libéral de formation, juriste de carrière et philosophe d'expression, je sais bien que nous pouvons faire confiance aux hommes, et je sais aussi que pour un médecin qui triche il en existe des milliers et des milliers d'autres qui sont les meilleurs compagnons des hommes. C'est cette confiance qui est faite à l'homme que, précisément, je vous demande d'accepter dans ma proposition de loi.

Vous évoquez, monsieur le rapporteur, le cas de la dialyse. Bien sûr, il n'est pas question d'interdire la dialyse à un homme conscient ! Si l'on peut sauver quelqu'un grâce à une greffe du cœur, bien sûr, il n'est pas question de ne pas la faire ; et si demain ce malade a besoin d'une greffe de cornée, il est naturel que l'on procède à une telle greffe.

Ce n'est pas à moi, qui ai rédigé un texte sur les greffes d'organes — texte que le Sénat a d'ailleurs voté à l'unanimité, ce à quoi j'ai été particulièrement sensible, et à propos duquel l'Eglise catholique a considéré qu'il s'agissait d'un don d'amour et d'un acte généreux offert à un autre soi-même — ce n'est donc pas à moi, dis-je, que l'on peut reprocher d'avoir imaginé que, pour un homme conscient ou même un grabataire atteint par une maladie pour partie incurable, on allait cesser les soins. Certainement pas ! Vous ne le pensez pas.

C'est pourquoi je dis que ce texte n'est pas mal rédigé. Il renverse la preuve, il respecte la dignité du malade et il protège le médecin.

Au bénéfice de cette double observation, vous pourriez, monsieur Girault, oubliant vos propos de tout à l'heure, en conscience — car je ne vous demande pas de voter ce texte — dire : « M. Caillavet n'a peut-être pas complètement tort. »

**M. Michel Darras.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Darras.

**M. Michel Darras.** Nous sommes ce soir, mes chers collègues, placés devant des problèmes de conscience, et j'avoue que si, tout à l'heure, je me suis abstenu lorsque a été mise aux voix la proposition de rejet concernant le premier texte de M. Caillavet, je suis maintenant moi aussi dans le doute, et dans un doute plus grave — que M. Caillavet va peut-être lever — quant à la position à prendre à l'égard de cette seconde proposition de loi émanant de lui-même et de M. le docteur Mézard.

Monsieur Caillavet, la question que je vous pose est la suivante. Je me sentirais tout à fait à l'aise pour voter cette seconde proposition de loi si elle disait : « Cette disposition n'est pas applicable au médecin qui, à la demande du malade conscient, s'abstient d'entreprendre ou de poursuivre un traitement ou une réanimation. » Mais, je l'avoue, les mots : « ou, au cas contraire, de sa propre initiative » me posent encore à moi, mort futur et

père de médecin, un problème. Autrement dit, je voterais certainement le texte si n'y figuraient pas les mots : « ou, au cas contraire, de sa propre initiative ». Comme ils y figurent, je vous demande encore de compléter mon information.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Mes chers collègues, précisément, tout est là. Si le patient est conscient, on sait ce que dit le droit positif — je l'ai rappelé tout à l'heure — et je considère qu'il est inutile de légiférer, les choses se trouvant bien en l'état où elles sont, car ajouter des mots, c'est créer des difficultés d'interprétation.

Les mots « ou, au cas contraire, de sa propre initiative » sous-entendent que le patient est inconscient, et M. Caillavet ne peut évidemment pas renoncer à cette formule, qui, précisément, pose des problèmes quasiment insolubles.

En effet, je le disais tout à l'heure, il faudra bien faire la preuve. Le médecin ne sera pas exposé à une poursuite, mais seulement s'il fait la preuve de l'absence de conscience.

**M. Henri Caillavet.** Non !

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Vous ne pouvez pas, monsieur Caillavet, prétendre éviter une poursuite en obligeant ceux qui se sentent lésés à prouver que le malade était conscient et que sa maladie était curable.

Si le médecin veut éviter, dans le cadre de votre proposition de loi, le risque de la poursuite, il doit réunir les conditions préalables à l'absence de poursuite, c'est-à-dire démontrer d'abord l'inconscience et, ensuite, l'incurabilité.

Eh bien ! je dis que les difficultés seront nombreuses, comme les contestations, et donc qu'il faut s'en remettre à la pratique actuelle des médecins : les mettre face à la mort avec leur conscience professionnelle et je suis persuadé qu'ils n'en manquent en aucune circonstance.

**M. Henri Caillavet.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Caillavet.

**M. Henri Caillavet.** Je suis confus, monsieur le président, d'allonger encore ce débat. Aussi m'efforcerai-je d'être bref.

Non, monsieur le rapporteur, je n'ajoute pas des mots, je demande, face à une jurisprudence qui est unique — car elle n'est pas univoque, elle est unique — que la loi soit précisée, afin que l'on ne puisse jamais plus se tromper et qu'il ne soit plus besoin d'autres arrêts Gatineau parce que, désormais, c'est la loi qui décidera. Je ne vous demande pas autre chose.

Je demande que le malade conscient ait le droit de dire à son médecin qu'il refuse les soins et que, s'il avait commis l'imprudence de ne pas rédiger un testament de vie, ce médecin ne soit pas poursuivi par la famille ou par un tiers. C'est pour éviter cette difficulté que j'ai rédigé ce texte. C'est ma première observation.

Je répondrai à M. Darras que je ne peux pas renoncer à ce texte parce qu'il a fait l'objet, je l'ai dit tout à l'heure, d'un long dialogue avec le révérend père Riquet, ainsi que d'une longue discussion d'ordre juridique.

Il arrive qu'un patient soit jugé incurable — lui-même n'étant pas en mesure de juger de son incurabilité — au même titre que, lorsqu'un délit d'escroquerie est consommé, on n'a pas besoin d'être grand clerc pour savoir qu'à un moment donné le délit d'escroquerie est patent ; il n'est donc pas besoin d'interpréter.

Voici un malade qui est inconscient, qui est victime soit pathologiquement, soit accidentellement, d'une maladie ou d'un événement tels qu'il est devenu incurable. Dès lors, il sera à l'abandon et il n'aura d'autre existence qu'une vie végétative. Je dis que, dans ce cas-là, le médecin, en conscience, pour ne pas poursuivre des soins inutiles qui sont uniquement des soins de survie, peut trouver en lui la force nécessaire pour s'opposer à une famille qui, pour d'autres raisons, pourrait lui demander de donner toujours plus de soins encore.

Ce médecin a la faculté, comme il l'a pour le malade conscient, de pouvoir juger pour celui qui ne peut plus juger. Parce que je fais confiance, précisément, au docteur, à l'homme généreux qui a pour mission de défendre la vie, je demande, lorsqu'il lui apparaît, en conscience, que désormais cette vie est devenue inutile — et serait-il sollicité par autrui — qu'il puisse par respect même de la dignité de la personne humaine, celle de son malade, cesser de donner des soins.

D'après M. Girault, c'est la situation actuelle. D'ailleurs, tout le monde a dit tout à l'heure que les médecins le faisaient et M. Mézard a même dit que l'on « débranchait ». Même le professeur Schwartzberg l'a dit à la télévision ; il me l'a d'ailleurs confirmé personnellement maintes fois.

Je demande que l'on légifère dans ce domaine étroit pour éviter toute incertitude, c'est-à-dire pour protéger tant le respect dû au malade, à celui qui va mourir, que la liberté du médecin.

**M. Charles Lederman.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Lederman.

**M. Charles Lederman.** Voilà peu de temps, M. Caillavet disait que le texte que nous examinons en ce moment n'était pas la conséquence du premier et que les deux textes pouvaient être séparés. En réalité, les explications qu'il vient de donner démontrent péremptoirement que l'un est bien la conséquence de l'autre puisque, pour essayer d'obtenir un vote favorable, il vient à nouveau de rappeler tous les problèmes qui concernent l'incurabilité.

Nous en revenons donc incontestablement au premier texte que nous avons examiné et à propos duquel le Sénat a adopté tout à l'heure les conclusions de rejet de la commission des lois.

Pour tenter de nous rassurer, M. Caillavet nous dit que, maintenant, la charge de la preuve est renversée, à savoir que ce serait à la famille qui s'inquiéterait ou qui s'indignerait de l'attitude prise par le médecin à l'égard de l'un des siens de prouver que le malade était inconscient et que, dans ces conditions, le médecin était autorisé à agir comme il a cru devoir le faire.

**M. Henri Caillavet.** Inconscient, et incurable.

**M. Charles Lederman.** Vous me soufflez à nouveau le mot « incurable » monsieur Caillavet. C'est bien ce que je disais à l'instant, nous en revenons inmanquablement à votre premier texte, vous le rappelez vous-même.

**M. Henri Caillavet.** Je ne veux pas tuer les gens, rassurez-vous !

**M. Charles Lederman.** Le renversement de la charge de la preuve ne me rassure pas ; au contraire, il m'inquiète parce qu'il y aura une sorte de preuve négative à rapporter et que l'on ne pourra pas, d'ailleurs, rapporter. En effet, comment la rapporter ? Qui sera là auprès du malade au moment où le médecin aura pris, seul, devant un être inconscient, la décision de dire : « Je ne poursuis pas les soins ou même j'aide ce malade à mourir, ne serait-ce qu'en lui donnant à haute dose des médicaments calmants », pour reprendre certaines expressions qui ont été avancées tout à l'heure.

De nouveau nous en revenons, en plus du problème de l'incurabilité, au problème du droit à donner la mort. Mais comment peut-on imaginer de légiférer pour donner à l'un des hommes qui nous entourent la possibilité, le droit de donner la mort ?

**M. Henri Caillavet.** Et Pie XII, qu'en pensez-vous ?

**M. Charles Lederman.** Ne m'obligez pas à dire, M. Caillavet, qu'à propos du pape Pie XII auquel vous faites référence aujourd'hui, dans bien des circonstances vous avez dû estimer qu'il avait eu tort de parler ou d'agir comme il l'a fait. Je veux bien que vous vous « raccrochiez » — permettez-moi cette expression — aux déclarations que le pape Pie XII a faites dans certaines circonstances. C'est un bon argument de plaidoirie, dirais-je, plus qu'un argument de fond.

**M. Henri Caillavet.** Parce que vous n'évoquez jamais les papes ! sa voix. » (*Sourires.*)

**M. Charles Lederman.** Je ne vous dis pas que je ne les évoque pas. Quand je les évoque, je les cite ; mais pour autant je n'insiste pas, comme vous le faites, pour dire : « Parce que le pape Pie XII a dit telle ou telle chose, j'estime que le Sénat devrait entendre sa voix ». (*Sourires.*)

Nous en revenons donc à votre premier texte qui a été rejeté. Vous reprenez le problème de l'incurabilité et, surtout, par la loi que vous voulez faire voter, vous donnez à un Français le droit de tuer un autre Français. Cela me paraît inacceptable.

**M. Paul Pillet.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Pillet.

**M. Paul Pillet.** Monsieur le président, la décision de la mort ne peut appartenir qu'à celui qui la subit. Par conséquent, quelle que soit la qualité des hommes à qui l'on pense pouvoir la déléguer, cela ne tient pas.

C'est la raison pour laquelle, si nous devons aller jusqu'au vote sur la proposition de la loi, je vous demanderais un vote par division pour isoler les mots « de sa propre initiative ».

**M. le président.** Mes chers collègues, nous n'avons en l'instant qu'une possibilité : accepter ou refuser les conclusions de la commission compétente.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat auprès du garde des sceaux, ministre de la justice.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'Etat.

**M. Jean-Paul Mourot, secrétaire d'Etat.** Monsieur le président, je voudrais faire connaître la position du Gouvernement, en quelques mots seulement, car nous nous sommes suffisamment exprimés cet après-midi.

Effectivement, le Gouvernement voit un lien important entre les deux propositions de loi, dont nous avons du reste mêlé la discussion cet après-midi. Or, selon le Gouvernement, le Sénat ayant tout à l'heure adopté les conclusions de sa commission des lois, il devrait également la suivre pour ce texte.

**M. Michel Darras.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Darras.

**M. Michel Darras.** Un de nos collègues demandait à l'instant un vote par division, mais vous nous faites observer, monsieur le président, que c'est impossible et que nous ne pouvons qu'accepter ou repousser les conclusions de la commission des lois.

J'avoue que, malgré les explications de mon talentueux collègue M. Caillavet, les mots « ou au contraire de sa propre initiative » continuent à me poser un problème.

Je vais néanmoins voter contre les conclusions de la commission des lois pour que, si possible, si le Sénat est du même avis, la proposition de loi suive son chemin vers l'Assemblée nationale, car, après tout, nous ne votons pas en dernier ressort. Peut-être, si ce texte est adopté, compte tenu du problème très réel qu'il pose, le verrons-nous revenir de l'Assemblée nationale, amendé.

En tout cas, pour l'instant, je voterai contre les conclusions de la commission des lois.

**M. Marcel Rudloff.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Rudloff.

**M. Marcel Rudloff.** J'indiquerai simplement qu'en votant sur la deuxième proposition de loi nous évitons le vrai débat. Le vrai débat, nous l'avons eu tout à l'heure.

Il n'est vraiment pas de bonne méthode de reposer le problème — je suis là en contradiction non seulement avec M. Caillavet, mais avec le révérend père Riquet, ce que je regrette. (*Sourires.*) — car ce n'est pas à propos de la déontologie médicale, à partir de ce délit très spécial de la non-assistance à personne en danger que nous vidons le grand débat que nous tenions tout à l'heure.

Le grand débat, c'est le droit de vivre sa mort ; monsieur Caillavet, vous l'avez dit excellemment. Il est un peu dérisoire de le prendre par le virage, par le tournant, par cette procédure tout à fait obvie de la non-assistance à personne en danger.

C'est la raison pour laquelle même ceux qui tout à l'heure ont eu un doute ne devraient pas hésiter cette fois-ci à adopter les conclusions de la commission des lois. Le débat vaut plus que la non-assistance à personne en danger mentionnée au deuxième alinéa de l'article 63 du code pénal. Cela n'a rien à voir ici !

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. le rapporteur.

**M. Jean-Marie Girault, rapporteur.** Monsieur le président, c'est une question de cohérence. Le Sénat a adopté tout à l'heure les conclusions de la commission des lois sur un problème qui se retrouve, qu'on le veuille ou non, à propos de l'article 63 du code pénal tel qu'il serait modifié à la demande de nos collègues. Par conséquent, je souhaite que le Sénat confirme le vote qu'il a émis tout à l'heure, pour les raisons que j'ai expliquées.

M'adressant à mon collègue M. Darras, j'estime que c'est une étrange méthode que d'invoquer la navette et de dire à l'Assemblée nationale, implicitement : « Voici un texte qui n'est pas

bon et qui suscite des difficultés. Arrangez-le ! » Car c'est nous qui menons le débat, c'est nous qui menons la réflexion ; n'attendons pas de l'Assemblée nationale le recours que nous voudrions d'elle.

La Haute Assemblée est une assemblée majeure ; elle doit prendre aujourd'hui ses responsabilités. Je lui demande avec beaucoup d'insistance d'émettre un vote cohérent avec le précédent et donc d'adopter les conclusions de la commission des lois.

**M. Michel Darras.** Je demande la parole.

**M. le président.** La parole est à M. Darras.

**M. Michel Darras.** Monsieur le rapporteur, la proposition qui va être mise aux voix dans un instant, c'est la vôtre. Elle consiste à rejeter purement et simplement la proposition de loi de nos collègues MM. Caillavet et Mézard.

C'est parce que je ne veux pas que cette proposition de loi soit rejetée purement et simplement, même si j'y décèle quelque chose qui me gêne, que je voterai dans un instant contre vos conclusions. Vous n'avez pas à faire l'exégèse de mes votes successifs.

**M. le président.** Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Je mets aux voix les conclusions de la commission des lois tendant au rejet de la proposition de loi.

(*Ces conclusions sont adoptées.*)

**M. le président.** En conséquence, la proposition de loi est rejetée.

— 7 —

#### RENVOI POUR AVIS

**M. le président.** La commission des affaires sociales demande que lui soit renvoyé, pour avis, le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels (n° 240, 1979-1980), dont la commission des affaires culturelles est saisie au fond.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le renvoi, pour avis, est ordonné.

— 8 —

#### ORDRE DU JOUR

**M. le président.** Voici quel sera l'ordre du jour de la prochaine séance publique, précédemment fixée au vendredi 9 mai 1980, à neuf heures trente :

Réponses aux questions orales, sans débat, suivantes :

I. — M. Louis Perrein attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les problèmes que pose l'absence de mise en œuvre des moyens nécessaires à un bon fonctionnement des agences et antennes de l'Agence nationale pour l'emploi (A. N. P. E.) dans le Val-d'Oise.

Plus particulièrement, il lui demande quelles sont les raisons qui ont prévalu pour la création d'une antenne de l'A. N. P. E. de Sarcelles à Garges.

Il s'étonne que cette antenne fonctionne avec un effectif de sept agents (1 R. A., 3 P. P., 2 A. D. M., 1 temporaire) pour 2 200 demandeurs d'emploi alors que l'agence de Sarcelles dispose d'un effectif de treize personnes pour 2 000 demandeurs d'emploi.

Une enquête sommaire lui a permis de constater que la charge par agent s'échelonnait de 140 demandeurs d'emploi à Saint-Ouen-l'Aumône, à 314 à Garges en passant par 170 à Taverny, 200 à Persan, etc.

Cette disparité de charges lui fait craindre bien évidemment que les demandeurs d'emploi ne reçoivent pas tous les renseignements et tous les conseils qu'ils sont en droit d'attendre suivant qu'ils dépendent de telle ou telle agence, de telle ou telle antenne.

Cette disparité de traitement est aggravée par le plus ou moins grand éloignement du chômeur de son agence (ou centre).

Il souhaite en outre connaître les raisons pour lesquelles les demandeurs d'emploi des communes de Villiers-le-Bel, Armonville, Bonneuil, Bouqueval ont été dirigés sur l'antenne de Garges, fort mal située par rapport aux moyens habituels de communication ; il a calculé lui-même qu'un demandeur d'emploi de Villiers-le-Bel devrait se présenter trois fois à l'agence de Garges pour se faire inscrire, ce qui lui ferait déboursier 37,80 F.

Qu'en est-il du principe constitutionnel de l'égalité des citoyens au regard de la loi ? Ne conviendrait-il pas de prévoir le remboursement de tels frais ?

Enfin, il s'étonne que les élus n'aient été ni sollicités pour avis, ni informés de la création de l'antenne de Garges et du transfert des demandeurs d'emploi de l'agence de Sarcelles sur cette antenne. (N° 2671).

II. — M. Jean-Pierre Fourcade demande à M. le ministre de la culture et de la communication de bien vouloir lui donner des précisions sur le coût, la diffusion et l'utilité de la revue *Culture et communication* au regard des récentes instructions données par le Premier ministre concernant les publications administratives (N° 2666).

III. — M. Louis Brives expose à M. le ministre de l'industrie que, dans un contexte de pénurie d'énergie et de sous-emploi, notamment dans les régions où les reconversions indispensables n'ont pas été suffisamment assurées, le charbon est encore en mesure de jouer un rôle important et ne devrait pas disparaître prématurément par manque de personnel.

Or, actuellement, des créations d'emplois économiquement souhaitables et rentables demeurent bloquées, sans véritable justification.

Il lui demande en conséquence ce que le Gouvernement compte faire pour maintenir l'activité charbonnière tout spécialement dans le bassin de Carmaux et pour assurer au maximum la priorité d'utilisation aux charbons français et de lui préciser sa position au regard de certaines possibilités d'embauche existant dans ce secteur, sans méconnaître les dispositions relatives au statut des mineurs. (N° 2752.)

IV. — M. Georges Spénale attire une nouvelle fois l'attention de M. le ministre de l'industrie sur la dégradation de l'activité minière de Carmaux (Tarn) et particulièrement sur la décision des Charbonnages de France interdisant la poursuite des études du projet de grande découverte à Sainte-Marie. Les conséquences de cette décision sont très importantes : abandon de 3 millions de tonnes environ de charbon ; réduction grave de la durée de l'activité des houillères de Carmaux alors qu'aucune activité de remplacement n'est annoncée ; annulation prévisible des projets de grande découverte de la Tronquié et des Lavois. Cette décision intervient en pleine crise énergétique et alors même que le charbon exploitable à Carmaux peut présenter demain un grand intérêt non seulement pour le Carmausin mais pour l'économie nationale tout entière. A l'heure où il n'est question que de rechercher des énergies de substitution — charbon compris — aux approvisionnements pétroliers chaque jour plus chers et plus incertains, on comprend mal l'abandon *a priori* de ressources recensées dans des bassins en pleine crise de chômage. De plus, cette décision ne peut que provoquer des réactions violentes de la part de l'ensemble de la population qui est d'autant plus inquiète de son avenir qu'elle ne voit pas s'implanter sur son territoire des industries de remplacement. En conséquence, il lui demande quelles instructions il compte donner et quelles mesures il envisage de prendre pour permettre à la direction des houillères du bassin d'Aquitaine de poursuivre les études du projet de grande découverte à Sainte-Marie. (N° 2772.)

V. — M. Paul Séramy expose à Mme le ministre des universités que, suivant ses propres déclarations, le dynamisme de notre économie dans les décennies à venir dépendra de l'efficacité de la recherche, comme de sa capacité à provoquer des retombées utilisables dans le secteur industriel.

La création en 1976 de la mission de la recherche dans les écoles d'ingénieurs, la prochaine réorganisation du Centre national de la recherche scientifique (C. N. R. S.) à son initiative, vont dans ce sens.

Le progrès économique et social est tributaire de la liaison étroite qui doit s'établir entre recherche et industrie ainsi que de la mobilité des hommes chargés de l'innovation.

Or, la répartition des dotations budgétaires ne tient compte ni des liaisons effectives industrie-recherche, ni du taux de mobilité des chercheurs. A titre d'exemple, il est à noter que les grandes écoles sont, pour l'essentiel, exclues, à l'heure

actuelle, du financement que l'Etat consacre à la recherche scientifique et technique, alors qu'elles fournissent la grande majorité des cadres supérieurs de l'économie française.

Il lui demande quelles mesures elle compte prendre pour mettre fin à cette pénurie financière dont souffre la recherche au niveau des grandes écoles, et pour permettre l'évolution des enseignements permettant le développement de l'innovation. (N° 2612.)

VI. — Mme Danielle Bidard attire l'attention de Mme le ministre des universités sur le centre universitaire de Jussieu (Paris-VI et Paris-VII).

Depuis plusieurs années l'ensemble du personnel est sensibilisé aux graves risques de cancer provoqués par la dégradation du revêtement d'amiante sur toutes les poutres métalliques des bâtiments. Ces dangers sont unanimement reconnus.

De nombreuses interventions ont permis de faire prendre en considération la protection des bâtiments et la mise en conformité et en sécurité du campus.

Des travaux ont bien été engagés au rez-de-chaussée, mais l'insuffisance des crédits n'a pas permis la réfection des étages ; deux millions de francs seulement ont été débloqués, alors que 5 milliards de centimes seraient nécessaires.

Au rythme des crédits alloués, il faudrait de nombreuses années pour terminer les travaux.

Pendant toute cette période, la contamination directe et indirecte toucherait des dizaines de milliers de personnes.

Elle lui demande d'assurer la réelle protection de la santé des personnels et des étudiants en dégageant les sommes nécessaires à la réfection des locaux. (N° 2731 rectifié).

VII. — Mme Danielle Bidard attire l'attention de Mme le ministre des universités sur les graves conséquences qu'aurait le transfert à Lyon des sections scientifiques de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-aux-Roses. Ces projets alarment l'ensemble des professeurs et des élèves de l'établissement qui n'ont jamais été ni associés ni consultés. Cette volonté de les écarter de l'élaboration de décisions concernant l'Ecole normale supérieure de Fontenay est en contradiction avec l'affirmation du Gouvernement de laisser ce transfert à l'initiative des intéressés. L'ensemble des personnels et des élèves est très attaché au développement de cette école, qui a joué et joue un rôle de qualité dans la formation des enseignants du second degré et du supérieur. Cet établissement regroupant des sections scientifiques et littéraires offre de bonnes conditions de pluridisciplinarité et d'ouverture au monde. La proximité de centres scientifiques de haut niveau comme Orsay, la qualité et la variété des supports scientifiques et culturels de la région parisienne ne peuvent se retrouver dans la région lyonnaise. L'école est dotée de laboratoires bien équipés, indispensables pour les scientifiques et inutilisables pour les littéraires. Ces installations spécialisées seraient donc détruites et de nouvelles devraient être construites. Ce gaspillage, au moment où les crédits alloués à l'enseignement supérieur et à la recherche sont parcimonieusement comptés, est inacceptable.

Elle insiste pour savoir s'il ne conviendrait pas :

- 1° D'abandonner ce projet de transfert ;
- 2° De consulter démocratiquement tous les intéressés sur les finalités et l'avenir des Ecoles nationales supérieures. (N° 2743).

VIII. — Mme Danielle Bidard attire l'attention de Mme le ministre des universités sur la situation nouvelle des étudiants étrangers.

Une série de textes cohérents (loi n° 80-9 du 10 janvier 1980, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, projet de loi relatif aux conditions de séjour et de travail des étrangers en France, décret du 31 décembre 1979 sur des sujets analogues) leur impose des mesures discriminatoires qui suscitent de nombreuses manifestations dans le pays.

Pour venir en France et y poursuivre des études, il leur faut désormais : une pré-inscription auprès des services culturels de l'ambassade de France dans le pays d'origine (dernier délai le 15 février de l'année précédant les études), un avis favorable du conseiller culturel de l'ambassade, le blocage sur un compte bancaire d'une somme de 9 000 à 15 000 francs, subir un examen d'inscription imposé par le ministère dont le contrôle échappe aux universités.

Ces examens sélectifs à l'entrée de l'université sont organisés en dehors des universités et des universitaires.

La commission nationale est composée de membres nommés par les ministères des universités, des affaires étrangères, de la coopération.

Les étudiants non déclarés admis par la commission nationale, risqueraient aux termes d'une circulaire du ministre de l'intérieur d'être déclarés indésirables et expulsés.

Les étudiants étrangers qui, dans le monde, choisissent notre pays pour venir accroître leurs connaissances et resserrer les liens avec notre pays sont soumis à des discriminations politiques et sociales.

Ces mesures s'inscrivent dans le sens des attaques contre les travailleurs immigrés.

Elles ont une tonalité raciste que nous dénonçons.

C'est pourquoi elle lui demande :

- 1° L'abrogation de toutes les mesures discriminatoires ;
- 2° Le respect de l'autonomie des universités. (N° 2744.)

IX. — M. Edouard Bonnefous appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur la répression des sévices infligés à l'enfance. Il lui expose que 40 000 enfants sont annuellement martyrisés en France, dont plusieurs centaines décèdent de ces mauvais traitements.

En 1976, les tribunaux n'ont prononcé sur ce chef d'accusation que 1094 peines de prison dont les trois quarts ne concernaient que des incarcérations inférieures à un an.

Il lui indique qu'il a déposé une proposition de loi tendant au renforcement de l'échelle des peines applicables à ces actes. Il lui rappelle que l'Assemblée nationale a récemment confirmé la sévérité des peines encourues par les auteurs de viols.

Il lui demande de prendre les initiatives nécessaires pour éviter une disproportion entre les peines frappant les agressions sexuelles et les mauvais traitements infligés aux enfants, et d'exposer les mesures qu'il entend proposer pour rendre plus rigoureuse la répression d'infractions sur les enfants particulièrement odieuses. (N° 2754.)

X. — M. Pierre Ceccaldi-Pavard attire l'attention de M. le ministre de l'intérieur sur la situation des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte.

Il lui demande de bien vouloir lui indiquer si des mesures sont à l'étude afin que les possibilités de reclassement des intéressés dans la fonction publique tiennent compte de la vocation spécifique exercée par ces sociétés et ne soient plus simplement soumises aux conditions générales des décrets du 10 mai 1979 et du 17 octobre 1979. (N° 2710.)

XI. — M. Pierre Ceccaldi-Pavard attire l'attention de M. le ministre du budget sur les dispositions de l'article 40 de la loi de finances pour 1979 (n° 78-1239 du 29 décembre 1978) qui prévoit que les communes peuvent établir une taxe « sur toute location, concession ou vente d'espace publicitaire sur une façade, un pignon d'immeuble, une clôture extérieure ».

Il lui demande les mesures qu'il a prises ou qu'il compte prendre pour rendre applicables ces dispositions législatives et pour permettre notamment aux communes d'avoir connaissance des contrats de location, de concession ou de vente des espaces publicitaires. (N° 2673.)

*(Question transmise à M. le ministre de l'intérieur.)*

XII. — M. Jean Cauchon attire l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la réglementation en vigueur concernant l'accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction et qui sont pénalisés par rapport aux autres accédants à la propriété, compte tenu des limitations qui leur sont apportées, notamment en matière d'octroi de prêts. Il lui demande quelles mesures il a prises pour atténuer autant que possible les dispositions actuellement en vigueur défavorables aux agents de la fonction publique et s'il ne juge pas opportun de définir la notion de première propriété pour tous les Français, quelle que soit la nature de leur activité professionnelle. (N° 2651.)

XIII. — M. Serge Boucheny attire l'attention de M. le ministre des transports sur les revendications des pilotes de ligne qui lui ont remis plusieurs dossiers concernant leurs conditions de travail.

Il s'agit, entre autres, de la composition de l'équipage de conduite pour certains appareils que le Gouvernement a l'intention de réduire et de la limite d'âge pour l'exercice de la profession de navigant dans le transport aérien.

Il lui demande s'il a l'intention de prendre en compte les aspirations du personnel et de favoriser ainsi la sécurité dans les transports aériens. (N° 2658.)

XIV. — M. Serge Boucheny attire l'attention de M. le ministre des transports sur le conflit qui l'oppose aux contrôleurs aériens.

La réunion du 29 janvier 1980 n'a pas été plus satisfaisante que les précédentes. Les propositions faites n'ont aucune commune mesure ni avec les revendications, ni avec l'apreté du conflit récent.

Les problèmes d'exercice des droits syndicaux n'ont amené que des réponses évasives.

Les primes ne sont toujours pas intégrées aux salaires. La prime de « technicité » sera indexée sur l'indice I. N. S. E. E. au 1<sup>er</sup> juillet 1981, la prime « d'exploitation » ayant été indexée d'une façon bâtarde au 1<sup>er</sup> janvier 1980 en conséquence du conflit de l'été 1979.

Ces indexations ne résolvent évidemment pas le grave problème de la non-prise en compte de ces primes dans le calcul des pensions.

Alors que les organisations professionnelles défendent le caractère fonctionnel de leur statut, et réclament l'attribution de qualifications d'exploitation aux contrôleurs des grandes tours de contrôle, leur permettant de ce fait d'accéder au grade maximum du corps, il est proposé à ces contrôleurs l'accès au grade maximum du corps lorsqu'ils auront vingt ans d'ancienneté. C'est manifestement la dévalorisation de la profession.

Aucune rencontre n'étant à nouveau prévue, il lui demande de prendre toutes les mesures afin qu'un dialogue s'instaure réellement avec les organisations professionnelles. (N° 2689.)

XV. — Mme Hélène Luc appelle l'attention de M. le ministre des transports sur l'ensemble des sanctions prononcées contre les personnels de la navigation aérienne, notamment la mutation de quatre ingénieurs coupables d'avoir refusé de participer à la répression.

Démis de leur poste de responsabilité, ces ingénieurs ont été affectés, en surnombre, dans des services où ils demeurent sans attribution.

Outre que la sanction prise porte atteinte à leur vie professionnelle, sociale et familiale, ce qui est inacceptable, il reste qu'elle conduit à un gâchis de compétences indéniable pour le service public, ce qui n'est pas tolérable.

Elle lui demande donc s'il ne considère pas souhaitable de lever cette sanction injuste et inopportune et quelles mesures il compte prendre pour réaffecter rapidement dans leur poste d'origine ces quatre ingénieurs de la navigation aérienne. (N° 2753.)

XVI. — M. Serge Boucheny attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation catastrophique de l'aviation légère et sportive.

La France, qui possédait la deuxième place dans ce secteur, est descendue à la quatrième place derrière les Etats-Unis, l'Angleterre et la République fédérale d'Allemagne.

Des mesures urgentes doivent être prises pour :

- soutenir l'industrie de fabrication d'avions légers ;
- aider les clubs sportifs afin qu'ils développent leurs activités d'initiation au vol à moteur et au vol à voile ;
- favoriser l'attribution de bourses aux jeunes ;
- enfin, augmenter les crédits pour l'achat d'avions remorqueurs.

Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour redonner à notre pays la place qu'il avait dans le domaine de l'aviation légère et sportive, et quelles mesures il compte prendre pour son développement. (N° 2729.)

#### **Délai limite pour le dépôt des amendements à un projet de loi.**

Conformément à la décision prise par la conférence des présidents, en application de l'article 50 du règlement, le délai limite pour le dépôt des amendements au projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980), est reporté au vendredi 9 mai 1980, à seize heures.

Personne ne demande la parole ?...

La séance est levée.

*(La séance est levée à dix-neuf heures cinquante minutes.)*

Le Directeur  
du service du compte rendu sténographique,  
ANDRÉ BOURGEOT.

## NOMINATION DE RAPPORTEURS

(Art. 19 du règlement.)

## COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

**M. Berrier** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 213 (1979-1980) de M. Schwint tendant à instituer une commission spéciale chargée d'étudier dans quelles conditions les dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite annexé à la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 seront étendues aux fonctionnaires civils et militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1<sup>er</sup> décembre 1964.

**M. Berrier** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 214 (1979-1980) de M. Schwint tendant à étendre diverses dispositions du code des pensions civiles et militaires de retraite aux fonctionnaires civils ou militaires et à leurs ayants cause dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1<sup>er</sup> décembre 1946.

**M. Méric** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 215 (1979-1980) de M. Schwint tendant à garantir le droit au travail et à empêcher les cumuls abusifs entre une pension de retraite et une activité rémunérée.

**M. Méric** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 216 (1979-1980) de M. Schwint portant réforme du titre III du livre IV du code du travail relatif aux comités d'entreprise.

**M. Béranger** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 217 (1979-1980) de M. Schwint, tendant à la réduction du temps de travail hebdomadaire.

**M. Méric** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 218 (1979-1980) de M. Schwint accordant un crédit d'heures aux délégués des listes de candidats pour l'élection des conseillers prud'hommes.

**M. Bialski** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 219 (1979-1980) de M. Schwint relative au statut des administrateurs des caisses de sécurité sociale.

**M. Schwint** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 220 (1979-1980) de M. Schwint portant suppression du ticket modérateur d'ordre public.

**M. Jean Chérioux** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 232 (1979-1980), adoptée par l'Assemblée nationale, après déclaration d'urgence, relative à l'intéressement des travailleurs, au capital, aux fruits de l'expansion et à la gestion des entreprises.

**M. Sallenave** a été nommé rapporteur pour avis du projet de loi n° 240 (1979-1980), adopté par l'Assemblée nationale, relatif aux formations professionnelles alternées organisées en concertation avec les milieux professionnels, dont la commission des affaires culturelles est saisie au fond.

## COMMISSION DES LOIS

**M. Thyraud** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 204 (1979-1980) de M. Dailly tendant à modifier l'article 99 de la loi n° 67-563 du 13 juillet 1967 sur le règlement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle et les banqueroutes.

**M. Dailly** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 205 (1979-1980) de M. Dailly tendant à faciliter le crédit aux entreprises.

**M. de Cuttoli** a été nommé rapporteur de la proposition de loi n° 234 (1979-1980) de M. de Cuttoli tendant à compléter l'article 74 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971.

**M. Virapoullé** a été nommé rapporteur pour avis de la proposition de résolution n° 194 (1979-1980) de Mme Perlican tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions d'indemnisation des victimes du cyclone « David » dans les départements d'outre-mer, dont la commission des finances est saisie au fond.

## Ordre du jour établi par la conférence des présidents communiqué au Sénat dans sa séance du mercredi 7 mai 1980.

I. — Conformément aux conclusions de la conférence des présidents, l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat a été établi comme suit :

La conférence des présidents a établi comme suit l'ordre du jour des prochaines séances du Sénat :

## A. — Vendredi 9 mai 1980, à neuf heures trente :

Seize questions orales sans débat :

N° 2671 de M. Louis Perreïn à M. le ministre du travail et de la participation (Fonctionnement des antennes de l'Agence nationale pour l'emploi dans le Val-d'Oise) ;

N° 2666 de M. Jean-Pierre Fourcade à M. le ministre de la culture et de la communication (Coût et utilité de la revue « Culture et communication ») ;

N° 2752 de M. Louis Brives à M. le ministre de l'industrie (Maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux) ;

N° 2772 de M. Georges Spénale à M. le ministre de l'industrie (Maintien de l'activité charbonnière dans le bassin de Carmaux) ;

N° 2612 de M. Paul Séramy à Mme le ministre des universités (Crédits pour la recherche dans les grandes écoles) ;

N° 2731 rectifié de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Dangers provoqués par des revêtements d'amiante au centre universitaire de Jussieu, à Paris) ;

N° 2743 de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Transfert à Lyon des sections scientifiques de l'école normale supérieure) ;

N° 2743 de Mme Danielle Bidard à Mme le ministre des universités (Situation des étudiants étrangers) ;

N° 2754 de M. Edouard Bonnefous à M. le ministre de la justice (Répression des sévices infligés à l'enfance) ;

N° 2710 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard à M. le ministre de l'intérieur (Situation des personnels licenciés des sociétés d'économie mixte) ;

N° 2673 de M. Pierre Ceccaldi-Pavard transmise à M. le ministre de l'intérieur (Taxe sur les espaces publicitaires) ;

N° 2651 de M. Jean Cauchon à M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie (Accession à la propriété des fonctionnaires occupant un logement de fonction) ;

N° 2658 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Revendications des pilotes de ligne) ;

N° 2689 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Revendications des contrôleurs aériens) ;

N° 2753 de Mme Hélène Luc à M. le ministre des transports (Mutations disciplinaires d'ingénieurs de la navigation aérienne) ;

N° 2729 de M. Serge Boucheny à M. le ministre des transports (Développement de l'aviation légère et sportive).

## B. — Mardi 13 mai 1980, à dix heures :

1° Question orale, avec débat, n° 356 de M. Serge Boucheny, transmise à M. le ministre de la défense, sur la construction aéronautique ;

2° Question orale, avec débat, n° 279 de M. Serge Mathieu à M. le ministre du budget sur la chaptalisation des vins ;

A quinze heures et le soir :

Ordre du jour prioritaire :

3° Deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

(La conférence des présidents a reporté au vendredi 9 mai 1980, à seize heures, le délai limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.)

## C. — Mercredi 14 mai 1980, à neuf heures trente :

Ordre du jour prioritaire :

1° Suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980) ;

A quinze heures :

*Ordre du jour prioritaire :*

2° Conclusions de la commission mixte paritaire ou nouvelle lecture du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature ;

3° Suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

D. — **Mardi 20 mai 1980**, à dix heures, à quinze heures et le soir :

1° Trois questions orales, avec débat, jointes, à M. le ministre de l'économie :

N° 359 de M. Josy Moinet sur les difficultés des entreprises françaises ;

N° 222 de M. Hubert Martin sur l'attitude générale des banques en France ;

N° 326 de M. Anicet Le Pors sur les aides publiques à l'industrie ;

2° Question orale, avec débat, n° 174, de M. Louis Perrein à M. le ministre de l'industrie sur l'implantation d'une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine ;

3° Deux questions orales, avec débat, jointes, à M. le ministre de l'industrie sur la politique énergétique de la France :

N° 224 de M. Jean Peridier ;

N° 323 de M. Raymond Dumont.

4° Question orale, avec débat, n° 308, de M. Jean Cauchon à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) sur les industries agricoles et alimentaires ;

5° Six questions orales, avec débat, jointes, à M. le ministre de l'agriculture relatives à divers problèmes concernant l'agriculture et la viticulture :

N° 12 de M. Raymond Courrière ;

N° 109 de M. Félix Ciccolini ;

N° 197 de M. Jean Cluzel ;

N° 238 de M. René Tinant ;

N° 340 de M. Louis Minetti ;

N° 341 de M. Paul Guillard.

*Ordre du jour prioritaire :*

6° Eventuellement, suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980).

E. — **Mercredi 21 mai 1980**, à quinze heures et le soir :

*Ordre du jour prioritaire :*

1° Eventuellement, suite de la deuxième lecture du projet de loi d'orientation agricole, adopté avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture (n° 207, 1979-1980) ;

2° Deuxième lecture de la proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, relative à la répression du viol et de certains attentats aux mœurs (n° 208, 1979-1980).

F. — **Jedi 22 mai 1980**, à neuf heures trente, à quinze heures et, éventuellement, le soir :

*Ordre du jour prioritaire :*

1° Projet de loi instituant une assurance veuvage (n° 203, 1979-1980).

(La conférence des présidents a fixé au mercredi 21 mai 1980, à seize heures, le délai-limite pour le dépôt des amendements à ce projet de loi.)

2° Deuxième lecture du projet de loi, modifié par l'Assemblée nationale, relatif à l'application de certaines dispositions du code du travail aux salariés de diverses professions, notamment des professions agricoles (n° 437, 1978-1979).

*Ordre du jour complémentaire :*

3° Conclusions de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi de M. Paul Kauss tendant à modifier les dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative à l'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal (n° 142, 1979-1980).

G. — **Vendredi 23 mai 1980**, à neuf heures trente :

Seize questions orales sans débat.

N° 2691 de M. Hector Viron à M. le ministre du travail et de la participation (Situation de l'emploi dans la métallurgie lilloise) ;

N° 2663 de M. Serge Boucheny à M. le ministre du travail et de la participation (Respect des libertés syndicales dans une entreprise) ;

N° 2721 de M. Serge Boucheny à M. le ministre du travail et de la participation (Mesures contre les licenciements abusifs) ;

N° 2640 de M. Henri Caillavet, transmise à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion (Changement de tutelle de Télédiffusion de France) ;

N° 2637 de M. Francis Palmero à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Réglementation de la profession d'herboriste) ;

N° 2694 de M. Edouard Le Jeune et n° 2722 de Mme Cécile Goldet à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Aide ménagère aux personnes âgées) ;

N° 2665 de M. Henri Caillavet et n° 2709 de M. Francis Palmero à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Abrogation du décret du 15 janvier 1980 réduisant les remboursements d'assurance maladie versés aux mutualistes) ;

N° 2690 de M. Serge Boucheny à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Plan hospitalier de l'Assistance publique à Paris) ;

N° 2718 de M. Pierre Gamboa à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Négociations pour le renouvellement de la convention médicale) ;

N° 2747 de Mme Rolande Perlican à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale (Vente de terrains par l'assistance publique à Paris) ;

N° 2664 de M. Henri Caillavet, transmise à M. le ministre des affaires étrangères (Caractère raciste du boycottage économique imposé par certains Etats de la ligue arabe) ;

N° 2719 de M. Guy Schmaus à M. le ministre des affaires étrangères (Participations aux jeux Olympiques de Moscou) ;

N° 2728 de M. Serge Boucheny à M. le ministre de la défense (Situation des personnels de la gendarmerie) ;

N° 2592 de M. Edouard Le Jeune, transmise à M. le ministre de l'économie (Aides de l'Etat à l'industrie).

## ANNEXE

### I. — QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

#### INSCRITES A L'ORDRE DU JOUR DU **vendredi 23 mai 1980**.

N° 2691. — M. Hector Viron attire l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur la situation de la métallurgie lilloise en pleine régression depuis quelques années et pour laquelle ces dernières semaines ont encore amené des sujets d'inquiétude. Si des mesures ne sont pas prises dans ce secteur où une forte proportion de main-d'œuvre qualifiée existe, l'on s'achemine progressivement vers la disparition complète d'une série de petites et moyennes entreprises. Seules subsisteront quelques entreprises importantes qui, elles aussi, ont déjà diminué fortement leur effectifs. La dernière opération en date est celle en cours aux Etablissements D.M.S. de Lille où par absorptions successives les effectifs ont été diminués et où des menaces sérieuses pèsent sur une partie importante du personnel. Il lui demande de lui indiquer les mesures qu'il compte prendre pour : 1° éviter de nouveaux licenciements dans la métallurgie lilloise ; 2° refuser les éventuels licenciements aux Etablissements D.M.S. ; 3° relancer l'activité de la métallurgie lilloise.

N° 2663. — M. Serge Boucheny expose à M. le ministre du travail et de la participation que, malgré plusieurs interventions, la direction d'une importante usine d'automobiles n'a pas cessé ses attaques à l'égard des militants syndicaux C.G.T. Un délégué C.G.T. au comité d'entreprise et un conseiller prud'hommes sont actuellement harcelés par la direction qui emploie de véritables provocations et la falsification des faits. Elle fait régner la peur dans les ateliers dans le but d'attenter

à la personnalité des militants syndicaux honnêtes. Par ailleurs, les récentes élections prud'homales qui se sont déroulées en dehors de l'entreprise ont montré à Paris une perte importante pour le « syndicat maison », la C.F.T., alors que la C.G.T. et la C.F.D.T. progressaient faisant la preuve du truquage de la direction. Il lui demande quelles instructions il compte donner à l'inspecteur du travail pour : 1° le respect des droits de l'homme dans cette usine d'automobile ; 2° le respect des libertés syndicales et pour que puissent s'exprimer normalement les vrais syndicats.

N° 2721. — M. Serge Boucheny appelle l'attention de M. le ministre du travail et de la participation sur les conséquences de l'arrêté du 15 décembre 1977 pris pour application du nouvel article L. 321-1 du code du travail. Ce texte soustrait de l'obligation d'autorisation préalable les licenciements effectués par les entreprises dans lesquelles il n'a pas été prononcé de licenciement pour motif économique dans les douze mois précédant la date où ce mouvement de personnel est envisagé. Dans la mesure où ce régime commun du licenciement fait l'objet d'un contrôle déjà restreint par rapport au régime du licenciement économique, il s'interroge sur les motifs de la diminution des garanties des salariés dans ce domaine et, en conséquence, lui demande les mesures qu'il entend prendre ou proposer pour le rétablir, afin que des licenciements abusifs ne puissent se produire comme ce fut le cas dans un laboratoire du xv<sup>e</sup> arrondissement.

N° 2640. — M. Henri Caillavet demande à M. le Premier ministre les raisons techniques, juridiques et politiques pour lesquelles la société de Télédiffusion de France s'est vu changer de ministère de tutelle. N'aurait-il pas été raisonnable d'informer les députés et les sénateurs d'une telle initiative lors de la discussion budgétaire (session ordinaire et session extraordinaire). N'aurait-il pas pu également préciser ses intentions prises depuis longtemps à l'ombre du pouvoir réglementaire, tant il est vrai qu'il ne suffit pas dans un semblable domaine de prendre seulement l'avis de la délégation parlementaire.

*(Question transmise à M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et à la télédiffusion.)*

N° 2637. — M. Francis Palmero demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de vouloir bien exposer ses intentions pour la renaissance du diplôme et de la profession d'herboriste, la consommation des plantes médicinales devant offrir toutes les garanties.

N° 2694. — M. Edouard Le Jeune demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir lui définir les perspectives de la politique que le Gouvernement compte développer dans le domaine de l'aide ménagère aux personnes âgées, en liaison avec l'ensemble des organismes sociaux concernés.

N° 2722. — Dans notre société, tous ceux qui ne participent pas encore, ou ne participent plus à la production de richesses se trouvent marginalisés ; c'est le cas, en particulier, pour les personnes âgées. Tout doit être mis en œuvre pour que ces personnes, qui ont quitté volontairement ou non l'activité qui assurait auparavant leur intégration à la société, ne se trouvent pas de surcroît privées de leur cadre de vie, de leurs habitudes et de leur voisinage. A ce titre, la maison de retraite leur apparaît moins comme un havre de repos que comme un « mouvoir ». De plus, le coût de ces maisons est sans commune mesure avec celui de l'aide ménagère. L'intérêt individuel comme l'intérêt collectif imposent donc la multiplication du nombre de ces interventions. Mme Cécile Goldet demande à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale de bien vouloir lui préciser les mesures qu'il compte prendre pour que ce service indispensable soit assuré dans les meilleures conditions tant pour les personnes âgées que pour les personnes qui fournissent cette aide et pour adapter le volume de l'aide fournie à la croissance des besoins.

N° 2665. — M. Henri Caillavet attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur les conséquences du décret n° 8024 du 15 janvier 1980 « fixant les limites de l'intervention des organismes pratiquant une assurance complémentaire du risque maladie ». Il faut attendre en effet une réduction de 2 à 12 p. 100 des remboursements d'assurance maladie versés aux mutualistes créant ainsi une pénalisation du mutualiste. Ne lui paraît-il pas nécessaire d'abroger avant le 1<sup>er</sup> mai 1980, date d'entrée en vigueur du décret, une telle disposition réglementaire qui n'a d'ailleurs aucun effet réel sur l'équilibre financier de la sécurité sociale et qui du reste

nuit au principe même de prévoyance et de protection sociale, inspiré par l'esprit mutualiste, en tolérant une ingérence de l'Etat dans des contrats privés.

N° 2709. — M. Francis Palmero expose à M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale qu'aussi bien le décret instituant un ticket modérateur que la proposition de loi Berger porte atteinte aux généreux principes et à la gestion rigoureuse de la mutualité française. Il lui demande de vouloir bien prendre les dispositions nécessaires pour lui permettre de poursuivre son œuvre humanitaire.

N° 2690. — M. Serge Boucheny attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur le fait que la direction de l'assistance publique a fait annoncer la construction d'un nouvel hôpital de 635 lits sur les terrains de l'usine Citroën à Paris (15<sup>e</sup>). Dans le même temps, la capacité hospitalière de l'hôpital Boucicaut est réduite à 200 lits et la fermeture de l'hôpital Vaugirard a été annoncée. Il lui demande : 1° quel est le coût des terrains vendus par la société Citroën pour la construction du nouvel hôpital ; 2° quelle est la destination des terrains actuellement occupés par l'hôpital Vaugirard ; 3° s'il n'estime pas que les besoins hospitaliers des Parisiens nécessiteraient le maintien et l'extension de l'hôpital Boucicaut, le nouvel hôpital ne faisant que pallier la grande misère de l'assistance publique à Paris.

N° 2718. — M. Pierre Gamboa attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la vive émotion soulevée dans le milieu médical, et parmi les assurés sociaux, par la décision des directions de caisses d'assurance maladie de la sécurité sociale de suspendre les négociations avec les syndicats médicaux pour le renouvellement de la convention médicale. Pour justifier leur décision, elles invoquent l'augmentation des honoraires, décidée unilatéralement par le plus important syndicat de médecins, en passant sous silence la non-revalorisation d'honoraires initialement prévue par la loi pour octobre 1979 et janvier 1980 excluant ainsi la responsabilité gouvernementale en la matière. Cette situation, qui résulte de la politique d'austérité en matière de santé décidée par le conseil des ministres du 25 juillet 1979, aboutit aujourd'hui au refus des caisses d'engager de véritables négociations contractuelles. Le conflit en cours pénalise fortement les assurés sociaux et, en premier lieu, les couches les plus défavorisées. Ainsi, après avoir augmenté les cotisations payées par les travailleurs au nom du « déficit » de la sécurité sociale, on envisage une diminution du remboursement des soins, mettant ainsi gravement en cause le droit des Français à la santé. En conséquence, il lui demande : 1° d'intervenir directement, afin que de véritables négociations s'engagent avec les organisations syndicales représentatives du corps médical ; 2° de rejeter tout système visant à mettre en place une médecine à double secteur ; 3° d'envisager des mesures immédiates et ponctuelles à l'égard des catégories sociales les plus modestes (chômeurs, salariés payés au S.M.I.C., retraités bénéficiant du fonds national de solidarité) qui ne doivent pas être pénalisées pendant la durée de ce conflit.

N° 2747. — Mme Rolande Perlican attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale sur la décision du conseil d'administration de l'assistance publique de céder à un promoteur privé (la C.O.G.E.D.I.M.) le terrain qu'elle possède sur le triangle formé par la rue Froidevaux, la rue Auguste-Mie et l'avenue du Maine, dans le 14<sup>e</sup> arrondissement. Il lui semble inadmissible que l'assistance publique puisse vendre un terrain à un promoteur qui y construira des logements de standing alors que : 1° ce terrain est situé à proximité de trois grands hôpitaux de l'assistance publique (Cochin, Saint-Vincent-de-Paul et Broussais) et que le nombre de logements sociaux pour le personnel de l'assistance publique est tout à fait insuffisant ; 2° la population de ce secteur ne dispose d'aucune réalisation sociale ou culturelle. Sur ce terrain pourraient donc être réalisés par la ville de Paris soit des logements sociaux, soit un centre culturel qui comblerait une lacune dans cet arrondissement qui en est dépourvu et bénéficierait de la proximité et de l'attraction exercée par le quartier Montparnasse. C'est pourquoi elle lui demande d'intervenir afin que toutes les solutions allant dans l'intérêt des personnels hospitaliers ou de la population soient examinées et discutées et pour qu'aucune décision qui favoriserait une nouvelle fois la spéculation immobilière à Paris ne soit prise par l'assistance publique.

N° 2664. — M. Henri Caillavet appelle l'attention de M. le Premier ministre sur les implications en France des mesures de boycottage économique suivies et imposées par certains Etats de la Ligue arabe. Il s'agit, en l'occurrence, de pratiques de mise à l'index fondées sur diverses considérations dont certaines revêtent un caractère manifestement raciste puisque,

ainsi, une entreprise occidentale peut se trouver portée sur les listes noires du boycottage arabe en raison de la sympathie sioniste dont seraient suspects ses dirigeants, voire même de l'appartenance juive de ces derniers. Par un vote unanime, le Parlement français a, le 7 juin 1977, voté une loi (dont les dispositions sont devenues les nouveaux articles 187-2 et 416-1 du code pénal) incriminant les mesures de mise à l'index en cause en leurs différentes manifestations. A plus d'une reprise, déjà, l'attention de différents ministres — en particulier, les ministres du commerce extérieur, des affaires étrangères, de la justice, de la culture et de la communication — a été appelée sur des situations de boycottage économique dont sont victimes des opérateurs économiques français. Or, lorsqu'ils ont apporté une réponse aux questions qui leur avaient été posées à cette fin, tout en déplorant le caractère choquant des pratiques dénoncées, ils se sont confinés néanmoins dans une réserve prudente. C'est dans ces circonstances qu'il lui demande s'il entend prendre enfin des mesures concrètes, et lesquelles, pour qu'il soit mis définitivement un terme à des comportements économiques qui, non seulement font injure à nos valeurs morales fondamentales et nos principes juridiques essentiels, mais également bafouent la souveraineté de la France.

(Question transmise à M. le ministre des affaires étrangères.)

N° 2719. — M. Guy Schmaus, appelle l'attention du ministre des affaires étrangères à propos de ses inquiétantes déclarations concernant les prochains jeux Olympiques d'été. En effet, en dépit de précautions de style, il apparaît que le Gouvernement français s'est mis d'accord avec ceux des Etats-Unis et d'Europe occidentale pour effectuer des prestations sur les comités nationaux en vue d'empêcher leur participation aux jeux Olympiques de Moscou. Il s'agit d'une position indigne de la France car le problème n'est pas de s'aligner sur le président des Etats-Unis dont tout le monde sait qu'il brade les intérêts des athlètes, du sport et de l'amitié entre les jeunes du monde au profit de ses calculs politiques. Il lui demande, en conséquence, si la seule attitude conforme aux intérêts du pays de Pierre de Coubertin, n'est pas au contraire de faire jouer en toute indépendance à la France un rôle actif en faveur des Jeux de Moscou, en s'abstenant de toute ingérence ouverte ou sournoise dans le mouvement sportif et en refusant de se prêter aux injonctions des Gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et d'Allemagne fédérale.

N° 2728. — Depuis plusieurs années, les retraités gendarmes ont vu leur situation se dégrader, en particulier leurs conditions de vie. M. Serge Boucheny demande à M. le ministre de la défense de bien vouloir lui exposer la politique du Gouvernement en la matière, et principalement au sujet : de la revalorisation des majorations spéciales à la gendarmerie ; du droit au travail pour ceux qui ont quitté la gendarmerie ; de la création d'une échelle indiciaire spéciale à la gendarmerie. De même, pour les revendications générales des retraités militaires concernant l'augmentation du taux de réversion pour les veuves et la création d'un capital décès pour celles-ci il lui demande de préciser sa position en ce qui concerne la rétroactivité des lois.

N° 2592. — M. Edouard Le Jeune demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir lui préciser la suite que le Gouvernement envisage de réserver aux propositions contenues dans le rapport sur les aides de l'Etat à l'industrie tendant en particulier, d'une part, à déconcentrer les entreprises et, d'autre part, à les rendre plus efficaces.

(Question transmise à M. le ministre de l'économie.)

II. — Questions orales avec débat inscrites à l'ordre du jour :

A. — Mardi 13 mai 1980 :

N° 356. — M. Serge Boucheny attire l'attention de M. le ministre des transports sur la situation actuelle dans la construction aéronautique. Au moment où la S. N. E. C. M. A., la S. N. I. A. S. et les principales usines d'aéronautique s'engagent dans le domaine civil, affirmant l'autorité de l'aviation française sur le plan mondial, il est de toute première urgence que les directions générales pratiquent une politique sociale permettant à l'ensemble du personnel de bénéficier du fruit de son travail et assurant l'importance du potentiel industriel et technique. Or les directions ont recours de plus en plus fréquemment au travail temporaire et à la sous-traitance pour limiter les effectifs permanents. Cela est très préjudiciable aux salariés des sociétés nationales et à l'ensemble de l'industrie. Il lui demande de bien vouloir intervenir : 1° contre la politique d'emploi temporaire instaurée dans ces entreprises ; 2° pour l'embauche du personnel actuellement temporaire ; 3° pour l'ouverture de négociations en

vue d'appliquer une politique sociale répondant aux revendications des salariés. Cette politique d'embauche, au moment où le nombre des chômeurs atteint près de 1 500 000, serait positive. Elle permettrait d'œuvrer à la réalisation des matériels nécessaires à l'aviation française, d'entreprendre la réalisation des prototypes, tel l'A 200, indispensable à une grande industrie nationale de l'aéronautique.

(Question transmise à M. le ministre de la défense.)

N° 279. — M. Serge Mathieu demande à M. le ministre du budget de bien vouloir lui préciser les motivations qui ont conduit ses services à ouvrir un concours scientifique doté d'un million de francs de récompense pour la mise au point d'une méthode de détection et de mesure de la chaptalisation des vins. Il observe que cette démarche fait peser sur l'ensemble des viticulteurs une présomption de fraude et qu'elle intervient après le retrait par le Gouvernement de l'ordre du jour du Sénat du projet de loi n° 428 tendant à renforcer le contrôle de la circulation des sucres, projet de loi auquel la commission des affaires économiques et du Plan a décidé d'opposer la question préalable. Il souligne enfin que le recours au procédé du concours doté d'une récompense financière pour mettre au point une telle méthode d'analyse conduit à s'interroger sur le rôle et les compétences de l'institut national de la recherche agronomique, des instituts techniques professionnels et du laboratoire central de recherche et d'analyses du service de la répression des fraudes.

B. — Du mardi 20 mai 1980.

N° 359. — M. Josy Moinet signale à M. le ministre de l'économie que la hausse considérable des taux d'intérêt et le renforcement des mesures d'encadrement du crédit risquent de compromettre à brève échéance l'activité de nombreuses entreprises du secteur agricole, artisanal et industriel et d'entraîner une forte réduction des interventions des collectivités locales pour le financement des équipements collectifs de base. Il lui demande de bien vouloir informer le Sénat sur les mesures sélectives que le Gouvernement envisage de prendre à court terme pour mieux maîtriser l'inflation sans compromettre la vie des entreprises, petites et moyennes, qui constituent l'essentiel du tissu économique des départements et des régions.

N° 222. — M. Hubert Martin appelle l'attention de M. le ministre de l'économie sur l'attitude générale des banques, de plus en plus animées, semble-t-il, par le seul souci de la rentabilité. Cet état d'esprit se retrouve dans la décision prise récemment par un établissement bancaire, qui paraît devoir être imité par beaucoup d'autres, de faire dorénavant payer les chèques émis par ses clients, ainsi que dans les difficultés de plus en plus grandes rencontrées par les petites entreprises comme par les commerçants et les artisans, pour obtenir des crédits. Il lui demande de bien vouloir lui faire connaître le sentiment et les intentions du Gouvernement face à une telle situation.

N° 326. — M. Anicet Le Pors rappelle à M. le ministre de l'économie qu'il s'était engagé, lors de la session de printemps 1979, à lui communiquer les informations du rapport de l'inspection des finances, dit rapport Hannoun, sur les aides publiques à l'industrie privée. Depuis, et notamment à plusieurs reprises, lors de la discussion budgétaire, il avait eu l'occasion de renouveler cette demande dont le bien-fondé avait été largement reconnu dans l'opinion publique et la presse. Il ne peut considérer que le rapport qui vient d'être rendu public par son ministère constitue une réponse satisfaisante à la demande formulée et à l'engagement pris. En effet, si ce texte laisse bien apparaître que la concentration des aides de l'Etat à l'industrie privée est très forte, en revanche, il ne rend pas compte des données qui avaient été communiquées à certains journaux au printemps dernier. C'est pourquoi il lui demande : 1° quelles dispositions il compte prendre pour que l'opinion publique soit clairement informée au sujet de l'ensemble des aides de l'Etat à l'industrie et que le Parlement puisse exercer son contrôle des fonds publics alloués aux entreprises privées ; 2° quelles conséquences les pouvoirs publics entendent tirer du rapport qui leur a été fait par l'inspection des finances, notamment en ce qui concerne la justification, la gestion administrative et l'efficacité économique et sociale des aides publiques à l'industrie privée.

N° 174. — M. Louis Perrein demande à M. le ministre de l'industrie d'exposer les raisons et les conséquences techniques, économiques et écologiques du projet de réalisation d'une centrale nucléaire de 2 600 mégawatts à Nogent-sur-Seine. Il lui demande, en outre, d'indiquer dans quelles conditions s'est faite ou se fera la consultation des instances concernées par ce projet : notamment le conseil régional Ile-de-France et les huit conseils généraux de la région parisienne ; ne lui apparaît-il pas néces-

saire d'étendre à l'ensemble de la région parisienne l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique actuellement restreinte à un rayon de cinq kilomètres autour du lieu d'implantation projeté de cette centrale nucléaire.

N° 224. — M. Jean Peridier demande à M. le ministre de l'industrie de lui faire connaître les grandes lignes de la politique énergétique de la France, plus particulièrement en ce qui concerne les sources d'énergie autres que le nucléaire (hydraulique, charbonnière, solaire et alcool carburant).

N° 323. — M. Raymond Dumont demande à M. le ministre de l'industrie de bien vouloir exposer la politique énergétique du Gouvernement. Il lui demande en particulier de bien vouloir préciser quelles mesures compte prendre le Gouvernement pour favoriser l'exploitation et l'utilisation de toutes les ressources énergétiques nationales existantes et potentielles.

N° 308. — M. Jean Cauchon demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (industries agricoles et alimentaires) de bien vouloir préciser la politique que le Gouvernement entend mener dans ce domaine.

N° 12. — Alors que les catastrophes économiques se succèdent dans le Midi, qu'à la mévente endémique du vin, à la sécheresse de l'été 1976 est venue s'ajouter la terrible gelée noire du 30 mars 1977 ; alors que les aides aux sinistrés se sont avérées inopérantes, voire inexistantes ou dérisoires ; alors que le volume des importations de vin, d'Italie notamment, n'a jamais baissé au cours de ces derniers mois, ce qui a pour effet de ruiner le marché du vin ; alors que cette absence de décisions en leur faveur fait naître chez les viticulteurs du Midi une juste colère qui prend peu à peu le pas sur l'abattement qui avait suivi les événements de Montredon ; M. Raymond Courrière demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures concrètes il compte prendre pour rassurer les viticulteurs en détresse, rétablir leur situation et leur permettre de tirer de leur travail un revenu décent et garanti. Faute de telles mesures, il y aurait lieu de craindre le retour de troubles et affrontements graves que le Gouvernement doit avoir le souci d'éviter par tous moyens en sa possession.

N° 109. — M. Félix Ciccolini demande à M. le ministre de l'agriculture de lui faire connaître les mesures envisagées par le Gouvernement pour aider l'agriculture et la viticulture dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. La région Provence-Alpes-Côte d'Azur n'étant pas concernée par les plans de développement des régions méridionales, les agriculteurs et viticulteurs de cette région sont inquiets sur le sort qui leur est réservé. Leur inquiétude est d'autant plus vive que leur situation s'aggrave constamment. Leur situation lui a d'ailleurs été rappelée par le télégramme que lui a adressé le 6 juillet 1978 la fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur et Corse des coopératives agricoles.

N° 197. — M. Jean Cluzel demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir exposer le résultat des négociations avec les autres pays membres de la Communauté économique européenne au sujet du système dit des montants compensatoires, ainsi que des mesures que le Gouvernement envisage de prendre pour assurer aux exploitants agricoles des prix suffisamment rémunérateurs à la production.

N° 238. — M. René Tinant demande à M. le ministre de l'agriculture de bien vouloir préciser la politique qu'il compte suivre pour orienter la production agricole française vers le développement d'un potentiel énergétique susceptible de répondre aux besoins actuels et subsidiairement de résorber certains excédents.

N° 340. — M. Louis Minetti attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les difficultés de l'agriculture française. Une agression nouvelle et intolérable frappe la paysannerie laborieuse. Son pouvoir d'achat a baissé en 1979 pour la sixième année consécutive. Elle est menacée d'un véritable étranglement par la Commission européenne qui propose : de diminuer en valeur réelle les prix agricoles pour 1980-1981 de près de 10 p. 100 ; de tripler la taxe de corresponsabilité sur le lait ; de créer une surtaxe de 84 p. 100 pour les producteurs laitiers augmentant leur production ; de diminuer le soutien des marchés agricoles, notamment de la viande bovine ; de mettre en place un règlement européen conduisant à l'élimination de notre élevage de moutons ; d'accélérer les préparatifs de l'élargissement du Marché commun qui conduirait à la ruine nos producteurs de vin, de produits horticoles, de fruits et légumes, de tabac ; de concrétiser une septième année de baisse du revenu paysan. Il lui demande donc si il entend : soit utiliser le droit de veto de la France pour faire échec aux mesures du Marché commun destructrices de notre agriculture, soit décider un ajustement des prix agricoles à la production, c'est-à-dire une hausse de 13 p. 100 au moins

égale au taux réel de l'inflation, et une diminution des charges de production, notamment par la détaxation du fuel agricole et une limitation des prix des produits industriels nécessaires à l'agriculture ; des mesures permettant l'installation des jeunes, soit encore rejeter l'élargissement de la C. E. E., soit enfin obtenir la suppression des obstacles mis en place par le Marché commun qui nuisent au développement de la production agricole française et de ses exportations. Il lui demande aussi quelles sont les mesures qu'il compte prendre dans ce sens.

N° 341. — M. Paul Guillard appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation catastrophique des producteurs de légumes qui éprouvent en particulier d'énormes difficultés à écouler leurs produits à des prix couvrant à peine leurs frais d'exploitation. Il lui demande quelles mesures il envisage de promouvoir afin d'éviter que cette crise particulièrement préoccupante n'entraîne des conséquences irréversibles pour l'avenir de la profession.

## QUESTIONS ORALES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 7 MAI 1980

Application des articles 76 à 78 du règlement.

*Terrains situés dans la zone de 50 pas géométriques.*

2773. — 7 mai 1980. — M. Roger Lise appelle l'attention de M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie sur la nécessité de mettre un terme à l'anarchie qui se manifeste sur certains terrains situés dans la zone de 50 pas géométriques et souligne l'urgence de régler définitivement la situation des propriétaires qui occupent ces terrains depuis très longtemps et qui en ont fait leur résidence principale et celle des collectivités qui en ont assuré la protection et le gardiennage.

*Classement en zone défavorisée des cantons de Gendrey et Montmirey.*

2774. — 7 mai 1980. — M. Pierre Jeambrun appelle tout spécialement l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation fort préjudiciable faite aux cantons de Gendrey et de Montmirey en raison du retard apporté par les autorités de Bruxelles — saisies de ce dossier depuis plus de deux ans — à procéder à leur classement en zone défavorisée alors que cette partie du Jura répond aux critères européens exigés pour un tel classement. Il lui demande expressément quelles mesures il compte prendre pour remédier rapidement à une telle situation.

## QUESTIONS ECRITES

REMISES A LA PRESIDENCE DU SENAT LE 7 MAI 1980

Application des articles 74 et 75 du règlement, ainsi conçus :

« Art. 74. — 1. Tout sénateur qui désire poser une question écrite au Gouvernement en remet le texte au président du Sénat, qui le communique au Gouvernement.

« 2. Les questions écrites doivent être sommairement rédigées et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés ; elles ne peuvent être posées que par un seul sénateur et à un seul ministre.

« Art. 75. — 1. Les questions écrites sont publiées durant les sessions et hors sessions au Journal officiel ; dans le mois qui suit cette publication, les réponses des ministres doivent également y être publiées.

« 2. Les ministres ont toutefois la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai supplémentaire pour rassembler les éléments de leur réponse ; ce délai supplémentaire ne peut excéder un mois.

« 3. Toute question écrite à laquelle il n'a pas été répondu dans les délais prévus ci-dessus est convertie en question orale si son auteur le demande. Elle prend rang au rôle des questions orales à la date de cette demande de conversion. »

*Accidents en ville : utilité de la ceinture dans les chocs latéraux.*

**34076.** — 7 mai 1980. — **M. Henri Caillaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'intérieur** sur les dernières statistiques transmises par les services de police urbaine et publiées dans le n° 203 du bulletin d'information du ministère de l'intérieur. Constatant qu'au moins 41 200 accidents correspondent à des chocs de type latéral (non-respect de la priorité à droite, 26 400 ; inobservations des feux rouges et des stops, 14 800), il lui demande combien de conducteurs et passagers de voitures particulières ont été tués dans ce genre d'accidents corporels. Quels sont parmi les 1 211 tués en ville dans des voitures particulières en 1979, les constats de port de ceinture de sécurité lorsque la victime est l'objet d'un choc latéral ; quels sont enfin sur le nombre d'accidents dus à un non-respect de la priorité à droite ou à l'inobservation des feux rouges et des stops, les conducteurs et passagers reconnus dans leur droit au moment du choc latéral et non-porteurs de la ceinture de sécurité et n'ayant pas été victimes (tués ou blessés) au cours de l'accident. Il lui rappelle que le 26 octobre 1979, M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (collectivités locales) n'avait pu fournir les chiffres des accidents de type latéral provoqués en ville, lors d'une question orale sans débat qu'il avait déposée le 16 juillet 1979. Il s'étonne qu'aujourd'hui en publiant les « causes principales et immédiates des accidents recensés en milieu urbain » et en dénonçant en premier parmi ces causes le « non-respect de la priorité à droite », l'Organisme national de sécurité routière (Onser), l'institut de recherches orthopédiques de l'hôpital de Garches et le laboratoire de physiologie et de biomécanique de l'association Peugeot-Renault n'aient pas encore étudié et détaillé ces types de chocs latéraux en milieu urbain pour porter connaissance au public de l'utilité de la ceinture de sécurité.

*Essonne : crédits de l'Etat pour le ramassage scolaire.*

**34077.** — 7 mai 1980. — **M. Jean Ooghe** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la réduction de la participation de l'Etat dans les dépenses de ramassage scolaire pour le département de l'Essonne. Contrairement à l'engagement de l'Etat de participer à 65 p. 100 aux dépenses de transports scolaires, la dotation de l'Etat pour le département de l'Essonne n'augmente pour 1980 que de 14,52 p. 100, alors que celle du conseil général progresse de 22 p. 100. En conséquence, il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que soit créée une dotation complémentaire afin que, pour l'exercice 1980, l'Etat tienne ses engagements, c'est-à-dire participe au moins pour 65 p. 100 aux dépenses de transports scolaires du département de l'Essonne.

*Equipements sanitaires : décret d'application de la loi.*

**34078.** — 7 mai 1980. — **M. Joseph Yvon** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 6 de la loi n° 79-1140 du 29 décembre 1979, relative aux équipements sanitaires, devant définir les centres ou services privés d'hospitalisation de jour ou de nuit ou à domicile.

*Infirmiers des secteurs spécialisés : recrutement.*

**34079.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à augmenter les aptitudes et améliorer la formation des infirmiers des secteurs spécialisés, et notamment psychiatriques, dans les établissements publics ou privés et maintenir dans le même temps le recrutement à un niveau convenable.

*Services et travailleurs sociaux : meilleures informations statistiques.*

**34080.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Vallon** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à ce que la réponse aux besoins de la population soit mieux appréhendée dans ses aspects quantitatifs par des statistiques cohérentes et suffisamment fines et qualitatives selon les types de mission exercée par l'ensemble des services sociaux et des travailleurs sociaux.

*Publicité et enseignes :**publication du décret d'application de la loi.*

**34081.** — 7 mai 1980. — **M. Paul Séramy** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 18 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes, devant fixer les cas et les conditions de dérogation pour les pré-enseignes ainsi que les conditions d'apposition temporaire de pré-enseignes sur les immeubles et les conditions d'apposition des pré-enseignes indiquant la proximité de monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

*Communes : détermination des emplacements d'affichage.*

**34082.** — 7 mai 1980. — **M. Jean Sauvage** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 21 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relatif à la publicité, aux enseignes et pré-enseignes, devant fixer les conditions de représentation des communes et des professions intéressées aux commissions départementales compétentes en matière de site.

*Allocations familiales : prolongation des droits.*

**34083.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Salvi** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 7 de la loi n° 79-1130 du 28 décembre 1979 relative au maintien des droits en matière de sécurité sociale de certaines catégories d'assurés, lequel doit fixer les conditions de prolongation du service des allocations familiales.

*Publicité comparative : autorisation.*

**34084.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Salvi** demande à **M. le ministre de l'économie** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à autoriser la publicité comparative.

*Affaires sociales : globalisation des actions sanitaires.*

**34085.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Salvi** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser la suite qu'il envisage de réserver à une recommandation formulée dans le rapport annuel de l'inspection générale des affaires sociales dans lequel il est suggéré d'engager une réflexion sur le rôle des infirmiers des différentes branches de prévention afin de voir s'il ne serait pas possible d'envisager une globalisation des actions et par conséquent de prévoir que celle-ci serait menée par l'infirmière de santé publique dans la mesure où des actions de prévention peuvent diminuer dans certains domaines, notamment dans le cadre de la lutte contre la tuberculose, mais doivent nécessairement se développer dans d'autres singulièrement pour les personnes âgées.

*Transports scolaires du premier degré : subvention de l'Etat.*

**34086.** — 7 mai 1980. — **M. Pierre Salvi** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur la rigueur des textes qui régissent l'octroi des subventions en matière de transports scolaires du premier degré. Il cite l'exemple de la commune de Vémars (Val-d'Oise) qui a été contrainte d'organiser un service de transports desservant un hameau distant de plus de 2,500 kilomètres et de moins de 3 kilomètres de l'école primaire. La municipalité a été amenée à prendre cette initiative du fait de l'absence de moyens de transport en commun, d'une part, et de l'impossibilité pour les parents de supporter la charge d'un transport individuel privé, d'autre part. Afin de réduire au maximum le coût du service, la commune utilise un moyen de transport de marchandises au titre duquel elle sollicite bien naturellement une subvention en allégeant le coût. Il lui demande qu'il soit procédé à un nouvel examen du dossier de la commune de Vémars, et ce dans la perspective de l'intervention d'une décision dérogeant au texte eu égard à l'obligation dans laquelle a été placée la municipalité d'assurer le transport quotidien des jeunes élèves.

*Fiscalité directe locale : taxe professionnelle.*

**34087.** — 7 mai 1980. — **M. Guy Robert** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 14 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, portant aménagement de la fiscalité directe locale, lequel doit fixer les bases d'imposition des entreprises à la taxe professionnelle.

*Création d'établissements d'hospitalisation : application de la loi.*

**34088.** — 7 mai 1980. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 3 de la loi n° 79-1140 du 29 décembre 1979 relative aux équipements sanitaires devant fixer les conditions et les modalités de création des établissements ou groupes d'établissements d'hospitalisation publics constituant des établissements publics communaux, intercommunaux, départementaux, interdépartementaux ou nationaux.

*Sidérurgie : utilisation des fonds publics.*

**34089.** — 7 mai 1980. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'industrie** s'il envisage l'organisation d'un débat annuel du Parlement sur l'importance de l'utilisation des fonds publics affectés à la sidérurgie, ainsi que sur la politique industrielle de celle-ci, éventuellement à partir d'un rapport du conseil économique et social.

*Sidérurgie : coordination avec les utilisateurs.*

**34090.** — 7 mai 1980. — **M. Jean-Marie Rausch** demande à **M. le ministre de l'industrie** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à assurer une meilleure coordination dans les rapports entre la sidérurgie et les principaux secteurs utilisateurs, afin d'avoir une estimation plus exacte de l'évolution des besoins en acier et en produits de première transformation et de la structure de la consommation d'acier à court et à moyen termes, et cela industrie par industrie.

*Fiscalité locale : paiement mensuel de la taxe d'habitation.*

**34091.** — 7 mai 1980. — **M. Louis Orvoen** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 30 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, portant aménagement de la fiscalité locale, lequel doit fixer les conditions de paiement mensuel de la taxe d'habitation.

*Publicité et enseignes : utilisation du mobilier urbain.*

**34092.** — 7 mai 1980. — **M. Kléber Malecot** demande à **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication des textes réglementaires prévus à l'article 8 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979, relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes devant fixer les prescriptions applicables à la publicité lorsqu'elle est admise ainsi que les conditions d'utilisation pour supports publicitaires du mobilier urbain installé sur le domaine public.

*Entreprises : exonération de la taxe professionnelle.*

**34093.** — 7 mai 1980. — **M. Georges Lombard** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 10 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale lequel doit fixer les conditions d'exonération de la taxe professionnelle pour certaines entreprises.

*Commissions d'aide à la maternité : mise en place.*

**34094.** — 7 mai 1980. — **M. Louis Le Montagner** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 12 de la loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979 relative à l'interruption volontaire de grossesse, devant fixer la composition et le fonctionnement des commissions d'aide à la maternité.

*Finistère : crédits pour la formation professionnelle agricole.*

**34095.** — 7 mai 1980. — **M. Edouard Le Jeune** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à appliquer la loi n° 78-786 du 28 juillet 1978 complétant les dispositions de l'article 7 de la loi n° 60-791 du 2 août 1960 relative à l'enseignement et à la formation professionnelle agricoles au maximum de maisons familiales et d'instituts ruraux, notamment dans le département du Finistère, lesquels ont formé, par le passé, plus de la moitié des jeunes agriculteurs de ce département, afin que ces établissements puissent équilibrer leur budget grâce à l'utilisation des subventions de fonctionnement du ministère de l'agriculture.

*Pensions et rentes de la sécurité sociale : harmonisation des régimes.*

**34096.** — 7 mai 1980. — **M. Michel Labèguerie** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que la condition de durée de mariage n'est pas exigée par le code des pensions civiles et militaires ni pour les rentes accident du travail lorsqu'un ou plusieurs enfants sont nés du mariage pour le droit à pension de réversion. Il lui demande de bien vouloir lui préciser les perspectives d'harmonisation sur ce point des différents régimes de sécurité sociale.

*Interruption volontaire de grossesse : dossiers guides.*

**34097.** — 7 mai 1980. — **M. Michel Labèguerie** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication de l'arrêté prévu à l'article 4 de la loi n° 79-1204 du 31 décembre 1979 relative à l'interruption volontaire de la grossesse devant fixer les conditions de réalisation et de diffusion des dossiers guides destinés aux médecins par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale.

*Pensions de réversion : conditions de ressources.*

**34098.** — 7 mai 1980. — **M. Louis Jung** attire l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur le fait que le plafond de ressources actuellement exigé élimine des cinquante-cinq ans les femmes qui ont une activité professionnelle au moment du décès de leur mari, de leurs droits à réversion. Il lui demande de bien vouloir lui préciser s'il envisage la suppression des conditions de ressources pour l'ouverture du droit à réversion afin de ne pas pénaliser le double effort contributif du foyer et de permettre à ces jeunes veuves de conserver un niveau de vie décent.

*Veuves : conservation de certaines majorations.*

**34099.** — 7 mai 1980. — **M. René Jager** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à laisser le bénéficiaire à l'épouse, lorsque celle-ci devient veuve, de la majoration pour conjoint à charge ou encore de l'allocation mère de famille qui sont des prestations spécifiques à la femme qui n'a pas eu d'activité professionnelle rémunérée qui lui permettrait, en tout état de cause, d'améliorer quelque peu le revenu d'un certain nombre de veuves.

*Confusion entre billets de 10 francs et de 100 francs.*

34100. — 7 mai 1980. — **M. Jean Ooghe** attire l'attention de **M. le ministre de l'économie** à propos de la similitude de dessin et de couleur entre les billets de 10 francs et de 100 francs actuellement en circulation. En effet, si le nouveau billet de 100 francs est légèrement plus grand que le billet de 10 francs, il est nettement plus petit que l'ancien billet de 100 francs qui a d'ailleurs toujours cours. La confusion qui peut s'établir entre le billet de 10 francs et le nouveau billet de 100 francs affecte plus particulièrement les personnes âgées. Il lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette confusion.

*Ensembles immobiliers : réparation de malfaçons.*

34101. — 7 mai 1980. — **M. Jean Ooghe** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** à propos des ensembles immobiliers dits « La Héronnière » et « Les Liers » contigus, situés l'un sur la commune de Sainte-Geneviève-des-Bois, l'autre sur la commune de Saint-Michel-sur-Orge. Des malfaçons importantes ont été constatées dans ces deux grands ensembles construits par une entreprise pour le compte de la société Montjoie-Ile-de-France. Aucun accord amiable n'ayant pu être obtenu, le différend a dû être confié aux tribunaux début 1979 en vue du respect de la garantie décennale ; un expert a été nommé, mais aucune conclusion n'a été encore signifiée à ce jour. Or, il pleut dans certains appartements. Un rapport d'enquête, effectué par les services de salubrité de la D.D.A.S.S. de l'Essonne le 5 avril, est resté lettre morte malgré les rappels pressants faits par la commune de Sainte-Geneviève-des-Bois. Non seulement les locataires subissent des troubles de jouissance évidents, mais les désordres s'aggravent et plus le temps passe plus la note de réparations sera élevée. Ce retard est préjudiciable à tous les niveaux. Il lui demande quels moyens il compte employer pour que cesse cette situation scandaleuse.

*Locataires divorcées : établissement des quittances.*

34102. — 7 mai 1980. — **M. Jacques Eberhard** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur le cas des locataires divorcées qui demandent que leurs quittances de loyer soient établies à leur nom de jeune fille (les contrats ayant été, initialement, établis au nom de leurs ex-maris). Il lui demande de bien vouloir lui indiquer s'il existe des textes officiels et réglementaires qui permettent aux offices publics de H.L.M. d'exiger de ces locataires le versement d'un nouveau dépôt de garantie.

*Entretien des casernes : augmentation des ressources.*

34103. — 7 mai 1980. — **M. Alfred Gérin** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur le fait que, depuis un très grand nombre d'années, de nombreuses communes ont fait un effort très important d'investissements pour abriter les effectifs de la gendarmerie. Cependant, dans la mesure où les loyers perçus par ces communes sont non révisables pendant douze années, ceci ne permet plus de faire face aux obligations d'entretien des casernes notamment lorsqu'il s'agit de communes de faible population et aux ressources modestes. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à permettre aux communes de réaliser les investissements nécessaires à une meilleure sécurité des casernes de gendarmerie, cela sous forme d'augmentation de loyers ou encore sous forme de remboursement d'annuités.

*Aménagement de la R.N. 86 Givors-Sud—Condrieu.*

34104. — 7 mai 1980. — **M. Alfred Gérin** attire l'attention de **M. le ministre des transports** sur l'état désastreux de la route nationale n° 86 dans la traversée du département du Rhône, notamment pour ce qui concerne la section Givors-Sud—Condrieu. Dans la mesure où cette section supporte un important trafic de poids lourds et eu égard au très mauvais état de cette chaussée, il lui demande de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à assurer, avec la continuité nécessaire, la remise en état de cette route nationale en attirant tout particulièrement son attention sur le fait que les communes concernées par cette section ont déjà accepté de prendre en charge la réfection des trottoirs et de leurs bordures alors que ces travaux représentent déjà, pour leur budget, souvent modeste, des dépenses importantes. Il lui demande, par ailleurs, de lui préciser le volume des crédits qu'il envisage de réserver à l'aménagement de cette section de route au titre de l'année budgétaire 1980.

*Groupement des entreprises artisanales : développement.*

34105. — 7 mai 1980. — **M. François Dubanchet** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre ou de proposer tendant à développer les possibilités de groupement des entreprises artisanales.

*Entreprises familiales : développement des droits des conjoints.*

34106. — 7 mai 1980. — **M. Pierre Ceccaldi-Pavard** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre, tendant à améliorer le fonctionnement des entreprises artisanales ou commerciales familiales, et développer les droits des conjoints qui y collaborent.

*Artisans : égalité fiscale avec les salariés.*

34107. — 7 mai 1980. — **M. Raymond Bouvier** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à améliorer la fiscalité des artisans dans le sens d'une plus grande égalité fiscale avec les salariés.

*Régime fiscal de certaines sociétés.*

34108. — 7 mai 1980. — **M. Raymond Bouvier** demande à **M. le ministre du budget** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 70 de la loi n° 80-30 du 18 janvier 1980 portant loi de finances pour 1980 devant fixer le régime fiscal applicable au bénéfice provenant des sociétés ayant leur siège dans un pays à fiscalité privilégiée.

*Artisanat : développement de la formation continue.*

34109. — 7 mai 1980. — **M. André Bohl** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à développer la formation continue des artisans et de leurs salariés.

*Publicité à l'intérieur des agglomérations : décret d'application.*

34110. — 7 mai 1980. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre de la culture et de la communication** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 7 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979, relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes fixant les conditions de publicité à l'intérieur des agglomérations et notamment les dérogations, à titre exceptionnel, à l'interdiction de publicité.

*Chefs d'entreprise : amélioration de la formation initiale.*

34111. — 7 mai 1980. — **M. Jean-Pierre Blanc** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage de prendre tendant à améliorer la formation initiale des chefs d'entreprises artisanales et de leurs salariés.

*Exploitations des entreprises de sous-traitance : amélioration des procédures administratives et fiscales.*

34112. — 7 mai 1980. — **M. Jean-Pierre Blanc** expose à **M. le ministre du commerce extérieur** que les ventes à l'exportation et le dynamisme technologique des P.M.E. sont deux aspects de l'économie actuelle de la France dont le Gouvernement affirme la nécessité de développement par tous moyens. Or, dans le cadre de la multiplication des échanges internationaux et de la promotion de ces aspects souhaitable à l'économie française, il est de plus en plus fréquent sinon courant que les P.M.E. agissent en qualité de sous-traitant pour des entreprises françaises exportatrices à dimension commerciale internationale. Les expéditions s'effectuent de plus en plus directement par le sous-traitant au client final étranger et la facturation est faite par le sous-traitant à l'exportateur. Il en résulte une confusion dans les procédures d'exportation directe et de livraison en franchise à des exportateurs qui n'effectuent toujours pas les attestations en conformité avec la réglementation. Or, et contrairement à ce qui se passe en matière de T.V.A., celui qui émet

l'attestation n'est pas responsable du non-respect de sa conformité et le sous-traitant qui se trouve en position de faiblesse à l'égard du donneur d'ordre est seul à en subir les conséquences. Il lui demande : 1° si le maître d'œuvre d'un marché ne pourrait pas être seul responsable du défaut de visa préalable du service des impôts ou du non-respect de l'engagement de reversement de la T. V. A. et si toute commande mentionnant la destination à l'export ne suffirait pas à dégager la responsabilité du sous-traitant ; 2° en cas d'expédition directe à l'étranger par le sous-traitant si l'imprimé EX (anc. D6) qui est une preuve irréfragable de l'exportation n'est pas de nature à être assimilé soit à l'engagement pris par le donneur d'ordre de reversement de la T. V. A. en cas de non-exportation, soit à l'attestation préalable d'exportation elle-même ; 3° si le visa d'un commissionnaire agréé en douane posé sur la facture du sous-traitant et constituant également la preuve irréfragable de l'exportation n'est pas également de nature à être assimilé soit à l'engagement de reversement de la T. V. A., soit à l'attestation préalable d'exportation elle-même ; 4° si la situation des contribuables sous-traitants ayant livré directement la marchandise à l'étranger et justifiant par un imprimé D6 ou EX de douane la réalité de l'exportation ne peut pas être examinée avec bienveillance, compte tenu de la légitime confusion entre les procédures ; 5° si, compte tenu de cette même confusion, la situation des contribuables sous-traitants rapportant la preuve de l'exportation par le visa de leur facture par un commissionnaire en douane agréé ne peut pas être également examinée avec bienveillance ; 6° si l'ensemble des problèmes ainsi exposés ne pourraient pas faire l'objet d'une table ronde réunissant autour des responsables des administrations concernées les dirigeants professionnels intéressés par l'amélioration des procédures administratives et fiscales applicables aux entreprises de sous-traitance travaillant pour l'exportation.

*Plafond de financement des prestations complémentaires :  
décret d'application.*

34113. — 7 mai 1980. — **M. René Ballayer** demande à **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** de bien vouloir lui préciser les perspectives et les échéances de publication du décret prévu à l'article 16 de la loi n° 79-1129 du 28 décembre 1979 portant financement de la sécurité sociale, lequel doit fixer le montant en deçà duquel les contributions des employeurs au financement des prestations complémentaires de retraite et de prévoyance sont exclues de l'assiette des cotisations.

*« Rapport constant » : conclusions d'une étude.*

34114. — 7 mai 1980. — **M. Robert Schwint** demande à **M. le Premier ministre** de bien vouloir lui faire connaître les suites que le Gouvernement entend donner, et selon quel calendrier, aux conclusions adoptées le 17 avril 1980 à une très importante majorité par la commission tripartite chargée d'étudier le problème du « rapport constant » et de l'indexation des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre, telles qu'elles ont dû lui être présentées par **M. le secrétaire d'Etat** aux anciens combattants. Il lui rappelle à ce propos les assurances préalablement données par le Gouvernement sur la prise en considération de ces propositions.

*Fixation des prix communautaires.*

34115. — 7 mai 1980. — Compte tenu du refus de la Grande-Bretagne de respecter les règles communautaires, **M. Paul Jargot** demande à **M. le ministre de l'agriculture** que le Gouvernement prenne ses responsabilités et qu'il fixe des prix correspondant à l'augmentation des coûts de production, soit au minimum 13 p. 100.

*Pollution de la Varèze : aménagement de l'autoroute.*

34116. — 7 mai 1980. — **M. Paul Jargot** appelle l'attention de **M. le ministre des transports** sur les risques de pollution liés au déversement accidentel de produits toxiques sur l'autoroute A 7 sur la commune d'Auberives-sur-Varèze (Isère), au niveau du franchissement de la Varèze. Un rapport de la direction départementale de l'agriculture constate qu'il existe en permanence, et plus particulièrement en période de pluie, une pollution systématique de la rivière par les eaux ayant lessivé la chaussée, entraînant, notamment, des métaux lourds et des hydrocarbures. La nappe de la Varèze, exploitée pour l'alimentation en eau potable, est très superficielle et directement en relation avec la rivière. La pollution peut devenir catastrophique en cas d'accident, lorsque des produits toxiques sont répandus en grande quantité dans la rivière. Or plusieurs accidents de cette nature ont déjà eu lieu : le déversement

d'environ 5 000 litres d'acétone a entraîné une pollution des captages d'Auberives pendant plusieurs jours. A deux reprises, des déversements de produits toxiques de nature inconnue dans le Suzon, affluent de la Varèze, ont occasionné la destruction de la flore et de la faune et rendu inutilisable le puits du syndicat de Chonas-Saint-Clair-Saint-Prim pendant plusieurs semaines. Outre les renversements de poids lourds, un grand nombre d'accidents survenus à des voitures de tourisme témoignent de l'existence d'un point particulièrement dangereux constitué par une grande ligne droite en descente suivie d'une courbe avec dévers de la chaussée vers l'extérieur du virage. Le rapport conclut à la nécessité de présenter à la société concessionnaire de l'autoroute des mesures tendant à assurer la protection de la nappe de la Varèze, très vulnérable et extrêmement menacée dans ce secteur. Il lui demande en conséquence quelles mesures il entend prendre pour que les travaux nécessaires soient réalisés dans les meilleurs délais.

*Aire d'appellation de la « Noix de Grenoble » :  
dépôt d'un projet de loi.*

34117. — 7 mai 1980. — **M. Paul Jargot** demande à **M. le ministre de l'agriculture** de lui faire savoir s'il est envisagé d'inscrire à l'ordre du jour d'une prochaine session parlementaire un texte tendant à modifier le décret-loi de l'aire d'appellation de la « Noix de Grenoble ».

*Situation de l'enseignement d'éducation physique et sportive.*

34118. — 7 mai 1980. — **M. Guy Schmaus** appelle une nouvelle fois l'attention de **M. le ministre de la jeunesse, des sports et des loisirs** sur l'enseignement de l'éducation physique et sportive qui manque de professeurs et de moyens. En effet, le potentiel intégral d'animation a été amputé d'un tiers depuis septembre 1978. Le budget contre lequel il s'était opposé fermement s'avère de plus en plus insuffisant. Aussi, il lui demande : 1° que soit créé un collectif budgétaire afin de rétablir les 4 500 000 F de crédits supprimés au budget de la jeunesse ; 2° que soient créés 2 000 postes de professeurs d'E.P.S. et une dotation supplémentaire pour les crédits d'enseignement ; 3° que des décisions soient prises pour le rétablissement du forfait de trois heures pour le sport scolaire. Ces mesures permettraient aussi bien aux élèves qu'aux enseignants de pouvoir accéder à un véritable enseignement du sport à l'école.

*Réforme du S. E. I. T. A.*

34119. — 7 mai 1980. — **M. Jean-François Pinfat** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur le projet de réforme du S. E. I. T. A. Devant l'inquiétude qui se manifeste chez les planteurs de tabac et la dégradation de la rentabilité de leur production il voudrait savoir si les désirs exprimés par leurs responsables lors de leur congrès d'Agen ne pourraient pas être pris en considération comme base de la réforme.

*Célibataires : régime fiscal.*

34120. — 7 mai 1980. — **M. Maurice Janetti** attire l'attention de **M. le ministre du budget** sur la base de calcul retenue pour l'imposition des personnes célibataires. Il note que les personnes célibataires ne retirent pas d'avantages particuliers de leur situation qui pourraient justifier l'écart d'imposition constaté entre ces derniers et les couples mariés sans enfant. Par souci d'équité et afin de ne pas pénaliser injustement cette catégorie sociale, il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de diminuer le taux d'imposition retenu pour l'évaluation de leurs impôts.

*Personnel militaire féminin du service de santé.*

34121. — 7 mai 1980. — **M. Jacques Carat** attire l'attention de **M. le ministre de la défense** sur la situation paradoxale des infirmières militaires admises à la retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 1969, et dont la pension est nettement inférieure à celle des infirmiers de même qualification et même ancienneté, alors que celles qui ont été admises à la retraite avant cette date bénéficient de la parité totale avec les personnels masculins. Il fait remarquer que les personnels féminins ainsi lésés sont les seuls à ne pas avoir obtenu cette parité accordée, à qualification égale, par la loi n° 72-1143 du 22 décembre 1972. Il demande quelles mesures peuvent être prises, notamment en application de la loi n° 75-1000 du 30 octobre 1975, dont l'article 9 prévoit la révision des statuts particuliers, pour mettre fin à la situation discriminatoire d'infirmières dont on sait quelles conditions difficiles, et avec quelles servitudes, elles ont exercé leur métier.

## REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

### FAMILLE ET CONDITION FEMININE

*Secteurs de l'industrie : emplois féminins.*

**32028.** — 22 novembre 1979. — **M. Michel Crucis** demande à **Mme le ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé de la famille et de la condition féminine**, de bien vouloir lui faire connaître les secteurs de l'industrie nationale, dans lesquels la main-d'œuvre féminine est majoritaire, et le montant moyen des salaires dans ces industries par rapport au salaire moyen national pour des emplois de même catégorie. Il lui demande si l'adoption d'une nouvelle et efficace politique familiale ne serait pas de nature à diminuer le nombre des femmes demandeurs d'emploi et à inciter nombre de celles qui travaillent, dans des conditions bien souvent pénibles, à opter pour le foyer.

*Réponse.* — A partir des données statistiques disponibles au ministère du travail et de la participation, le tableau ci-après a pu être établi, faisant apparaître, d'une part, les secteurs d'activité comportant un fort pourcentage de main-d'œuvre féminine, et, d'autre part, les gains horaires des ouvriers et des ouvrières.

SECTEURS D'ACTIVITE	POURCENTAGE femmes (1).	GAIN HORAIRE (2)	
		Ouvriers.	Ouvrières.
Industrie textile.....	50,2	15,84	13,85
Industrie cuir .....	51,6	15,22	13,28
Industrie chaussures .....	60,5	15,77	13,78
Industrie habillement .....	85,4	16,24	13,35
Fabrication de produits pharmaceutiques .....	59,1	19,40	16,15
Autres industries manufacturières.	52,6	18,03	14,97
Commerce de gros non alimentaire.	59,5	16,73	13,98
Commerce de détail alimentaire....	60,3	16,82	14,22
Enseignement privé, recherche, spectacle, santé.....	66,6	19,01	16,88
Institutions de crédit et assurances.	49,9	»	»
Hygiène .....	49,1	16,34	12,68
Restauration, hébergement.....	43,3	17,29	14,81
Commerce de détail alimentaire....	49,1	17,82	14,47
Fabrication d'instruments de précision d'optique et similaires.....	43,7	18,44	15,12
Construction électrique et électronique .....	40,4	18,82	15,52

(1) Enquête du ministère du travail sur la répartition du personnel dans les entreprises industrielles et commerciales de plus de dix salariés (avril 1975).

(2) Statistiques du ministère du travail, gains des ouvriers et des autres catégories de salariés en octobre 1978.

Sur la base des résultats d'ensemble constatés en octobre 1978, le gain horaire moyen des hommes était de 18,29 francs contre 14,46 francs pour celui des femmes, soit un écart de 3,83 francs correspondant en valeur relative à un écart de 20,9 p. 100 du gain

horaire des femmes rapporté au gain horaire des hommes. En ce qui concerne les « non-ouvriers » (employés, agents de maîtrise, techniciens, dessinateurs, cadres), globalement, l'écart relatif entre les gains mensuels des hommes et ceux des femmes était en octobre 1978 de 39 p. 100. Les caractéristiques structurelles contrastées de l'emploi masculin et de l'emploi féminin et notamment les distributions par activité économique et par catégorie socio-professionnelle des deux sexes expliquent en partie l'écart entre salaires annuels moyens masculins et salaires annuels moyens féminins. Différents facteurs influent sur les écarts de salaires constatés par sexe tels la durée du travail, l'ancienneté, certaines primes et avantages en nature ; à cela s'ajoute le fait que les hommes occupent généralement des emplois plus qualifiés que les femmes. Il est de fait, sur un plan général, que les disparités observées : moindre rémunération, chômage plus fréquent, promotion aléatoire, tiennent à la nature des emplois féminins et à l'insuffisante qualification qui est trop souvent la leur. Cela tient à une longue tradition qui fait que les femmes ont été et sont encore trop souvent réduites à choisir des domaines et des fonctions délaissées par les hommes. Il est donc nécessaire de poursuivre l'effort pour réaliser effectivement la mixité des emplois à tous les degrés de la hiérarchie et la mixité des formations à tous les niveaux car ce sont les voies qui permettront d'assurer une meilleure égalité des chances devant l'emploi entre les hommes et les femmes. La participation croissante des femmes à la vie économique constitue un fait irréversible observé dans tous les pays industriels et ceci pour de nombreuses raisons. Parmi ces femmes qui travaillent, beaucoup sont aussi mères de famille. A cet égard, le ministre chargé de la famille et de la condition féminine se doit de rappeler que la politique du Gouvernement n'est pas d'établir une ligne de partage entre les femmes exerçant une activité professionnelle et celles qui demeurent au foyer, mais bien plutôt de réaliser les conditions permettant aux femmes de concilier vie professionnelle et vie familiale d'exercer un libre choix.

### COMMERCE ET ARTISANAT

*Ventes : pratique du « colis épargne ».*

**22653.** — 4 février 1977. — **M. Roger Poudonson** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de lui préciser la suite qu'il envisage de réserver aux recommandations de la direction des prix du ministère de l'économie et des finances, mettant en garde les entreprises contre la pratique dite du « colis épargne ». Compte tenu que cette direction indique à cet égard qu'elle « souhaiterait qu'une concertation s'établisse entre les différents partenaires commerciaux en vue d'instaurer une sorte de code de bonne conduite, répertoriant les politiques admises dans le cadre des conditions générales de vente qui seraient publiées et que chacun s'engagerait à respecter », il lui demande de lui préciser la nature des initiatives qu'il envisage de prendre à cet égard.

*Réponse.* — La forme de vente du colis épargne, qui préoccupe l'honorable parlementaire, n'offre pas toujours la garantie de stabilité des prix ni de contrepartie économique aux facilités de trésorerie que le consommateur accorde au commerçant et dont le produit financier se situe à hauteur de quelque 40 millions de francs en 1975. De nombreux commerçants oublient en effet qu'il n'est pas d'acompte à proprement parler sans accord sur la chose et sur le prix et se soustraient aux dispositions de la loi du 5 décembre 1951 qui régit la pratique des versements préalables en matière de ventes mobilières. Les professionnels ont certes le mérite de consentir actuellement des efforts en matière de déontologie que le ministère de l'économie et des finances suit avec beaucoup d'intérêt. Mais ces efforts sont encore marqués par de graves insuffisances car ils sont loin de concerner toute la profession, se situent en dehors de toute concertation et même de toute information des consommateurs et s'effectuent en marge des dispositions

législatives en vigueur. C'est pourquoi, à défaut d'une évolution satisfaisante dans les prochains mois, les pouvoirs publics veilleront à l'application de la loi ou à son adaptation à la forme de vente particulière du coïls épargne.

*Aide de l'Etat à la formation continue pour les chefs d'entreprises et les cadres du secteur commercial.*

**25433.** — 3 février 1978. — **M. Jean Cluzel** demande à **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** de bien vouloir préciser la suite qu'il envisage de réserver à une suggestion formulée par le Conseil économique et social dans un avis sur la formation professionnelle continue dans laquelle il estime que les chefs d'entreprise du secteur commercial ainsi que leurs salariés doivent pouvoir bénéficier d'une formation continue sans laquelle l'aide de l'Etat apparaît indispensable pour développer notamment les actions d'incitation à la gestion ainsi que l'actualisation des connaissances et des perfectionnements professionnels.

*Réponse.* — L'Etat fait un effort très important pour la formation professionnelle des chefs d'entreprises et des salariés du secteur commercial. Son action dans ce domaine se développe sur trois plans : l'initiation à la gestion pour les nouveaux commerçants ; l'aide aux actions de perfectionnement, notamment dans le cadre des fonds d'assurance-formation des travailleurs du commerce ; l'aide aux instituts de promotion commerciale et aux stages longs de formation au commerce. 1° L'initiation à la gestion pour les nouveaux commerçants : les stages d'initiation à la gestion, obligatoirement organisés par les chambres de commerce et d'industrie en application de l'article 59 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, ont reçu, dès leur création, une aide financière de l'Etat imputée sur les dotations venant du fonds de formation professionnelle gérées par les préfets de région. Cette aide, accordée par les instances régionales de la formation professionnelle déterminant leur choix en fonction des priorités locales, avait, au cours de l'année 1976, permis la formation d'environ 2 500 nouveaux commerçants. En 1977, le système a été élargi et amélioré afin de permettre une aide systématique aux chambres de commerce et d'industrie qui organisent ces cours. C'est ainsi que pour toute la durée du VII<sup>e</sup> Plan, l'aide de l'Etat aux stages d'initiation est imputée, dans le cadre d'un programme d'action prioritaire, sur un crédit spécifique ouvert au budget de la direction du commerce intérieur (750 000 francs en 1977, 910 000 francs en 1978, 988 000 francs en 1979 et 1 186 170 francs en 1980). Cette aide représente environ la moitié du coût de fonctionnement des cycles. En 1977, cet effort a permis la formation de 4 100 nouveaux commerçants au cours de 238 stages d'une durée de 40 à 50 heures organisés dans toutes les régions. Ce nombre est passé à 4 658 en 1978 et 5 981 en 1979 (pour 314 et 373 stages). 2° L'aide aux actions de perfectionnement : a) dans le cadre des fonds d'assurance-formation : en application de la circulaire n° 1012 du 6 juin 1975 fixant les règles particulières concernant les conventions d'aide aux fonds d'assurance-formation (F. A. F.), une aide spéciale est apportée au F. A. F. de commerçants et de leurs salariés. Actuellement une dizaine de fonds d'assurance-formation régionaux ont été créés dans le secteur commercial par les compagnies consulaires. Les fonds d'assurance-formation peuvent recevoir des subventions représentant 50 p. 100 des coûts de fonctionnement des actions de formation qu'ils organisent. En outre, une aide à la rémunération peut être attribuée aux stagiaires sur la base de 50 p. 100 du montant du S. M. I. C. Quatre F. A. F. régionaux (ceux de Picardie, d'Aquitaine, de Bourgogne et de la région Rhône-Alpes) connaissent, avec l'aide des crédits du fonds de la formation professionnelle délégués aux préfets de région, un significatif développement. On estime que plus d'un millier de travailleurs du commerce appartenant à des entreprises non assujetties bénéficient chaque année, grâce à ces F. A. F., d'un cycle de formation ; b) des actions expérimentales de perfectionnement : des actions expérimentales de formation ouvertes aux chefs des entreprises commerciales employant moins de 10 salariés et à leurs conjoints seront mises en place en 1980 à titre expérimental dans

une vingtaine de chambres de commerce. L'Etat apportera une aide représentant un tiers des coûts de ces cycles dont bénéficieront environ 350 stagiaires. Un crédit de 650 000 F a été réservé à cette opération pour l'exercice 1980. 3° L'aide aux I. P. C. et aux stages longs de formation au commerce : des stages longs de formation commerciale reçoivent une aide de l'Etat en application de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971 portant organisation de la formation professionnelle continue dans le cadre de l'éducation permanente. Ces stages sont, pour la plupart, organisés par les chambres de commerce et d'industrie au sein des instituts de promotion commerciale, au nombre de 30 et répartis sur l'ensemble du territoire. Les cycles font l'objet de conventions passées soit avec le ministère du commerce et de l'artisanat, direction du commerce intérieur, soit avec les préfets de région après instruction des dossiers par les services extérieurs de la direction de la concurrence et de la consommation. Ces stages intéressent 3 000 personnes environ, en majorité des demandeurs d'emploi en conversion. Pour ces actions, les dépenses publiques (crédits du fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale) se sont élevées, au cours du dernier exercice, à 20 millions de francs pour le fonctionnement des cycles et 80 millions de francs pour la rémunération des stagiaires. Au total, les crédits consacrés par l'Etat en 1980 à la formation continue dans le secteur du commerce s'élèveront à près de 103 millions de francs.

*Commerce d'antiquités et brocante.*

**33102.** — 27 février 1980. — **M. Emile Durieux** se fait l'écho auprès de **M. le ministre du commerce et de l'artisanat** des inquiétudes exprimées par les antiquaires et brocanteurs quant au développement du commerce clandestin de la brocante. Sous le fallacieux couvert de la vente d'objets d'occasion leur appartenant, des individus sans scrupule se livrent à une activité commerciale de fait qui concurrence d'une manière déloyale les commerçants patentés soumis aux contrôles administratifs et obligations fiscales et sociales. Il lui demande quelles mesures nouvelles le Gouvernement entend prendre ou proposer afin de mettre un terme aux activités illégales des brocanteurs clandestins.

*Réponse.* — Au cours des dix dernières années, le nombre des revendeurs d'objets mobiliers d'occasion (antiquaires, brocanteurs, etc.) a crû dans des proportions importantes puisque, au 1<sup>er</sup> janvier 1971, on répertoriait 9 830 établissements de l'espèce et que l'on en comptait 14 455 au 1<sup>er</sup> janvier 1978, soit un taux de variation de 61,87 p. 100 très supérieur au taux moyen d'évolution de l'ensemble du commerce de détail non alimentaire (+ 18,28 p. 100) enregistré pour la même période. Parallèlement, on constate une très forte augmentation des ventes d'objets d'antiquités et d'occasion effectuées dans les lieux les plus divers, sous les formes les plus variées par des personnes ou des organismes n'ayant pas, pour la plupart, la qualité de commerçant. La présence, à plusieurs reprises consécutives, d'une même personne sur différents lieux de vente peut être l'indication que cette dernière ne se borne pas à vendre des objets lui appartenant, mais se livre à des opérations d'achat et de vente qui doivent être considérées comme commerciales en application des articles 1<sup>er</sup> et 632 du code du commerce ; ces opérations peuvent, au surplus, constituer un moyen commode d'écoulement, hors tout contrôle, de marchandises de provenance douteuse. Les pouvoirs publics ne sont pas sans moyen d'action sur les personnes qui se livrent clandestinement à ce commerce. En effet, ils disposent de la possibilité de mettre en œuvre la procédure d'immatriculation d'office au registre du commerce. De ce fait, les intéressés se trouvent de plein droit assujettis aux mêmes obligations administratives, sociales et fiscales que les commerçants. Cependant, ce mécanisme n'a pas l'efficacité que l'on pourrait attendre de lui parce que les particuliers, comme les commerçants, hésitent à aviser les services compétents des agissements frauduleux dont

ils ont connaissance. Toutefois, cela n'est qu'un aspect du problème. Sous couvert de foire à la brocante, de prétendus particuliers revendent des objets dont ils sont censés être eux-mêmes propriétaires. Cette forme d'activité ne peut être combattue efficacement que par les autorités de police municipale. C'est la raison pour laquelle le ministre de l'intérieur, à la demande de mes services, est déjà intervenu à diverses reprises pour appeler leur attention sur la nécessité de faire preuve d'une nécessaire vigilance. Les dispositions de ces circulaires seront codifiées et rappelées aux intéressés. Enfin, mes services, en liaison avec les services compétents du ministre de l'intérieur, procèdent à une étude approfondie tendant à élaborer une éventuelle réglementation particulière à ce genre d'activité, ou de modifier et compléter les textes actuellement en vigueur.

## DEFENSE

### *Préparation militaire : amélioration.*

**33337.** — 15 mars 1980. — **M. André Rabineau** demande à **M. le ministre de la défense** de bien vouloir lui faire le point des études entreprises à la suite d'un vœu formulé par la commission Armées-Jeunesse et tendant à prévoir un statut de l'élève de préparation militaire et à améliorer l'information générale faite sur la préparation militaire, notamment auprès des jeunes.

*Réponse.* — Les études relatives au vœu formulé par la commission Armées-Jeunesse sur les deux points évoqués par l'honorable parlementaire se poursuivent. Il apparaît prématuré de préjuger les orientations qui seront retenues du fait de la complexité et du caractère interministériel des problèmes soulevés.

## EDUCATION

### *Conséquences de l'étalement des vacances scolaires sur la fréquentation touristique en Bretagne.*

**32852.** — 8 février 1980. — **M. Edouard Le Jeune** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation** sur les conséquences que ne manquera pas d'entraîner sur la fréquentation touristique en Bretagne notamment durant la première quinzaine du mois de juillet, l'étalement des vacances récemment décidé pour l'année 1980. Il lui demande notamment s'il ne serait pas plus judicieux d'avancer de quelques jours les dates des rentrées scolaires au cours du mois de septembre et de terminer les années scolaires avant la date du 30 juin, afin de permettre aux familles qui le souhaiteraient de passer les vacances sur les côtes allant de la mer du Nord au pays basque.

*Deuxième réponse.* — Les dates de début des vacances d'été de la présente année scolaire ainsi que le calendrier de l'année scolaire 1980-1981 ont été fixés, pour chaque académie, conformément au nouveau dispositif réglementaire concernant l'établissement des calendriers scolaires, qui repose sur le principe de la déconcentration, au niveau des recteurs, de la décision. Les modalités de mise en œuvre en ont été fixées par l'arrêté du 9 janvier 1980, paru au *Journal officiel* du 11 janvier 1980. Ce dispositif a été institué pour répondre de façon plus satisfaisante dans le respect des exigences pédagogiques et de l'intérêt des élèves, aux besoins collectifs en matière d'aménagement du temps et d'organisation des loisirs ressentis au plan local comme au plan national, qui ne sont pas seulement ceux du tourisme. Il a d'ailleurs été considéré par de nombreuses organisations, telle la confédération française des industries du tourisme, comme de nature à répondre à une grande partie des exigences de cette branche d'activité dans la mesure où il contribue à un meilleur étalement des congés. Il faut souligner que chaque recteur, avant de fixer les dates du calendrier scolaire de son académie, a procédé à la concertation la plus large

avec les organismes et instances assurant la représentation des parents d'élèves et des personnels de l'éducation ainsi que des intérêts économiques et sociaux concernés. La préférence manifestée par l'honorable parlementaire pour que les vacances d'été se situent plutôt vers le début de la saison que vers la fin mérite l'attention mais la modification demandée concernant les dates de départ et de fin des vacances scolaires d'été ne peut être envisagée. Cette modification conduirait en effet à amputer le pouvoir d'initiative conféré aux recteurs, ce qui irait à l'encontre du principe même de la déconcentration du niveau de décision, élément de base de la nouvelle organisation des vacances scolaires. Pour l'avenir, il convient de considérer que la latitude laissée aux académies de fixer les vacances d'été entre le 15 juin et le 1<sup>er</sup> octobre devrait permettre des évolutions ultérieures propres à répondre aux préoccupations ainsi exprimées. De la souplesse du dispositif mis en place devraient naître un nouvel équilibre ainsi que de nouvelles habitudes, non seulement de la part des touristes eux-mêmes, mais aussi des professionnels assurant leur accueil. Les régions les plus concernées par l'activité touristique, dont les demandes sont d'ailleurs très opposées à cet égard selon leur situation géographique, devront en effet adapter leurs dates traditionnelles d'accueil à une demande nouvelle, qui pourra désormais se manifester à des périodes considérées jusqu'alors comme situées « hors saison », à terme, l'étalement des vacances scolaires devrait constituer pour ces régions, au plan touristique, un élément tout à fait positif. Il doit être enfin souligné que les efforts du ministère de l'éducation pour satisfaire aux nécessités collectives, sans que pour autant il soit porté atteinte à l'intérêt des enfants, seraient sans effet, si les adaptations nécessaires n'étaient pas également consenties par l'ensemble des autres parties concernées.

### *Suppressions de fermetures d'écoles.*

**33518.** — 27 mars 1980. — **M. Albert Voilquin**, afin d'éviter des interventions multiples et répétées, tant auprès de l'inspection académique des Vosges que du rectorat de Nancy-Metz, selon les informations et les protestations reçues, et à la demande de nombreux maires, de représentants qualifiés des parents d'élèves, ainsi que de certains syndicats d'enseignants, attire l'attention (à la suite de certains collègues) de **M. le ministre de l'éducation** sur les suppressions ou fermetures d'écoles ou de classes prévues dans le département. Au moment où Mme le ministre de la condition féminine vient de confirmer à Epinal la possibilité, en zone de montagne, de conserver des classes à faible effectif, ces mesures semblent particulièrement mal venues et méritent d'être réexaminées. Il semble en effet difficile d'accepter la suppression de près d'un millier d'emplois d'enseignants en province, pour les redistribuer en région parisienne. Il est impensable que l'établissement de la carte scolaire, pour aménager les effectifs, puisse être issu d'une simple division. Il convient, en effet, de revoir, dans le cadre d'une concertation parents-administration-enseignants, l'ajustement des besoins et des moyens. Il lui demande donc de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'encadrement, d'éviter au maximum fermetures et suppressions, et de procéder à des créations d'emplois et à des recrutements là où ils s'imposent, diminuant d'ailleurs par là même le nombre de demandeurs d'emplois dans l'enseignement.

*Réponse.* — L'attention du ministre de l'éducation est appelée sur les incidences des mesures de carte scolaire, c'est-à-dire des transferts de postes d'instituteurs, dans le département des Vosges, dans le cadre de la préparation de la prochaine rentrée. De telles mesures sont pratiquées depuis de nombreuses années et correspondent à la nécessité d'affecter les enseignants là où se trouvent les élèves. En effet, même si on atteint, au niveau national, un effectif par classe moyen d'un niveau satisfaisant (25 élèves par classe en moyenne), il n'en reste pas moins que des disparités subsistent et peuvent même se créer d'une année à l'autre. L'équité

commande d'apporter les correctifs nécessaires à ces situations. En milieu rural, les responsables académiques veillent toutefois à éviter que les mesures de transfert ne puissent précipiter le dépeuplement spontané des campagnes. A cet égard, ont été maintenues, à la dernière rentrée, 1 425 écoles de 9 élèves et moins, alors que cet effectif constitue normalement le seuil de fermeture. Aux effets de cette traditionnelle réorganisation géographique annuelle, s'ajoutent ceux, très limités, d'un transfert de moyens de l'enseignement primaire au profit de l'enseignement du second degré, décidé par le Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 1980. Cette mesure qui ne porte que sur un peu plus d'un pour mille des emplois budgétaires d'instituteurs n'a d'autre objet que de contribuer à renforcer le second degré où une progression des effectifs scolaires continue à se manifester marginalement. Cette mesure de transfert a fait l'objet d'interprétations alarmistes. Il convient de rappeler à nouveau que l'incidence est extrêmement faible pour l'enseignement primaire puisque ce sont 390 postes d'instituteurs sur 290 000 qui sont concernés. Au demeurant, dans le premier degré, les effectifs seront à nouveau en diminution d'environ 70 000 élèves à la rentrée 1980. Ce chiffre s'ajoute à la perte de 80 000 élèves constatée à la rentrée 1979. Le nombre global d'instituteurs demeurant quasi constant (à 390 emplois près), cette baisse démographique va permettre de poursuivre l'amélioration des taux d'encadrement qui n'a cessé, au cours des années passées, de s'accroître. Une partie des effectifs dégagés grâce à la diminution de la natalité sera affectée à des actions sélectives concourant à une amélioration de la qualité du service public. Il s'agit notamment du dépistage précoce et du traitement des handicaps par l'ouverture de groupes d'aides psychopédagogiques, d'une réduction prioritaire de l'effectif des classes où s'effectuent les apprentissages fondamentaux de la lecture, de l'écriture et du calcul (cours préparatoire et cours élémentaire 1<sup>re</sup> année) et d'un meilleur remplacement des maîtres absents. Les recteurs, en étroite liaison avec les directeurs des services départementaux de l'éducation, ayant en charge l'organisation de la carte scolaire du premier degré, ont particulièrement présents à l'esprit ces objectifs et ont le souci d'assurer la scolarisation dans les meilleures conditions pédagogiques pour les enfants. En conséquence, le recteur de l'académie de Nancy-Metz, informé des préoccupations de l'honorable parlementaire par le ministre de l'éducation, examinera avec attention les problèmes évoqués et lui communiquera tous les éléments d'information utiles sur la situation du département des Vosges.

#### ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE.

*Foyer du fonctionnaire et de la famille (Clamart) : pannes d'ascenseurs.*

**32981.** — 16 février 1980. — **M. Anicet Le Pors** attire l'attention de **M. le ministre de l'environnement et du cadre de vie** sur une cité de la ville de Clamart (Hauts-de-Seine) où des tours de onze étages et des immeubles sont sans ascenseur depuis des semaines et certains depuis deux mois. En effet, au foyer du fonctionnaire et de la famille, une cité H. L. M. où logent 680 familles, les ascenseurs sont bloqués pour raison de sécurité et pour cause de litige entre deux sociétés qui se sont succédées à l'entretien des ascenseurs. La situation dure depuis si longtemps qu'elle entrave gravement la vie quotidienne de tous les habitants de cette cité, en particulier les malades, les personnes âgées et les mères d'enfants en bas âge. C'est pourquoi il lui demande de prendre toutes les mesures pour que la société d'H. L. M. fasse procéder, dans les meilleurs délais, à la remise en état des ascenseurs et sans que cela se traduise par des frais supplémentaires pour les locataires qui supportent déjà de lourdes charges pour l'entretien, très insuffisant, de l'immeuble.

*Réponse.* — L'ensemble immobilier de Clamart évoqué dans la présente question comprend 670 appartements répartis en plusieurs bâtiments de 11 étages desservis par 24 ascenseurs. Ayant constaté en 1979 une insuffisance d'entretien de ces appareils, le foyer du

fonctionnaire et de la famille, propriétaire de ces immeubles, a résilié le contrat de l'exploitant le 31 décembre 1979. Le nouvel exploitant, au moment de prendre en charge l'entretien, a dressé une liste de travaux incombant à son prédécesseur, lequel a, dans un premier temps, refusé de les exécuter. C'est alors que, pour des raisons de sécurité, 4 appareils ont été arrêtés dont 2 cependant fonctionnaient en batterie avec un autre ascenseur et n'ont donc pas privé les occupants de ces immeubles de moyen mécanique pour gravir les étages. La mise hors service des deux autres appareils qui desservaient chacun seul, une cage d'escalier, a effectivement privé les habitants de tout service pendant 15 jours au 1, rue Boileau et pendant 27 jours au 7, rue Boileau. Les travaux nécessaires ayant été exécutés, tous les ascenseurs des immeubles en cause fonctionnent normalement depuis le 15 février 1980.

#### Logement.

*Surface minimum exonérant du recours à un architecte.*

**24444.** — 27 octobre 1977. — **M. Paul Séramy** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement)** sur les difficultés créées aux entrepreneurs du bâtiment par l'application très restrictive de certaines dispositions de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture. Ceux-ci voient, en effet, très souvent leur demande de permis de construire refusée sous prétexte que la limite des 250 mètres carrés prévus par un décret d'application de cette loi est dépassée dans la mesure où y a été introduite, en sus des surfaces habitables, celles des sous-sols et des combles non aménageables. L'effet de ces mesures étant notamment spécialement ressenti par les petites et moyennes entreprises habituées à construire en zone rurale des pavillons parfaitement intégrés au site, il lui demande si le dépassement incriminé ne pourrait être considéré comme une adaptation mineure et dans cette condition ne pourrait faire l'objet d'une mesure dérogatoire.

*Réponse.* — Il a été tenu compte des préoccupations exprimées dans la question posée puisque pour éviter des disparités régionales et afin de ne pas imposer à certains types de construction une obligation plus fréquente de recourir à un architecte, l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 79-898 du 15 octobre 1979 a retenu le critère de surface hors œuvre nette. Ce critère permet notamment d'exclure les combles, les sous-sols non aménageables, les terrasses, les loggias, les balcons, les places de stationnement, les bâtiments affectés au logement des récoltes, des animaux ou du matériel agricole ainsi que les serres de production, les lieux affectés à la réalisation de travaux tendant à l'amélioration de l'hygiène des locaux. Cette modification permettra aux petites et moyennes entreprises du bâtiment de continuer leur activité comme dans le passé.

*Allocation logement : barèmes.*

**32971.** — 16 février 1980. — **M. Jean Francou** attire l'attention de **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'environnement et du cadre de vie (Logement)** sur le fait que les barèmes établis pour l'obtention des allocations logement ne semblent pas évoluer comme le montant des retraites. Il lui demande, dans ces conditions, de bien vouloir lui préciser les dispositions qu'il envisage tendant à un relèvement de ces barèmes dans des proportions au moins égales à la progression moyenne des retraites.

*Réponse.* — Aux termes de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 72-527 du 29 juin 1972 relatif au mode de calcul de l'allocation de logement instituée par la loi n° 71-582 du 16 juillet 1971, cette prestation est calculée dans les conditions prévues par l'article 3 du décret n° 72-533 du 29 juin 1972 modifié concernant l'allocation visée au code de la sécurité sociale et versée aux familles. Les ressources prises en compte sont les ressources imposables, c'est-à-dire après tous les

abattements prévus par le code général des impôts et les différentes lois de finances. Les abattements actuellement appliqués aux retraites des personnes âgées tiennent compte de l'incidence financière des contraintes dues à l'âge. Par contre, le législateur précisant que l'allocation de logement doit réduire la charge de logement des bénéficiaires à un niveau compatible avec leurs ressources, a nettement indiqué que l'aide doit diminuer lorsque les revenus croissent en valeur absolue. Indexer l'allocation de logement sur l'évolution des retraites serait donc aller à l'encontre de la volonté exprimée par le législateur.

## INTERIEUR

### Départements et territoires d'outre-mer.

*Agents de l'administration condominiale des Nouvelles-Hébrides : reclassement.*

33515. — 27 mars 1980. — **M. Charles-Edmond Lenglet** rappelle à **M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)** qu'à la suite de sa question écrite n° 29159 du 12 février 1979 (*Journal officiel* du 29 mars 1979, Débats parlementaires, Sénat), il avait bien voulu lui préciser que les anciens agents contractuels de l'administration condominiale des Nouvelles-Hébrides réunissant les deux conditions de six années de service et de moins de cinquante ans d'âge pourraient, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979, demander leur intégration dans les corps de fonctionnaires de l'Etat. Or, il apparaît que la procédure prévue initialement (dispositions insérées dans la loi de finances) n'a pas été suivie. Il lui demande, en conséquence, si une ordonnance relative au reclassement des diverses catégories de fonctionnaires en poste dans le condominium, sera prise avant la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides qui doit intervenir prochainement.

*Réponse.* — L'adoption par le Parlement de la loi du 22 décembre 1979 autorisant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures rendues nécessaires par la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides amène à modifier la procédure législative prévue antérieurement en ce qui concerne l'intégration dans le corps de la fonction publique métropolitaine de certains agents français du condominium des Nouvelles-Hébrides. En effet, leur situation sera réglée dans le cadre d'une ordonnance prise en application de la loi précitée. Cette ordonnance dont le texte est actuellement mis au point en liaison avec les différents départements ministériels intéressés sera prise avant la déclaration de l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

## SANTE ET SECURITE SOCIALE

*Caisse d'allocations familiales : besoins en locaux et personnels.*

31918. — 13 novembre 1979. — **M. Serge Boucheny** appelle l'attention de **M. le ministre de la santé et de la sécurité sociale** sur la situation grave qui s'est créée à la caisse d'allocations familiales, service des prestations spécialisées. Fonds national d'aide au logement (F.N.A.L.). Actuellement, plus de 6 000 dossiers sont à créer, plus de 7 000 lettres de bénéficiaires sont en instance. Par ailleurs, quatre employés doivent recevoir en moyenne deux cents personnes par jour, essentiellement des personnes âgées et des handicapés. De telles conditions de travail sont nuisibles au règlement des allocataires aux ressources minimes et qui attendent de recevoir

depuis plusieurs mois, voire quelques années, les sommes qui leur sont dues et nécessaires. Il attire également son attention sur le problème de l'accueil à la caisse d'allocations familiales, rue de Liège, à Paris (9<sup>e</sup>). Rien n'est prévu pour opérer les premiers soins en cas de malaise de personnes handicapées ou de personnes âgées, nombreuses à se présenter aux guichets. Il lui demande donc quelles mesures il compte prendre afin d'agrandir et de moderniser les locaux de ce service public que sont les caisses d'allocations familiales et d'embaucher un personnel suffisant afin de répondre aux besoins urgents des allocataires.

*Réponse.* — Les difficultés de fonctionnement du service central de la caisse d'allocations familiales de la région parisienne chargé de la gestion du fonds national d'aide au logement (F.N.A.L.), évoquées par l'honorable parlementaire, n'ont pas échappé à l'attention du ministre de la santé et de la sécurité sociale. En effet, certains retards dans les traitements ont pu être constatés au centre spécialisé de la rue de Liège. C'est ainsi que le nombre de dossiers en instance non encore examinés le 11 décembre 1979, soit 4152, correspondait à deux mois et demi de travail. Cette situation devrait toutefois s'améliorer dans des délais rapprochés compte tenu de la déconcentration progressive de ce service. D'ores et déjà, huit unités de gestion déconcentrées de la caisse gèrent les dossiers du F.N.A.L. correspondant à leurs ressortissants. Cette évolution des structures de l'organisme explique que les locaux de la rue de Liège, qui ne sont utilisés qu'à titre transitoire, n'aient pas reçu tous les aménagements souhaitables et ce, dans un souci de saine gestion financière. Il faut noter, cependant, que certains travaux indispensables ont été effectués, notamment pour faciliter l'accès des handicapés à ce centre. Enfin, il est précisé à l'honorable parlementaire que les effectifs de ce service correspondent aux normes habituelles en la matière et que, plus particulièrement, six agents et deux cadres sont chargés de l'accueil du public.

## TRANSPORTS

*Tarifs aériens entre la France et la Grande-Bretagne.*

33415. — 21 mars 1980. — **M. Michel Maurice-Bokanowski** demande à **M. le ministre des transports** pour quelle raison a été refusée l'offre du secrétaire d'Etat britannique au commerce visant à réduire considérablement les tarifs aériens entre les capitales française et anglaise par la mise en service de vols réguliers à un prix correspondant à 20 livres sterling.

*Réponse.* — L'offre de transporter un passager entre Londres et Paris pour la somme de 20 livres a été faite par la compagnie British Airways en ignorant le contexte juridique et économique des relations franco-britanniques. L'accord multilatéral de 1967 régissant la procédure applicable à l'établissement des tarifs entre ces deux pays prévoit la concertation des compagnies exploitantes et la proposition de tarifs communs. Ces discussions préalables au dépôt des tarifs sont, par ailleurs, intervenues et ont conduit à la proposition, en commun, d'une structure tarifaire dont le tarif le plus promotionnel est de 45 livres aller-retour. La proposition de la British Airways intervient après la fin des entrevues inter-compagnies, donc en dehors de toute concertation, et n'est accompagnée d'aucune justification commerciale ni économique appropriée.